

# L'AMÉRIQUE LATINE FACE AUX DÉFIS MONDIAUX

# L'AMÉRIQUE LATINE FACE AUX DÉFIS MONDIAUX



Le présent ouvrage est l'aboutissement d'un partenariat de dix ans entre l'Agence française de développement (AFD) et l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS). Depuis 2016, cette collaboration a donné lieu à la production de vingt-trois notes d'analyse disponibles sur le site de l'IRIS et cinq colloques ouverts au grand public.

**Ouvrage publié sous la coordination scientifique de Christophe Ventura, directeur de recherche à l'IRIS, responsable du programme Amérique latine / Caraïbe.**

**Coordination éditoriale :** Marc Verzeroli, responsable d'édition à l'IRIS, et Maria José Zambrano, économiste au sein du département Amérique latine de l'AFD.

**Équipes mobilisées :**

AFD: Marie-Pierre Bourzai, Maria José Zambrano, Sandrine Dutheil, Pauline Swierkowski, Marie Aveillan.

IRIS: Didier Billion, Coline Eisele, Anne Laborde, Léa Samara, Gwenaëlle Sauzet, Sacha Serero, Alia Soua, Christophe Ventura, Marc Verzeroli.

Cartographie et infographie: IRIS (Antoine Diacre, Coline Laroche, Victor Pelpel, Marc Verzeroli).

Maquette intérieure et mise en page: studio flaire

Création graphique couverture: Supralude.com

ISBN : 978-2-493756-05-3

©IRIS/AFD, mars 2026, tous droits réservés

L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux *think tanks* français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, *via* son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale. L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, l'organisation d'événements et la formation.

[www.iris-france.org](http://www.iris-france.org)

L'Agence française de développement (AFD) contribue à mettre en œuvre la politique de la France en matière d'investissement durable et de solidarité à l'international. À travers ses activités de financement du secteur public et des ONG, ses travaux et publications de recherche (Éditions AFD), de formation sur le développement durable (Campus AFD) et de sensibilisation en France, elle finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et résilient.

Nous construisons avec nos partenaires des solutions durables, avec et pour les populations. Nos équipes sont engagées dans plus de 2 700 projets sur le terrain, dans les Outre-mer, et plus de 115 pays, pour le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, ou encore la santé mondiale. En complémentarité avec Proparco et Expertise France, l'AFD contribue ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable (ODD). Du côté des autres, pour un monde en commun.

[www.afd.fr](http://www.afd.fr)



## Les auteurs et autrices

**Marie-Pierre Bourzai**, directrice du département Amérique latine de l'AFD.

**Carlos Ominami**, ancien ministre de l'Économie du Chili et chercheur associé à l'IRIS.

**Kevin Parthenay**, professeur agrégé de science politique à l'Université de Tours, co-président de l'Observatoire politique de l'Amérique latine et des Caraïbes (OPALC, CERI - Sciences Po).

**Jeannette Sánchez**, représentante de la Banque de développement d'Amérique latine et de la Caraïbe (CAF) en Bolivie.

**Maristella Svampa**, chercheuse au Conseil national de la recherche scientifique et technique (CONICET), membre du Pacte écosocial et interculturel du Sud et de l'équipe Transiciones (Argentine).

**Christophe Ventura**, directeur de recherche à l'IRIS, responsable du programme Amérique latine / Caraïbe.

*Les analyses présentées dans cet ouvrage sont formulées sous la responsabilité de leurs auteurs et autrices. Elles ne sauraient refléter le point de vue de l'AFD ou de l'IRIS.*

# SOMMAIRE

## **PRÉFACE** **9**

Christophe Ventura

## **1. L'AMÉRIQUE LATINE FACE AUX RISQUES DE DÉCONSOLIDATION DÉMOCRATIQUE** **15**

Kevin Parthenay

Carte : Évolution des alternances politiques en Amérique latine (2000-2026) 36

Note : Après la victoire de Javier Milei, l'Argentine au risque de l'incertitude 38

## **2. NOTRE MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT ENTRE NOUVELLES DÉPENDANCES ET LIMITES DU CONSENSUS DE LA DÉCARBONATION** **61**

Maristella Svampa

Carte : Le triangle du lithium : un espace stratégique de la transition énergétique en Amérique latine 80

Note : L'Amérique latine, une région prioritaire pour la Chine 82

### **3. QUEL MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES? 99**

**Jeannette Sánchez**

Carte : Extractivisme, dépendance et développement humain en Amérique latine 118

Note : L'Amérique latine en 2020 120

### **4. FACE AUX RECOMPOSITIONS DE L'ORDRE INTERNATIONAL, LE CHOIX DU NON-ALIGNEMENT ACTIF 135**

**Carlos Ominami**

Carte : Phénomènes d'intégration régionale et internationale en Amérique latine 154

Note : Donald Trump et l'Amérique latine : une diplomatie du rapport de force 156

### **POSTFACE 171**

**Marie-Pierre Bourzai**



# PRÉFACE: INCONTOURNABLE AMÉRIQUE LATINE

**Par Christophe Ventura**

Directeur de recherche à l'IRIS, responsable du programme  
Amérique latine / Caraïbe.

Il existe un paradoxe latino-américain. Cette région peuplée d'environ 665 millions d'habitants répartis au sein de trente-trois pays et huit « territoires non autonomes » – notamment situés dans la Caraïbe –, selon la définition des Nations unies, est généralement considérée périphérique dans le système international. Et ce, depuis sa conquête européenne inaugurée en 1492 par l'invasion espagnole. Les formes de l'insertion du sous-continent dans l'ordre économique international sont, depuis cette époque, le produit de logiques qui se sont en réalité peu modifiées.

L'Amérique latine constitue en premier lieu un gisement d'immenses ressources naturelles et énergétiques, de matières premières et de produits agricoles exploités à des fins d'exportation vers les marchés mondiaux. Au cours des siècles, ses principaux clients ont pu changer – Europe du XVI<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle, États-Unis au XX<sup>e</sup>, Chine depuis le début du XXI<sup>e</sup> pour la plupart des pays – et se diversifier, tout comme ses alliances économiques, commerciales et stratégiques afférentes. Son histoire coloniale a cependant façonné sa trajectoire dans la mondialisation et son modèle de développement économique demeure. On l'appelle aujourd'hui « extractiviste »,

« primo-exportateur », « agro-exportateur ». Il place la région du côté des pays dits du « Sud » pourvoyeurs de matières premières au bénéfice des économies centrales du système de production, d'échange et de consommation mondial. Et maintient depuis des siècles l'ensemble des pays de la région dans des rapports de dépendance – économique, commerciale, financière, technologique et géopolitique – à l'égard des grandes puissances mondiales comme il les expose à leurs convoitises et prétentions dominatrices constantes.

Ce modèle est également porteur de multiples vulnérabilités intérieures qu'il reproduit et qui pèsent sur la prospérité, la stabilité et la qualité démocratique des sociétés. Parmi celles-ci, la faible compétitivité économique, le poids des inégalités sociales – la région est la plus inégalitaire du monde –, de la pauvreté, du secteur informel dans la production – près d'un travailleur sur deux travaille de manière informelle en Amérique latine –, la fragilité des systèmes fiscaux et de protection sociale, la déficience des États et leur insuffisante capacité à garantir aux populations un accès effectif aux services de base et à leurs droits fondamentaux sont autant de facteurs qui soumettent la région à des phénomènes de violences et de criminalité organisée structurels. Ces derniers se nourrissent également du fait que le sous-continent dispose de la matière première – la feuille de coca – nécessaire à la fabrication de l'une des principales drogues exportées dans le monde : la cocaïne.

Alors, pourquoi un paradoxe ? Car c'est précisément du fait de sa situation, de l'étendue et de la diversité de ses richesses que l'Amérique latine se retrouve au cœur des principaux enjeux du XXI<sup>e</sup> siècle dans de nombreux domaines. Face à la crise systémique et multifactorielle de la mondialisation, il n'existe pas de solutions globales sans la contribution de cette région. Que ce soit en matière de protection de l'environnement et de la biodiversité – dont elle détient plus de la moitié disponible sur la planète – pour lutter contre les effets des dérèglements climatiques, de transition énergétique vers des modèles décarbonés durables ou de production alimentaire tandis que la population mondiale devrait atteindre près de 10 milliards d'individus en 2050, selon les estimations des Nations unies.

Ses ressources sont la faiblesse et l'atout de l'Amérique latine. Et l'une des causes du retour brutal de la région sur les devant de l'actualité internationale en 2026 après l'attaque militaire illégale des États-Unis au Venezuela (3 janvier) ayant conduit, quelques semaines avant le déclenchement de la guerre contre l'Iran par Washington et Tel-Aviv, à l'enlèvement du président Nicolás Maduro. Leur contrôle est au cœur de l'affrontement – qualifié de « rivalité systémique » par Washington – qui oppose les États-Unis et la Chine. Les deux super-puissances se défient désormais sur le terrain de ce que la nouvelle administration dirigée par Donald Trump considère devoir redevenir la zone d'influence américaine pour que le pays puisse conserver son avantage face à la montée en puissance du seul concurrent capable de lui disputer sa suprématie mondiale dans les décennies à venir, la Chine. Intervention directe au Venezuela – la première des États-Unis contre un pays sud-américain dans l'histoire –, menaces à divers niveaux contre Cuba, le Mexique et tous les pays ne se soumettant pas aux exigences formulées par Washington : tous ces développements ont pour toile de fond cette confrontation dont l'une des dimensions est le contrôle de l'Amérique latine, de ses ressources, de son commerce et de ses infrastructures stratégiques.

Ces sujets constituent la trame de cet ouvrage. Il est le fruit du travail engagé dans le cadre d'un partenariat noué depuis dix ans entre l'Agence française de développement (AFD) et l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) et vient, en quelque sorte, célébrer cette date anniversaire. Depuis 2016, notre collaboration a progressivement permis de consolider une base documentaire singulière en France consacrée, en temps continu, à l'analyse des évolutions géopolitiques, politiques, économiques et sociales de l'Amérique latine, en prenant soin de les inscrire dans celles plus générales à l'œuvre au niveau international. Grâce aux vingt-trois notes produites et publiées entre 2016 et 2026, l'AFD et l'IRIS ont patiemment construit une bibliothèque en ligne, en accès libre pour tous les publics sur le site de l'IRIS<sup>1</sup>. Ce travail, nous l'avons mené depuis le départ en articulant deux

---

1. [www.iris-france.org](http://www.iris-france.org)

dimensions complémentaires : le décryptage de l'actualité – l'événement, le temps court – et l'analyse des tendances – le moyen et le long termes, les transformations structurelles. Et ce, au cas par cas, pour un pays, une zone de la région ou sur un thème transversal.

Ce faisant, ce corpus, conçu pour éclairer au fil de l'eau les mutations régionales sur une longue période, offre aux lectrices et lecteurs avertis sur l'Amérique latine – professionnels, universitaires, journalistes, diplomates, etc. – comme à celles et ceux qui souhaitent découvrir cette partie du monde, la possibilité de suivre et de comprendre les multiples enjeux qui la structurent et les défis qui la traversent.

Ce partenariat est aussi l'instrument d'un dialogue soutenu entre nos institutions et le grand public. Depuis 2016, nous avons organisé cinq colloques ouverts à toutes et tous, destinés à faire connaître en France cette région et sa contribution aux recompositions internationales. Divers thèmes ont été traités : changement climatique, rôle des femmes, contribution au multilatéralisme, relations avec l'Europe, etc. Chacun d'entre eux a donné lieu à des restitutions sous forme de textes ou d'enregistrements vidéo également disponibles sur le site de l'IRIS.

Cet ouvrage vient renforcer cet édifice commun. Pour lui donner naissance, nous avons mobilisé de manière paritaire des autrices et des auteurs français et latino-américains reconnus internationalement pour leur expertise sur les sujets abordés. Dans le premier chapitre, le politiste français Kevin Parthenay analyse la crise démocratique en Amérique latine et les formes qu'elle revêt depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle. Il explique pourquoi la région est confrontée à un risque de « déconsolidation démocratique » dans les prochaines années. Deux contributions viennent ensuite traiter une même question centrale à partir d'approches et de points de vue différents : celle du modèle de développement latino-américain, ses caractéristiques, ses atouts et ses limites. Elles ouvrent un débat sur sa transformation et le projet qui en découle. Ces deux chapitres sont proposés par l'économiste équatorienne Jeannette Sánchez et la sociologue argentine Maristella Svampa. Enfin, l'économiste et ancien ministre chilien Carlos Ominami examine les marges de manœuvre dont pourrait disposer l'Amérique latine pour renforcer son autonomie dans

le champ des relations internationales, défaire l'étau sino-américain qui l'enserme et s'engager dans la voie d'une stratégie de « non-alignement actif » vis-à-vis des deux superpuissances.

Chacune de ces contributions originales est accompagnée de la reproduction intégrale d'une note publiée au cours des dix dernières années dans le cadre du partenariat entre l'AFD et l'IRIS. Elle vient en illustrer le propos et est précédée d'un court texte qui en résume la problématique et la pertinence dans le contexte actuel. Enfin, l'ouvrage propose un ensemble de cartes et d'infographies originales.



**1.**

**L'AMÉRIQUE LATINE  
FACE AUX RISQUES  
DE DÉCONSOLIDATION  
DÉMOCRATIQUE**

**Kevin Parthenay**

La démocratie latino-américaine, après un apogée au début des années 2000, connaît, depuis, une forte fragilisation. Malgré des élections régulières, la défiance envers les institutions, la polarisation, la fragmentation partisane et l'essor de dirigeants populistes ou autoritaires affaiblissent la représentativité et la gouvernabilité. Les inégalités persistantes, la stagnation sociale et le retour de logiques sécuritaires nourrissent un risque accru de déconsolidation démocratique à l'échelle régionale.

Depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle, la démocratie en Amérique latine a connu des avancées significatives, mais aussi des reculs majeurs. Elle s'est imposée comme laboratoire d'innovations en matière démocratique, tant du point de vue de sa vitalité que de sa fragilisation. Si la vague démocratique régionale – entendue comme le mouvement ayant conduit à la consolidation et à l'ancrage de régimes démocratiques ainsi qu'à l'exercice effectif de la citoyenneté – a semblé atteindre son apogée au cours de la première décennie des années 2000, le bilan, à l'issue du premier quart de siècle, apparaît bien plus sombre. Un regain diffus de tentations autoritaires est perceptible, accompagné d'une délégitimation croissante des institutions politiques et d'une recrudescence des violations des droits humains. Les procédures électorales restent en place et continuent de conférer une légitimité formelle aux gouvernants, mais elles ne suffisent plus à garantir la vitalité démocratique.

Avant d'évaluer la transformation des démocraties latino-américaines, il convient de rappeler que, dans tout régime démocratique, les élections constituent la procédure fondamentale pour désigner les dirigeants et déterminer les politiques publiques. Elles permettent aux citoyens d'exprimer leurs préférences, de soutenir les candidats de leur choix, de conférer une légitimité au processus politique, mais aussi de sanctionner les dirigeants lorsque leur mandat arrive à terme.

Cependant, il ne suffit pas de tenir des élections pour parler de démocratie. Celles-ci doivent être libres, équitables et compétitives afin d'éviter le piège des « démocraties fallacieuses »<sup>1</sup>, dans lesquelles le respect formel des procédures électorales masque des pratiques contraires à l'esprit démocratique : mobilisation inéquitable des ressources publiques et médiatiques en faveur d'un camp, clientélisme, fraudes, etc.

Par ailleurs, il est essentiel de rappeler qu'un régime démocratique constitue un idéal jamais pleinement atteint et qu'il est soumis à des mutations constantes. Les démocraties ne sont pas statiques : elles

---

1. Terry L. Karl, « Dilemmas of democratization in Latin America », *Comparative politics* 23 (janvier 1990) : 1-21.

peuvent évoluer, se rapprocher d'autres types de régimes, s'éroder ou se renforcer au fil du temps.

L'observation de ces transformations en Amérique latine constitue la raison d'être de ce chapitre. L'histoire du sous-continent montre que les changements démocratiques peuvent résulter de facteurs internes – tels que la mort d'un dictateur, une crise économique, une polarisation sociale extrême ou l'érosion de la légitimité du régime aux yeux des citoyens – ou de facteurs externes, comme des pressions ou sanctions internationales, une guerre ou une invasion. Ces réajustements et changements de régime ont marqué l'ère des transitions démocratiques au cours des décennies 1980 et 1990<sup>1</sup>.

Au-delà de ces processus, une fois installés, les régimes démocratiques latino-américains ont évolué de manière lente et graduelle. Ces évolutions ont donné lieu à de nombreuses conceptualisations : consolidation démocratique, tournants « participatif » ou « délibératif », ainsi qu'une grande variété de notions contemporaines liées au déclin ou à la fragilisation de la démocratie.

En Amérique latine, les changements démocratiques ont été à la fois profonds et rapides. La proportion de régimes démocratiques a fluctué jusqu'au début des années 1980, avant de connaître une tendance ascendante et relativement stable, culminant en 2003-2004, lorsque dix-huit pays de la région étaient classés comme démocraties. Les chercheurs Frances Hagopian et Scott Mainwaring confirment cette évolution en 2005 : « un quart de siècle après que la troisième vague de démocratisation a commencé, les régimes démocratiques n'ont jamais été aussi répandus et aussi assurés en Amérique latine »<sup>2</sup>. Cette période correspond à l'émergence de la « vague rose » ou « vague progressiste », caractérisée par la montée au pouvoir de gouvernements de gauche dans la région<sup>3</sup>.

---

1. Juan J. Linz et Alfred Stepan, *Problems of Democratic Transition and Consolidation: Southern Europe, South America, and Post-Communist Europe* (Baltimore : Johns Hopkins University Press, 1996).

2. Frances Hagopian et Scott P. Mainwaring (dir.), *The Third Wave of Democratization in Latin America: Advances and Setbacks* (New York : Cambridge University Press, 2005) : 315.

3. Voir Olivier Dabène, *La gauche en Amérique latine (1998-2012)* (Paris : Presses de Sciences Po, 2012) ; et Steven Levitsky et Kenneth M. Roberts (dir.), *The Resurgence of the Latin American Left* (Baltimore : Johns Hopkins University Press, 2011).

Le début des années 2000 a été perçu comme un véritable apogée de la démocratie en Amérique latine, dans la mesure où la quasi-totalité des pays ont connu des alternances pacifiques par voie électorale. Certaines d'entre elles, historiques, sont devenues le symbole de la vitalité démocratique continentale. Elles ont porté au pouvoir des personnalités relativement extérieures au champ politique traditionnel, souvent qualifiées d'« outsiders » et dotées d'un charisme particulier, à l'instar de Hugo Chávez, Rafael Correa ou Evo Morales. Cette période a ainsi marqué un renouvellement important du personnel et des pratiques politiques, mettant fin à la domination quasi exclusive des élites libérales-conservatrices, consolidée durant la vague néolibérale des années 1990.

De nombreuses innovations démocratiques ont émergé ou se sont consolidées au cours de cette séquence dite du « progressisme »<sup>1</sup> : dispositifs participatifs au Brésil ou expérimentations s'inspirant officiellement de la « démocratie directe » – recours aux référendums et aux plébiscites, ainsi qu'à d'autres formes de consultation –, au Venezuela et en Équateur, par exemple. Cependant, cette vague progressiste a été confrontée à de multiples crises – politiques, économiques et sociales – qui ont fragilisé les projets de consolidation démocratique portés par de nombreux dirigeants et, dans certains cas, contribué à leur inversion. Si l'histoire de la transition démocratique et des tentatives de consolidation menées durant cette « vague rose » est désormais bien connue, les facteurs ayant progressivement fragilisé et érodé les démocraties latino-américaines restent moins étudiés. Cette contribution se propose donc d'examiner, d'une part, l'essor des crises démocratiques en Amérique latine et, d'autre part, les dangers de la déconsolidation démocratique qui guettent dans la période actuelle.

---

1. Dans ce texte, « progressisme » est utilisé pour évoquer les acteurs (gouvernements, dirigeants, forces politiques) dont les objectifs revendiqués sont la justice et la redistribution sociales, l'approfondissement de la vie démocratique et la recherche d'autonomie dans les relations internationales.

## UNE CRISE DÉMOCRATIQUE

Les régimes démocratiques peuvent se renforcer avec le temps, mais ils sont également susceptibles de connaître des revers<sup>1</sup>. En Amérique latine, la désillusion à l'égard de la démocratie s'est accentuée lorsque des présidents élus ont exercé le pouvoir de manière antidémocratique, franchissant les limites constitutionnelles et privant les citoyens de certains droits et libertés fondamentales. Ce désenchantement s'est renforcé à mesure que ces dirigeants sont devenus des agents de polarisation, intolérants envers les segments de la population ne partageant pas leurs idées ou leur style de gouvernance. Subtilement, ils ont ciblé des opposants, journalistes ou intellectuels, les marginalisant ou les persécutant.

À partir du milieu des années 2010, les épisodes de crises politiques dans la région ont mis en évidence l'imbrication entre la fragilisation des institutions politiques – notamment la démocratie électorale et les cadres constitutionnels – et la résurgence de fractures sociales profondes. Cette situation résulte à la fois des limites de la démocratisation des années 1990 et de l'échec des gouvernements de la « vague rose » des années 2000 à transformer les fondements structurels de la vulnérabilité socioéconomique des classes moyennes et populaires<sup>2</sup>. Dans cette perspective, la tension entre démocratie – comprise à travers ses cadres politico-institutionnels formels – et démocratisation – c'est-à-dire les perceptions citoyennes et l'égalité des conditions – s'est accentuée. La démocratie instituée dans les années 1990 a ainsi coïncidé avec la persistance des inégalités et l'exclusion de pans entiers de la population, notamment les peuples autochtones et les communautés afro-descendantes. Le cycle de crises politiques latino-américaines, engagé depuis le début des années 2010, a parfois rappelé de manière violente cette dissonance d'une « démocratie sans démocratisation ».

---

1. Cette section reprend des éléments de publications récentes: Kevin Parthenay, *Crises en Amérique latine. Les démocraties déracinées (2009-2019)* (Paris: Armand Colin, 2020); Olivier Dabène, Flavia Freidenberg et Kevin Parthenay, « Démocraties et autoritarismes en Amérique latine », dans Frédéric Louault et Kevin Parthenay (dir.), *Politique de l'Amérique latine* (Bruxelles: Bruylant, 2023).

2. Voir Gabriel Benza et Gabriel Kessler, *Uneven Trajectories. Latin American Societies in the Twenty-First Century* (Cambridge: Cambridge University Press, 2020); et Kevin Parthenay, *Crises en Amérique latine, op. cit.*

## Les institutions démocratiques fragilisées

Les facteurs permettant de comprendre le vacillement des démocraties latino-américaines dans la décennie 2010 sont multiples, touchant aussi bien à la légitimité des mécanismes électoraux qu'à la fragilité des institutions politiques. Dès l'issue des transitions démocratiques, certains risques liés au dévoiement institutionnel avaient été identifiés. La politiste Terry L. Karl parlait à ce sujet d'« electoral fallacy » pour désigner le danger qu'une démocratie réduite au seul mécanisme électoral pouvait représenter<sup>1</sup>. Confrontés à l'incapacité de se projeter à long terme, certains acteurs politiques latino-américains ont été incités à engager des réformes électorales visant à sécuriser leur position ou à augmenter leurs chances de succès lors des scrutins futurs. Ces calculs à court terme, combinés à la fréquence des changements institutionnels, ont contribué à accentuer la fragilité des institutions et à nourrir la désaffection des citoyens pour la participation politique. Progressivement, les élections ont perdu leur capacité à canaliser les demandes sociales et ont généré un sentiment d'insatisfaction. Deux phénomènes en découlent directement : la désertion électorale et l'« abstentionnisme différentiel ».

La désertion électorale se manifeste par une montée de l'abstention, en proportion ou en valeur absolue, ainsi que par l'augmentation des votes blancs et nuls dans les pays où le vote est obligatoire. Elle traduit un mécontentement vis-à-vis du système politique en place. Si les motifs de cette désertion peuvent être variés – perte de confiance dans les institutions et le personnel politique, non-reconnaissance dans l'offre politique, etc. –, elle constitue surtout un indicateur clair du dysfonctionnement de la représentation par l'élection.

L'« abstentionnisme différentiel » renvoie à une configuration marquée par une forte désertion électorale, où l'alternance politique découle de la démobilisation des électeurs du camp sortant conjuguée à la surmobilisation de ceux de l'opposition. Dans ce contexte, la majorité des citoyens, désillusionnés par les scrutins précédents et déçus par le bilan du gouvernement en place, choisissent de s'abstenir. Ce scénario s'est

---

1. Terry L. Karl, *op. cit.*

illustré, par exemple, au Chili, en 2017, lorsque le président néolibéral Sebastián Piñera a succédé au gouvernement de centre gauche de Michelle Bachelet, affaibli par des scandales de corruption. Cette dynamique de désenchantement et de désaffiliation politique a contribué à nourrir le soulèvement populaire historique de 2019, connu sous le nom de « el despertar chileno ».

La crise que traversent les démocraties latino-américaines s'explique aussi par la fragilité de leurs systèmes partisans. Ceux-ci se caractérisent par une forte fragmentation, une incapacité à canaliser les demandes et les intérêts en constante évolution des citoyens, ainsi qu'une personnalisation excessive de l'offre politique. Dans ces contextes, les partis politiques, souvent réunis au sein de coalitions éphémères, fonctionnent avant tout comme des « machines à faire gagner », dépourvues de véritables fondements programmatiques.

Ces coalitions, souvent circonstancielles, contribuent à fragiliser la stabilité de l'offre politique sur le long terme. De manière plus générale, l'incitation à former de telles alliances découle d'une autre dynamique structurelle : la fragmentation de l'offre partisane. Celle-ci exprime deux dimensions essentielles de la faiblesse des partis politiques, à savoir leur nombre au sein du système et leur taille relative. Cette fragmentation permet également de mesurer le degré d'éparpillement de l'offre politique et la capacité d'influence des partis dans le jeu institutionnel. Plus le phénomène est prononcé, plus le système partisan se révèle fragile, et plus la capacité de représentation des citoyens s'en trouve affaiblie.

Au-delà de la fragmentation partisane, un problème plus profond domine : la faible représentativité des acteurs politiques, perceptible à travers les très bas niveaux d'approbation des gouvernements et la défiance généralisée envers le personnel politique. Dans plusieurs cas, cette crise de légitimité s'est traduite par une dégradation marquée du soutien populaire entre les deux élections précédant l'éclatement de la crise démocratique : -22 points au Pérou, -34 points au Brésil, -23 points au

Venezuela et -8 points en Bolivie<sup>1</sup>. Dans ces pays, le discrédit de la classe politique constitue un facteur structurel central pour comprendre la crise démocratique.

Enfin, la démocratie électorale latino-américaine se trouve également fragilisée par des dysfonctionnements d'ordre procédural et institutionnel, liés à l'ingénierie électorale. Ces défaillances ont nourri et intensifié les critiques à l'encontre des autorités chargées de l'organisation des scrutins. Dans plusieurs cas, des anomalies ou irrégularités techniques ont constitué des vecteurs de dérive, en générant des situations d'incertitude et de chaos qui ont précipité de véritables crises politiques. Les institutions elles-mêmes contribuent ainsi à l'incapacité des élections à garantir une représentativité équitable, une légitimité démocratique et une gouvernabilité stable. Plus spécifiquement, les dysfonctionnements institutionnels qui entachent le processus électoral affaiblissent directement la légitimité des autorités issues des urnes. Dans la seconde moitié des années 2010, la Bolivie (2019), le Honduras (2017), le Venezuela (2018 et 2024) ainsi que le Nicaragua (2016 et 2021) ont été parmi les premiers pays touchés par cette remise en cause croissante de la légitimité des institutions électorales. Depuis, ce phénomène s'est largement diffusé à l'échelle régionale.

En parallèle de la fragilisation de la démocratie électorale, une autre lame de fond est venue éroder la solidité des régimes démocratiques latino-américains et miner la confiance des citoyens : l'affaiblissement progressif des constitutions nationales, piliers des pactes démocratiques. L'arrivée au pouvoir des *leaders* dits progressistes a coïncidé avec un processus d'effritement de ces textes fondateurs. Les transitions démocratiques sur le continent s'étaient initialement matérialisées par la promulgation de constitutions qui, pour la plupart, demeurent encore en vigueur, bien que soumises à des révisions plus ou moins nombreuses selon les pays. Or, le volume et la fréquence des modifications constitutionnelles mises en œuvre durant la « vague rose » ont contribué à une déstabilisation politique croissante.

---

1. Latinobarómetro, « Informe 2023. La recesión democrática de América latina » (juillet 2024).

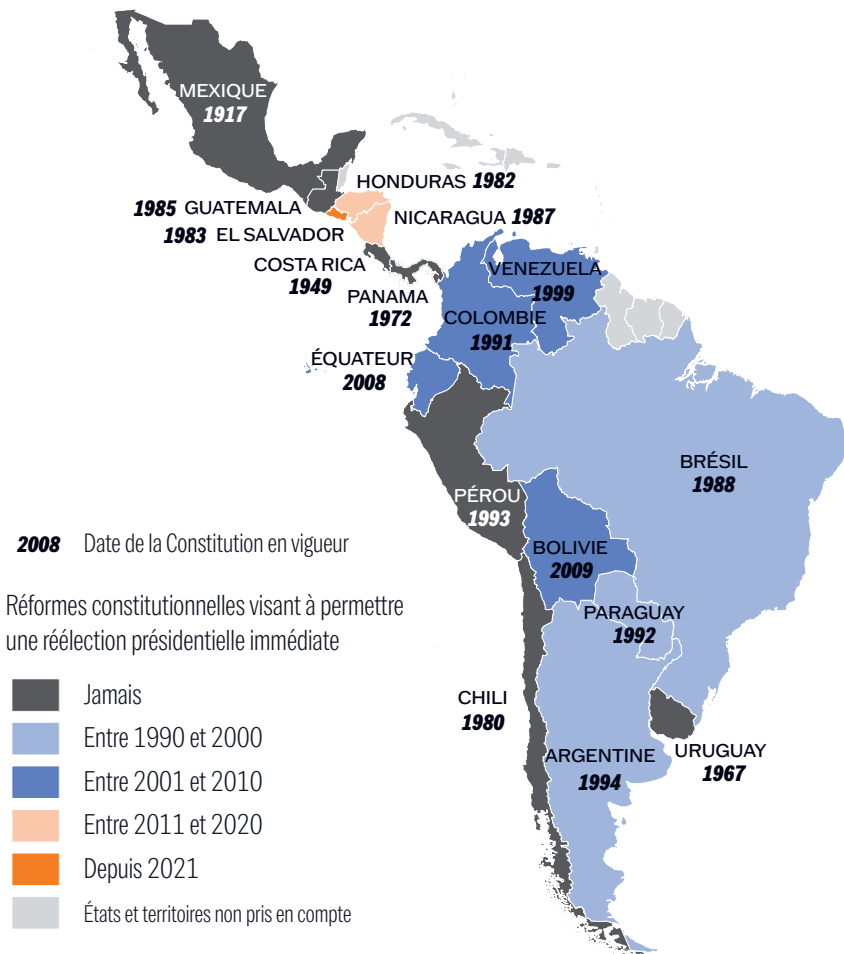
L'intensification de ces révisions se manifeste notamment au début de la décennie 2010. Le chercheur Detlef Nolte recense, pour la période 1980-2015, un total de 452 modifications constitutionnelles en Amérique latine, soit une moyenne de 16 amendements par an (pour 18 pays) et de 0,87 par pays et par an<sup>1</sup>. À partir de 2010, cette tendance s'accroît nettement : si l'on dénombre 165 amendements entre 2000 et 2009, pas moins de 90 sont adoptés en seulement quatre ans, entre 2010 et 2014, auxquels s'ajoutent 20 amendements supplémentaires en 2015.

Parmi ces réformes constitutionnelles – partielles –, la question de la réélection présidentielle s'impose comme l'un des enjeux les plus déterminants. Elle constitue une modification institutionnelle majeure, dans la mesure où elle bouleverse les équilibres entre les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. De nombreux gouvernements issus de la gauche progressiste arrivée au pouvoir au début des années 2000 ont ainsi succombé à la tentation de la révision constitutionnelle afin de consolider leur position de pouvoir, à l'instar de la Bolivie, du Nicaragua ou encore du Venezuela.

---

1. Detlef Nolte et Almut Schilling-Vacaflor, « Introduction: The Times they are a Changin': Constitutional Transformations in Latin America since the 1990s », dans Detlef Nolte et Almut Schilling-Vacaflor (dir.), *New Constitutionalism in Latin America. Promises and Practices* (Londres : Routledge, 2012) : 3-30.

L'enjeu des réformes constitutionnelles au sein des régimes présidentiels



Sources : Kevin Parthenay, à partir de Nolte (2015) et Negretto (2015)

## L'impossible dépassement des fractures sociales

La crise des démocraties latino-américaines ne se réduit pas aux seuls dysfonctionnements institutionnels : elle s'enracine également dans une profonde frustration sociale, nourrie par des décennies d'exacerbation des inégalités et par la stagnation – voire le recul – des positions socioéconomiques de larges secteurs de la population. Incapables de répondre efficacement aux attentes populaires, les institutions étatiques ont souvent catalysé, voire amplifié, les colères sociales, comme l'a illustré de manière emblématique le cas du Chili en 2019. Les sociétés latino-américaines se trouvent ainsi doublement crispées : d'un côté, ceux qui aspirent à une amélioration de leur condition oscillent entre peur et colère ; de l'autre, ceux qui cherchent à préserver leurs acquis s'arc-boutent sur leurs positions. Cette polarisation croissante constitue désormais l'un des traits les plus marquants de sociétés profondément fracturées. Elle a alimenté un puissant discours de rejet du système en place, structuré autour d'un double refus : celui des dominations – qu'elles soient patriarcales, élitistes ou culturelles – et celui des héritages institutionnels et socio-économiques issus des périodes antérieures.

Les effets de ces dynamiques sociales se sont trouvés amplifiés durant la période néolibérale et n'ont été que partiellement atténués sous l'ère progressiste, malgré le « tournant inclusif » et la mise en œuvre de politiques redistributives dans plusieurs pays. La forte résilience des vecteurs d'inégalité, de discrimination, d'exclusion et de domination a ainsi constitué le terreau d'une indignation latente. Celle-ci s'est intensifiée sous l'effet d'attentes sociales grandissantes, largement déçues par des dirigeants incapables d'y répondre, ainsi que par la persistance d'une corruption endémique. En définitive, les décennies du progressisme latino-américain n'ont pas permis d'absorber la montée des demandes sociales et ont, paradoxalement, contribué à l'érosion de la confiance dans le fonctionnement même de la démocratie.

## Les dangers de la déconsolidation démocratique

Depuis 2019, une nouvelle phase s'est ouverte en Amérique latine. L'intensification des contestations sociales a mis en lumière les limites du cadre traditionnel de la démocratie électorale. Un constat s'impose : l'organisation d'élections et l'alternance des gouvernements ne suffisent plus à garantir une satisfaction démocratique. Les citoyens se distancient des partis politiques, dénoncent les élites dirigeantes, accordent une légitimité limitée aux institutions publiques et se tournent souvent vers des *leaders* populistes, qui, à leur tour, peuvent fragiliser les fondements et le fonctionnement de la démocratie. Cette dynamique a ainsi créé un terreau propice à l'émergence de dérives autoritaires.

En 2025, de nombreux signaux indiquent un risque accru de déconsolidation démocratique en Amérique latine. Du Venezuela de Nicolás Maduro au Salvador de Nayib Bukele, en passant par le Nicaragua de Daniel Ortega, la situation politique régionale se détériore. À cela s'ajoutent l'instabilité chronique du Pérou, les dérives autoritaires et la violence en Équateur, le populisme libertarien de Javier Milei en Argentine, ainsi que l'exacerbation de la polarisation au Brésil, dressant un tableau préoccupant pour l'avenir de la démocratie sur le continent.

## Des alternances non performantes

Ces dernières années, les alternances politiques se sont déroulées dans des contextes à la fois politiquement et institutionnellement incertains, sur fond de mécontentement populaire récurrent. Au Brésil, malgré le retour au pouvoir de Lula en 2023, la polarisation demeure extrêmement élevée : le président de gauche a certes remporté l'élection de 2022 avec 50,9 % des voix contre 49,1 % pour Jair Bolsonaro, mais les résultats ont été suivis par une insurrection sans précédent le 8 janvier 2023 sur la place des Trois-Pouvoirs à Brasília. En Colombie, on observe un scénario similaire d'intensification de la polarisation, sans toutefois qu'il y ait eu d'insurrection, tout comme au Chili, où l'opposition reste marquée entre les candidats de gauche – Gabriel Boric en 2021 et Jeannette Jara en 2025 – et leur principal adversaire d'extrême droite, José Antonio Kast, élu président le 14 décembre 2025.

Au-delà des polarisations et des instabilités politiques, le niveau d'insatisfaction à l'égard de la démocratie reste élevé, en particulier parmi les classes populaires et moyennes, ainsi que chez les femmes et les jeunes. Au Chili, depuis 2021, seulement 30 % de la population déclare avoir confiance dans le gouvernement. Malgré l'alternance et le retour de la gauche au pouvoir avec Gabriel Boric, le soutien à la démocratie a même légèrement diminué, reculant de deux points entre 2021 et 2023<sup>1</sup>. Une situation comparable se constate en Colombie depuis 2022, où seulement 32 % de la population manifeste sa confiance envers le gouvernement. Ces tendances se retrouvent également dans d'autres pays de la région, comme au Costa Rica.

Par ailleurs, certaines alternances ont accompagné une exacerbation de la polarisation. L'élection du président Javier Milei en Argentine en 2023 a accentué cette dernière dans la mesure où la droite radicale – une droite ultra-libérale (anarcho-capitaliste) – qu'il incarne perçoit et présente la gauche non plus comme un adversaire politique mais comme un « ennemi existentiel » qu'il faut abattre. Même constat au Brésil, où se développe une tendance à la radicalisation des rapports entre la gauche « pétiste » (du Parti des travailleurs, PT) du président Lula et le mouvement bolsonariste de l'ex-président condamné par la justice, Jair Bolsonaro (2019-2023), soutenu par des bastions évangélistes ultra-conservateurs. Cette tendance, également présente dans d'autres pays comme le Pérou ou l'Équateur, met systématiquement en scène une opposition entre des franges radicalisées et tend à fragiliser le cadre de la démocratie. Dans ces configurations, les alternances donnent lieu à un changement politique sans vitalité démocratique dans la mesure où les oppositions ne peuvent plus débattre, où l'enjeu n'est plus de présenter une vision alternative de la société mais d'annihiler – parfois même physiquement, comme au Brésil avec les attentats planifiés contre Lula – les camps et/ou dirigeants adverses.

Enfin, les alternances politiques peuvent accentuer l'instabilité institutionnelle lorsque le changement d'exécutif ne s'accompagne pas d'un soutien majoritaire au sein du pouvoir législatif. La fragmentation de ce

---

1. Latinobarómetro, *op. cit.*

dernier, ainsi que sa vulnérabilité face aux dynamiques de formation et de dissolution de coalitions, rendent le nouveau pouvoir exécutif particulièrement fragile. Le risque est alors élevé de voir les espoirs déçus, une faible capacité de régulation et une confiance érodée dans les institutions démocratiques. Les situations d'« exécutifs sans majorité » se sont multipliées au cours de la dernière décennie – en Argentine, au Brésil, au Chili, en Colombie, en Équateur, au Guatemala et au Pérou –, contribuant à la fragilité des gouvernements et à l'instabilité politique.

## **Le retour des militaires ?**

La question du retour des militaires se révèle particulièrement saillante dans les démocraties latino-américaines contemporaines. D'une part, les droites radicales et autoritaires ont eu recours de manière croissante aux forces armées pour réguler la société. D'autre part, elles ont progressivement accordé aux militaires une place de plus en plus importante dans les sphères politiques et au sein des administrations gouvernementales.

Le Brésil a récemment constitué un cas emblématique de ce phénomène sous la présidence de Jair Bolsonaro. Le retour des militaires sur le devant de la scène, ainsi que leur présence accrue dans l'entourage présidentiel, ont représenté un vecteur majeur de fragilisation de la démocratie brésilienne. Comme le soulignent les chercheurs Wendy Hunter et Diego Vega, « les officiers, à la retraite ou en service actif, ont occupé davantage de postes à responsabilité dans le gouvernement populiste de Jair Bolsonaro qu'ils ne l'ont jamais fait sous le régime militaire (1964-1985), et même plus que leurs homologues vénézuéliens sous le régime autoritaire de Nicolás Maduro »<sup>1</sup>. En 2013, sous Dilma Rousseff, environ 15 membres actifs de l'armée avaient été nommés à des postes gouvernementaux, contre 53 sous Jair Bolsonaro en 2020. Ce phénomène s'est accompagné d'une minimisation systématique du passé dictatorial brésilien, notamment par la commémoration officielle du 31 mars – date du coup d'État de 1964 – ou par des modifications

---

1. Wendy Hunter et Diego Vega, « Populism and the military: symbiosis and tension in Bolsonaro's Brazil », *Democratization* 29, n° 2 (2021) : 337-59.

des manuels scolaires. Jair Bolsonaro et son vice-président, Hamilton Mourão, ancien général de l'armée, n'ont jamais dissimulé leur nostalgie pour la dictature militaire, promouvant parallèlement un discours de « remise en ordre » du pays.

En Bolivie, les militaires ont également renforcé leur présence dans la sphère politique au fil des années, dans un contexte d'instabilité croissante. La démission du président Evo Morales en 2019 a été largement encouragée par les forces armées. Leur chef à l'époque, Williams Kaliman, publia un communiqué en novembre 2019 suggérant à Morales de renoncer à la présidence, conformément à l'article 20b de la loi des Forces armées, mais précipitant en réalité une série d'événements qui conduisirent à sa démission formelle et à l'entrée en fonction de la présidente par intérim non élue, Jeannine Áñez. Durant cette période intérimaire, l'influence des militaires dans la sphère politique s'est encore accentuée. Plus récemment, le 26 juin 2024, un groupe de militaires dirigé par le commandant général de l'armée, Juan José Zúñiga, a tenté de prendre d'assaut la place Murillo, face au palais présidentiel à La Paz, afin de renverser le président Luis Arce. La tentative de coup d'État a échoué et Zúñiga a été arrêté. Ce dernier a défendu ses actions en affirmant qu'il s'agissait en réalité d'une manœuvre orchestrée par le président Arce lui-même pour renforcer sa légitimité face à une impopularité élevée. Ces événements illustrent clairement l'instrumentalisation des forces armées dans la politique bolivienne.

Dans d'autres pays, la prédominance des militaires et de la force armée se manifeste dans le cadre du renforcement des réponses sécuritaires face à la violence. C'est particulièrement le cas au Salvador, où le président Nayib Bukele, pour faire face à la criminalité endémique des gangs, a eu recours à des interventions massives sur l'ensemble du territoire dans le cadre du « Plan de contrôle territorial ». Ce modèle, fondé sur un usage intensif des forces armées, commence à inspirer d'autres pays du continent. Le Honduras et l'Équateur reproduisent désormais ses principales caractéristiques : multiplication des états d'urgence, militarisation accrue de la sécurité publique et violations systématiques des droits humains (arrestations arbitraires et non-respect des libertés fonamen-

tales). L'Argentine, sous la présidence de Javier Milei et sous l'impulsion de sa ministre de la Sécurité Patricia Bullrich, semble également tentée par cette approche autoritaire.

## Le tournant manqué de l'inclusion

On complétera enfin ce tableau en examinant une dernière question : les sociétés latino-américaines sont-elles devenues plus justes et inclusives ? Deux décennies de politiques progressistes et de rhétorique distributive n'ont pas suffi à résoudre les problèmes sociaux profonds qui minent la région. Comme l'a souligné en 2024 Marta Lagos, spécialiste des enquêtes d'opinion et fondatrice du baromètre Latino-barómetro, « l'Amérique latine a un problème endémique avec l'inclusion. Les sociétés sont ségréguées par le niveau socioéconomique »<sup>1</sup>. La région reste en effet profondément marquée par les inégalités et, depuis 2020, cette situation ne s'est pas améliorée, pour des raisons à la fois politiques, économiques et sociales, notamment liées à la crise sanitaire de Covid-19.

On constate qu'en 2023, si le taux de pauvreté n'a que peu évolué par rapport à 2014, celui de l'extrême pauvreté a, lui, augmenté, traduisant une aggravation des formes les plus radicales d'exclusion. Selon les données de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepalco), on constate que le nombre de personnes vivant en situation de pauvreté est passé de 161 millions en 2014 à 172 millions en 2023, soit une hausse cumulée de 6,8 %. Parallèlement, le taux de pauvreté extrême a connu une évolution bien plus inquiétante. En 2023, 66 millions de personnes vivaient en situation d'extrême pauvreté, contre 45 millions en 2014, soit une hausse de 47 %.

Bien que le taux de pauvreté globale reste stable, l'explosion de l'extrême pauvreté (+46,7%) témoigne de l'incapacité des gouvernements progressistes à consolider une classe moyenne solide par la redistribution des richesses. Si les taux de pauvreté atteints en 2014 représentaient un succès par rapport aux niveaux des années

---

1. José Urrejola, « ¿Qué tan inclusiva es Latinoamérica? », DW, 12 juillet 2024.

1990, la durée et l'intensité limitées des programmes progressistes n'ont pas permis de sortir du « middle-income trap » (piège des revenus moyens). Les populations bénéficiaires de ces redistributions sont ainsi restées vulnérables et dépendantes des programmes<sup>1</sup>. Les alternances politiques ont rapidement interrompu de nombreux dispositifs de redistribution, bloquant les ascenseurs sociaux, et les effets de rétrogradation sociale se sont accentués avec la crise sanitaire.

Si les écarts en matière de pauvreté entre les sexes se sont progressivement comblés – les femmes ne sont plus toujours les plus touchées –, d'autres demeurent en matière d'inclusion, notamment sur le plan politique (participation ; engagement). Malgré des présidences emblématiques, comme celles de Claudia Sheinbaum au Mexique ou de Xiomara Castro au Honduras, on observe qu'en 2023, seulement 27,2 % des postes électifs au niveau local sont occupés par des femmes<sup>2</sup>, contre 35,5 % en moyenne dans le monde. Certains pays connaissent toutefois des progrès : au Paraguay, la représentation des femmes à l'Assemblée est passée de 15 % à 23,5 % (20 % à 24,4 % au Sénat) et, en Équateur, de 38 % à 43,1 % à l'Assemblée. Malgré ces exceptions, l'Amérique latine reste largement en retard sur le terrain de l'inclusion, alors même que cette question constituait un axe central des discours et programmes politiques du cycle progressiste ainsi que des mobilisations populaires de 2019-2020. À ce constat s'ajoutent les attaques contre les droits des femmes, notamment sur la question de l'avortement, menées par les forces conservatrices, comme en Argentine sous Javier Milei ou au Salvador sous Nayib Bukele.

Comme le souligne le politiste Kenneth Roberts, « la nouvelle inclusion a élargi la reconnaissance, l'accès et les ressources aux secteurs sociaux laissés pour compte ou exclus du processus historique d'intégration professionnelle, mais elle a été davantage remarquée pour son

---

1. Voir Kevin Parthenay, « Chapitre 6 : Le mirage du développement », dans *Crises en Amérique latine*, *op. cit.*

2. Gender Equality Observatory of Latin America and the Caribbean des Nations unies (2023), *oig.cepal.org* (page consultée le 11 novembre 2025).

ampleur que pour sa profondeur»<sup>1</sup>. Le cycle progressiste a incontestablement donné une voix aux « oubliés » de la néolibéralisation des sociétés latino-américaines et a parfois accru les droits et permis à des millions de personnes de sortir de la pauvreté. Cependant, il n'a pas produit le double bouleversement espéré en matière d'inclusion : au niveau social, par une consolidation durable de la sortie de la pauvreté, et au niveau politique, par une participation et un engagement renforcés des citoyens (voir *supra*).

## LA COMPLEXE ÉQUATION DÉMOCRATIQUE DE L'AMÉRIQUE LATINE

L'évaluation et la qualification des démocraties latino-américaines contemporaines restent une tâche ardue. Les réalités du continent peuvent s'observer à travers les concepts de démocratie illibérale, d'autoritarisme compétitif<sup>2</sup> ou électoral<sup>3</sup>. L'idée d'un « âge d'or » de la démocratie semble toutefois révolue. Le panorama présenté dans cette contribution montre que beaucoup d'eau a coulé depuis l'époque où l'Amérique latine apparaissait comme le parangon de la démocratie participative ou directe, essentiellement au début des années 2000. La question se pose alors : comment qualifier cette tendance au recul ou à la fragilisation démocratique observée dans différents États de la région ? S'agit-il d'une régression démocratique, d'un recul, d'un effondrement, d'une dé-démocratisation ou d'une déconsolidation démocratique ? Chacun de ces concepts décrit en réalité une facette des particularités de la démocratie latino-américaine, dont les dynamiques deviennent de plus en plus complexes.

---

1. Kenneth M. Roberts, « The Inclusionary Turn and Its Political Limitations », dans Diana Kapiszewski, Steven Levitsky et Deborah J. Yashar (dir.), *The Inclusionary Turn in Latin American Democracies* (Cambridge : Cambridge University Press, 2021) : 518-38.

2. Steven Levitsky et Lucan A. Way, « Elections Without Democracy: The Rise of Competitive Authoritarianism », *Journal of Democracy* 13, n° 2 (2002) : 51-65.

3. Andreas Schedler (dir.), *Electoral Authoritarianism. The Dynamics of Unfree Competition* (Boulder : Lynne Rienner Publishers, 2006).

## Tableau n° 1 : Évolution des régimes démocratiques

<p><b>Régression démocratique</b> (Diamond, 2020<sup>1</sup>)</p>	<p>« L'étranglement progressif de la démocratie par des dirigeants élus (généralement populistes) qui sapent peu à peu les contrôles institutionnels, l'opposition politique, les médias indépendants et les autres forces de surveillance et de résistance au sein de la société civile »</p>
<p><b>Recul démocratique</b> (Waldner et Lust, 2018<sup>2</sup>)</p>	<p>« Un processus de changement de régime vers l'autocratie qui rend l'exercice du pouvoir politique plus arbitraire et répressif et qui restreint l'espace de contestation publique et de participation politique dans le processus de sélection du gouvernement »</p>
<p><b>Effondrement démocratique</b> (Schedler, 1998<sup>3</sup>)</p>	<p>« Rapide, soudain et visible »</p>
<p><b>Dé-démocratisation</b> (Jezierska, 2023<sup>4</sup>)</p>	<p>« Les gouvernements démantèlent progressivement les institutions et les normes démocratiques dans leur pays [...], ce qui soulève la question de savoir dans quelle mesure l'ordre sociopolitique est considéré comme acquis – sa doxa »</p>
<p><b>Déconsolidation démocratique</b> (Foa et Mounk, 2017<sup>5</sup>)</p>	<p>« Baisse du soutien populaire à la démocratie en tant que système de gouvernement ; renforcement des partis et mouvements antisystèmes ; et degré de contestation des règles démocratiques »</p>

Source : compilation de l'auteur.

1. Larry Diamond, « Democratic Regression in Comparative Perspective: Scope, Methods, and Causes », dans Aurel Croissant et Jeffrey Haynes (dir.), *Democratic Regressions in Asia* (Londres : Routledge, 2022) : 22-42.

2. David Waldner et Ellen Lust, « Unwelcome Change: Coming to Terms with Democratic Backsliding », *Annual Review of Political Science* 21 (2018) : 93-113.

3. Andreas Schedler, « What is Democratic Consolidation? », *Journal of Democracy* 9, n° 2 (1998) : 91-107.

4. Katarzyna Jezierska, « Coming out of the liberal closet. Think tanks and de-democratization in Poland », *Democratization* 30, n° 2 (2023) : 259-77.

5. Roberto S. Foa et Yascha Mounk, « The Signs of Deconsolidation », *Journal of Democracy* 28, n° 1 (2017) : 5-15.

Le concept de « déconsolidation démocratique » nous paraît le plus pertinent pour évaluer la situation latino-américaine et procéder à des comparaisons. En effet, de nombreux États de la région connaissent aujourd'hui un recul du soutien indéfectible de la population à la démocratie – qu'il s'agisse de croyance, de confiance ou de légitimité –, des systèmes partisans fragiles et instables (coalitions éphémères) et une montée des partis antisystèmes. Les règles démocratiques sont de plus en plus contestées ou contournées.

La tendance actuelle ne se limite pas à une recrudescence de la répression, de l'oppression ou du contrôle (recul démocratique), ni à une déconstruction institutionnelle (dé-démocratisation). Elle ne résulte pas seulement d'initiatives descendantes impulsées par les dirigeants (régression), ni de perturbations radicales soudaines (effondrement). Elle est aussi le produit de fragilités institutionnelles persistantes et de la perte de confiance des citoyens dans la démocratie.

D'autres signes de cette déconsolidation se manifestent à l'échelle internationale. La réduction du dialogue entre les nations et leurs dirigeants en constitue l'un des principaux symptômes. La fin de « l'ère des sommets » illustre non seulement l'incapacité à résoudre collectivement les problèmes du sous-continent, mais aussi la difficulté à dépasser les intérêts individuels des États. La crise de la coopération régionale découle en grande partie de la crise démocratique qui traverse la région.

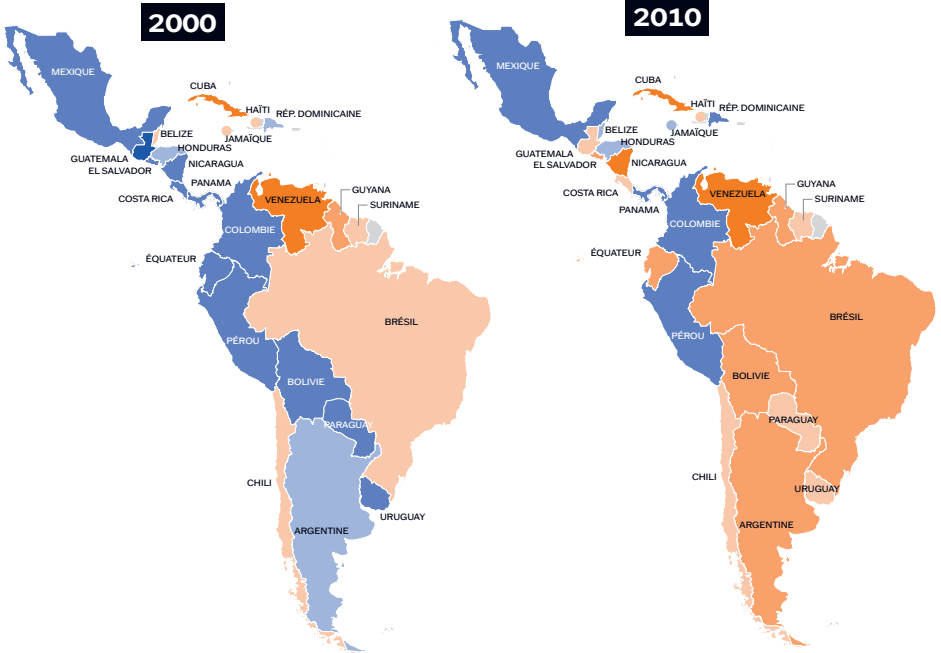
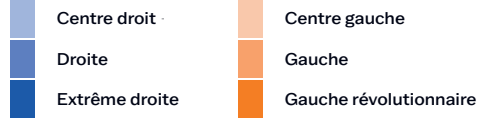
Cette dernière s'inscrit également dans un mouvement mondial de remise en cause de la démocratie. La montée des populismes et des régimes autoritaires dans de nombreuses parties du monde, la marginalisation des formats multilatéraux de coopération et de dialogue, ainsi que la contestation croissante des normes libérales nourrissent davantage les perspectives non démocratiques que prodémocratiques. Dans les prochaines décennies, les États latino-américains devront composer avec les enjeux complexes de cette équation, à la fois intérieure et internationale.

## Évolution des alternances politiques en Amérique latine (2000-2026)

### Orientation politique du pouvoir exécutif

Président(e) ou Premier(e) ministre en poste au 1<sup>er</sup> janvier de l'année indiquée.

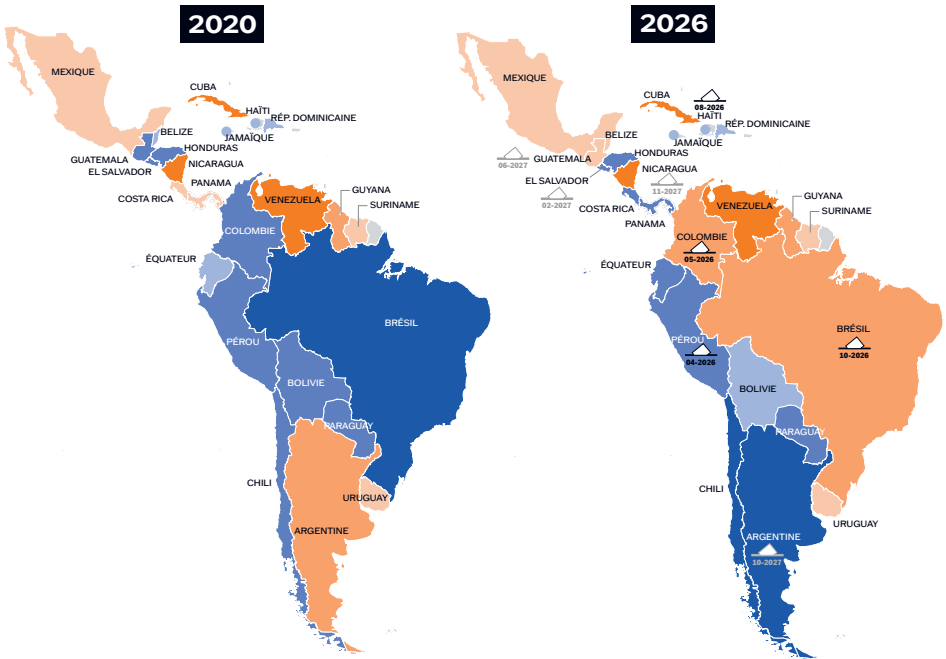
Pour 2026, Président(e) ou Premier(e) ministre en poste ou élu(e) au 11 février.



**Prochaines échéances électorales**

▲ En 2026

▲ En 2027



# APRÈS LA VICTOIRE DE JAVIER MILEI, L'ARGENTINE AU RISQUE DE L'INCERTITUDE

Avril 2024

**Christophe Ventura**

Javier Milei a remporté, le 19 novembre 2023, l'élection présidentielle argentine avec plus de 55 % des suffrages exprimés. Cette victoire de celui qui se définit comme « libertarien » – prônant un libéralisme radical, notamment en matière économique – et « anarcho-capitaliste » – militant pour la disparition tendancielle de l'État – constitue un moment de rupture dans la trajectoire politique nationale. Publiée quelques mois après sa prise de fonction (10 décembre 2023), cette note expose les ressorts économiques, sociaux et politiques sous-jacents de cette victoire et ses prolongements en matière de recomposition du champ politique et de repositionnement international de l'Argentine. À mi-mandat, le pouvoir politique de J. Milei s'est renforcé et l'orientation « occidentaliste » du pays décrite ici s'est confirmée.

Élu le 19 novembre 2023 au second tour de l'élection présidentielle argentine avec 55,65 % des voix (14,5 millions d'électeurs) à la tête de sa formation La Libertad Avanza (« La liberté avance »)<sup>1</sup>, Javier Milei est devenu, depuis le 10 décembre 2023, et pour un mandat de quatre ans, le douzième président de l'Argentine (le huitième élu) depuis la restauration de la démocratie dans le pays en 1983.

Face à lui, représentant le camp péroniste sortant du gouvernement Alberto Fernández/Cristina Kirchner (centre gauche), l'ancien ministre de l'Économie Sergio Massa (Unión por la Patria, « Union pour la patrie ») a obtenu 44,35 % des voix (environ 11,6 millions d'électeurs) dans le contexte d'une participation de plus de 76 %.

Tonitruant et exubérant, volontiers provocateur et transgressif – parfois même messianique –, impulsif et clivant, celui qui aime à se définir comme un « libertarien » (prônant un libéralisme radical, notamment en matière économique) et un « anarcho-capitaliste » (militant pour la disparition tendancielle de l'État<sup>2</sup>) mobilise autour de sa personnalité nombre d'analyses et d'observations médiatiques depuis l'entame de sa marche vers le pouvoir.

Mais désormais investi à la tête de l'État de la troisième puissance sud-américaine (membre fondatrice du G20), quel est le projet politique, économique et géopolitique porté par Javier Milei pour l'Argentine ? Quel modèle de pouvoir incarne celui qui, après l'élection de Donald Trump aux États-Unis en 2016, de Jair Bolsonaro au Brésil en 2018 ou de Nayib Bukele au Salvador en 2019 et 2024, confirme la percée mondiale de courants politiques « antipolitique »

---

1. Fondée en 2021 à Buenos Aires.

2. Pour Javier Milei, l'État est « une organisation criminelle », un « système de corruption » (discours du 1<sup>er</sup> mars 2024 devant le Congrès). Et de préciser sa pensée lors d'une interview accordée durant son voyage en Italie et au Vatican le 12 février 2024 : « De fait, l'État est une association criminelle dans laquelle un ensemble de politiciens se mettent d'accord et utilisent le monopole [du contrôle] de la richesse pour voler les ressources du secteur privé ». « Milei cerró su gira en la televisión italiana: "Creo que el Estado es una organización criminal" », *La Políticá*, 12 février 2024.

Quant à elle, l'idée de justice sociale serait « un concept aberrant ». « C'est voler quelqu'un pour donner à un autre ». Cecilia Camarano, « Javier Milei: "El concepto de Justicia Social es aberrante, es robarle a alguien para darle a otro" », *Ámbito*, 24 août 2023.

et « antisystème » (« anticaste » dans le cas argentin) fondés sur l'exploitation du ressentiment des populations (notamment parmi les classes populaires et moyennes) contre les personnels politiques, la démocratie représentative et l'État ? Des acteurs qui puisent généralement leurs cadres de références au sein des répertoires politiques, économiques, idéologiques et des valeurs des droites radicales – dans une perspective « libéral-autoritaire » dans le cas argentin – sur fond de détérioration socioéconomique généralisée.

Quelles peuvent être les conséquences de cette nouvelle expérience politique en Argentine pour l'ensemble de l'Amérique latine et sur la scène internationale ? Cette note s'intéressera à l'ensemble de ces questions. Dans une première partie, elle proposera un bilan de la situation politique post-électorale argentine et décrira les nouveaux équilibres existants (nouveau gouvernement, rapports de forces internes, etc.). Dans une deuxième, elle dressera, dans ce contexte, un état des lieux des premiers mois d'exercice du pouvoir de Javier Milei. Enfin, dans une troisième partie, elle s'intéressera à l'impact de l'élection du nouveau président au niveau régional et international. Dans ce cadre, elle analysera dans quelle mesure la nouvelle politique étrangère argentine annonce un réalignement du pays dans l'axe d'une diplomatie « occidentaliste ».

## LE NOUVEAU VISAGE POLITIQUE MORCELÉ DE L'ARGENTINE

La nette victoire électorale de Javier Milei au second tour de l'élection présidentielle du 19 novembre 2023 révèle un paysage politique national complexe et morcelé. Durant ce processus électoral, il s'agissait pour les Argentins de choisir leur président et leur vice-présidence, mais également de renouveler (lors du premier tour du 22 octobre 2023) 130 sièges (sur 257) de la Chambre des députés au niveau national et 24 du Sénat (sur 72) dans huit provinces. Il s'agissait également d'élire 43 députés au Parlement du Marché commun du Sud (Mercosur), ainsi que de nombreux maires, conseillers municipaux, gouverneurs, députés et sénateurs régionaux dans

plusieurs provinces (Catamarca, Chubut, Entre Ríos, Province de Buenos Aires<sup>1</sup>).

Le coup d'envoi de ce processus électoral a été donné le 13 août 2023 lors de l'organisation des « Primaires ouvertes, simultanées et obligatoires » – dites « Paso ». Dans le système politique argentin, ces dernières permettent aux citoyens de présélectionner dans un même vote les partis qui peuvent se présenter à l'élection générale et leurs candidats. C'est lors de ce scrutin que s'est imposé le phénomène « Milei ». Élu député en 2021 dans la province de Buenos Aires à la tête d'une nouvelle formation taillée sur mesure (La Libertad Avanza) – sans ancrage territorial national –, cet ancien économiste – essentiellement présent sur les plateaux médiatiques<sup>2</sup> et les réseaux sociaux – est arrivé en tête du scrutin (dans 16 des 24 provinces) avec plus de 30 % des voix, soit 7,1 millions de votes.

Pour sa part, la coalition de droite Juntos por el Cambio (« Ensemble pour le changement ») – associée à la figure de l'ancien président Mauricio Macri (2015-2019)<sup>3</sup> – s'est placée en deuxième position avec 28,27 % (6,6 millions de votes), mais divisée entre deux candidats : Horacio Rodríguez Larreta – centre droit, ancien maire de Buenos Aires jusqu'en 2023<sup>4</sup> (11,3 %) et Patricia Bullrich – droite, ancienne ministre de la Sécurité de Mauricio Macri (17 %<sup>5</sup>).

Enfin, le mouvement péroniste présentait deux candidats issus de la coalition Unión por la Patria (« Union pour la patrie ») : le *leader* social Juan Grabois – gauche du péronisme – et Sergio Massa – centriste.

---

1. L'Argentine est composée de 23 provinces et du District fédéral de la ville autonome de Buenos Aires (Province de Buenos Aires).

2. Notamment dans le programme « Animales sueltos » (« Animaux en liberté ») de la chaîne America TV.

3. Cette coalition regroupe notamment Proposition républicaine (PRO) – formation fondée par Mauricio Macri, droite traditionnelle –, l'Union civique radicale (UCR) – centre droit, qui gouverne dans cinq provinces du pays – et la Coalición Cívica – centre droit qui participe aux exécutifs de la ville de Buenos Aires et de trois provinces.

4. Le nouveau chef du gouvernement de la ville de Buenos Aires est Jorge Macri, cousin de Mauricio Macri et cofondateur du PRO.

5. Ancienne ministre du Travail de Fernando de la Rúa (2001), présidente du parti de Mauricio Macri entre 2020 et 2024 (PRO), actuelle ministre de la Sécurité du gouvernement de Javier Milei.

Ensemble, ils ont capitalisé 27,3 % des voix (6,4 millions de votes) dont 21 % orientées vers Sergio Massa (un peu plus de 5 millions).

Ce scrutin a fixé le rapport des forces initial et permis de jauger le potentiel électoral du nouvel « entrant » Javier Milei. Le premier tour de l'élection présidentielle (22 octobre 2023) a permis, quant à lui, d'affiner l'analyse du rapport des forces et de mieux appréhender la base électorale et l'espace politique réels occupés par Javier Milei au sein de la société argentine. Avec près de 30 % des voix obtenues, ce dernier a réédité sa performance des Paso, mais n'a pas significativement augmenté sa surface électorale (près de 7,9 millions de votes, soit 800 000 de plus).

Quant à elle, la droite traditionnelle emmenée par Patricia Bullrich a obtenu près de 24 % des voix (soit 6,2 millions de votes) pour se placer en troisième position de l'élection et a stabilisé son électorat, que Javier Milei n'a pas capté. Lors de ce premier tour, c'est en réalité le péronisme qui a remporté la victoire. En effet, Sergio Massa a mobilisé sur son nom plus de 9,6 millions d'électeurs (36,6 % du total), soit trois millions de plus que lors des Paso. Ce résultat, assimilé à une « remontada » péroniste, s'explique par deux raisons : l'efficacité relative d'une campagne axée sur la dénonciation de l'aventurisme politique que constituerait pour l'Argentine l'élection de Javier Milei et, surtout, une très forte mobilisation de l'électorat populaire péroniste de la province de Buenos Aires (bastion électoral historique du péronisme et de Cristina Kirchner où vit près du quart de la population nationale).

Ce premier tour du 22 octobre a donc indiqué l'existence d'une tripartition nouvelle de la vie politique argentine (péronisme, centre droit/droite traditionnelle, « mileisme »). Cette dernière révèle toute sa dimension à l'analyse de la répartition des forces au sein du pouvoir législatif (Congrès) et des provinces.

À la Chambre des députés, le péronisme (Unión por la Patria) constitue la première minorité avec 108 députés. Juntos por el Cambio occupe la deuxième position (93 députés) tandis que La Libertad

Avanza dispose de 37 sièges. Dix-neuf autres sièges sont occupés par des élus n'appartenant à aucun de ces blocs.

Au Sénat, la situation est identique. Le péronisme dispose de trente-quatre sièges, Juntos por el Cambio de vingt-quatre et La Libertad Avanza de huit. Six autres sénateurs n'appartiennent à aucun groupe.

Au sein des provinces, neuf – ainsi que la ville de Buenos Aires – sont désormais gouvernées par la coalition Juntos por el Cambio, neuf par le péronisme et cinq par des forces locales (dites « provincialistes ») dont les alliances varient selon les circonstances politiques. Aucune n'est dirigée par le mouvement du nouveau président.

Ce dernier a été élu au second tour le 19 novembre 2023, grâce à l'appui structuré de la droite argentine de l'ancien président Mauricio Macri et du « radicalisme » argentin (UCR, centre droit, opposition historique du péronisme) qui, ensemble, ont décidé d'allier leurs forces significatives pour empêcher toute conservation du pouvoir par les péronistes. « Tout sauf le péronisme » a en quelque sorte constitué le mot d'ordre de ce second tour.

Cette stratégie s'est montrée gagnante et le péronisme a, en premier lieu, perdu l'élection sur son terrain de prédilection historique : la question sociale et la prise en compte des intérêts des catégories populaires. En effet, à l'issue de son mandat, le gouvernement Fernández/Kirchner a cristallisé contre lui une forte impopularité liée à plusieurs causes dont il a été jugé responsable. Tout d'abord, l'approfondissement de la crise économique et sociale (plus de 40 % de pauvreté dans la population en 2023, creusement des inégalités sociales, insécurité alimentaire, etc.), ainsi que l'explosion de l'inflation (211 % fin 2023<sup>1</sup>). Ensuite, la récession économique (-1,9 % en 2023<sup>2</sup>, -2,8 % prévus en 2024 par le FMI) et l'augmentation du déficit budgétaire en contexte d'assèchement des réserves financières disponibles pour le remboursement de la dette du pays – notamment

---

1. Chiffres issus des données proposées par l'*Instituto Nacional de Estadística y Censos (INDEC)*.

2. *Ibid.*

des 44 milliards de dollars empruntés en 2018 par Mauricio Macri auprès du Fonds monétaire international (FMI)<sup>1</sup>.

Ainsi, Javier Milei doit en premier lieu sa victoire au rejet du péronisme dans une large partie de la population et au ralliement méthodique de la droite traditionnelle, ainsi que du « radicalisme » argentin, à sa candidature face à celle de Sergio Massa plus qu'à une adhésion majoritaire à son projet personnel. Dans ce contexte, le candidat libertarien a mobilisé, selon nombre d'enquêtes électorales, un vote majoritaire chez les moins de 35 ans (soit 40 % du corps électoral)<sup>2</sup> dans un pays où la participation électorale est autorisée à partir de 16 ans et où beaucoup de « jeunes » travaillent dans le secteur informel, l'autoentrepreneuriat et les plateformes numériques. Ces univers socioprofessionnels sont plus perméables au discours libéral, individualiste et antiétatique proposé par Javier Milei dans la mesure où cette population bénéficie peu, ou pas, de la protection sociale de l'État<sup>3</sup>. Ce vote de la jeunesse intervient de surcroît dans un pays où le « kirchnérisme » a gouverné seize des vingt dernières années (2003-2015 / 2019-2023), s'exposant à un phénomène d'usure du pouvoir supplémentaire auprès de cette population. Pour sa part, Patricia Bullrich a, *in fine*, assuré à Javier Milei un électorat majoritaire chez les plus de 60 ans.

Ainsi, la victoire électorale de Javier Milei ouvre une situation politique tout aussi inédite que paradoxale en Argentine. Si la victoire de l'économiste-président est nette, elle ne signifie pas que ce dernier soit majoritaire dans le pays et qu'il puisse s'appuyer sur une base sociale et politique assurée pour mener à bien son projet. Représentant un tiers de l'électorat argentin, Javier Milei doit sa victoire au soutien de la droite et du centre droit argentin, notamment in-

---

1. Ce prêt entre le FMI et l'Argentine prévoyait des financements possibles jusqu'à 57 milliards de dollars (44 milliards ont été décaissés à ce jour).

2. Federico González del Solar, « El voto de los jóvenes, una clave de las PASO que se proyecta sobre las elecciones presidenciales », *La Nación*, 21 octobre 2023.

3. Sur le clivage mobilisé durant la campagne – notamment après la pandémie de Covid-19 – par Javier Milei cherchant à opposer la population argentine supposément protégée par l'État – la « caste » (fonctionnaires, travailleurs du secteur public, etc.) – et celle issue du secteur privé (entreprises, monde informel, autoentrepreneuriat, etc.), lire Gabriel Vommaro, « La ultraderecha en Argentina: entre el oportunismo y la inovacion de Milei », Friedrich Ebert Stiftung (novembre 2023).

carnés par l'ancien président Mauricio Macri – désormais nouveau président du PRO – et Patricia Bullrich (désormais ministre de la Sécurité de Javier Milei et partisane d'une fusion du PRO et de La Libertad Avanza). Le nouveau président argentin ne bénéficie d'aucune majorité au Congrès – aucune majorité n'y existe – et son jeune mouvement ne dirige aucune province du pays, ces dernières, notamment de l'intérieur, ayant pourtant largement voté en sa faveur contre le péronisme.

## LE « MILEISME » À L'ÉPREUVE DU POUVOIR

Depuis son investiture le 10 décembre 2023, le nouveau président a formé son gouvernement et entrepris le lancement de plusieurs réformes structurelles économiques et sociales dont le parcours législatif a subi divers revers et abouti à leur suspension ou retrait.

### Un gouvernement resserré influencé par la droite traditionnelle

Javier Milei a désormais réduit le gouvernement argentin à huit ministères. Ce choix doit symboliser l'engagement du nouveau président en faveur d'un État minimal, concentré sur ses seules fonctions régaliennes. Le gouvernement de son prédécesseur, Alberto Fernández, en comptait dix-huit. Ces ministères sont ceux du Capital humain, de la Santé, de l'Économie, de la Justice, de la Sécurité, de la Défense, des Affaires étrangères et de l'Intérieur.

Dans ce nouveau gouvernement, le poids du « macrisme » est centralement assuré. Le nouveau ministre de l'Économie, Luis Caputo, fut l'ancien secrétaire d'État, puis ministre des Finances du gouvernement de Mauricio Macri (2015-2019). Il fut également le président de la Banque centrale en 2018 et a joué un rôle clé et d'impulsion dans la négociation du prêt colossal

sollicité par Mauricio Macri auprès du FMI<sup>1</sup>. Un de ses proches, Santiago Bausili, a été nommé nouveau président de la Banque centrale – dont Javier Milei a cessé de promettre la disparition. Ce dernier fut sous-secrétaire, puis secrétaire des Finances de Mauricio Macri entre 2016 et 2019. Les deux hommes ont partagé une longue expérience commune dans le secteur de la finance internationale et de la restructuration des dettes souveraines pour la zone Amérique du Sud – notamment au sein des banques Deutsche Bank et J.P. Morgan – et étaient associés au sein du cabinet de conseil financier Anker Latinoamerica.

Quant à Patricia Bullrich, elle retrouve le poste de ministre de la Sécurité (équivalent du ministère de l'Intérieur en France) qu'elle occupait dans le gouvernement de Mauricio Macri. Son colistier durant la campagne électorale (candidat pour la vice-présidence), Luis Petri, est nommé lui au ministère de la Défense. Enfin, Mario Russo, ancien fonctionnaire de la province de Buenos Aires (en charge de la coordination des politiques de santé durant le mandat de la « macriste » María Eugenia Vidal entre 2015 et 2019), ancien directeur des relations avec le gouvernement au sein de la compagnie nationale des eaux AySA entre 2020 et 2022 durant le mandat d'Alberto Fernández, est nommé au ministère de la Santé.

La plupart des autres ministères sont attribués à des proches de Javier Milei. Leurs titulaires proviennent pour l'essentiel du secteur privé et n'avaient, avant leur nomination, aucune expérience politique. C'est le cas de l'ingénieur Nicolás Posse (chef de cabinet de la présidence, en charge de la coordination des cabinets ministériels, du lien entre le pouvoir exécutif et législatif, en charge du suivi des entreprises publiques), de l'économiste Diana Mondino (ministre des Relations extérieures), de l'avocat et universitaire Mariano Cúneo

---

1. Le poids du service de la dette produit un mécanisme négatif pour la société argentine, car il siphonne les faibles réserves en dollars dont dispose le pays, l'obligeant à miser sur la compétitivité de ses exportations pour s'en procurer, ce qui incite à la dévaluation du peso qui, à son tour, alimente l'inflation et aggrave l'appauvrissement de la population.

Libarona (ministre de la Justice), de Sandra Pettovello, journaliste et productrice de télévision, en charge du ministère du Capital humain (auquel sont rattachés les domaines de l'éducation, du travail et du développement social).

Dans son dispositif, le nouveau président s'appuie tout particulièrement sur son ministre de l'Intérieur (en charge des relations avec les pouvoirs régionaux et locaux, ainsi qu'avec le Congrès), l'influent et expérimenté Guillermo Francos. Cet avocat de 73 ans navigue depuis les années 1970 dans la vie politique argentine (au sein du péronisme) et le monde des affaires<sup>1</sup>. Il était le représentant de l'Argentine, nommé par Alberto Fernández (péroniste), auprès de la Banque interaméricaine de développement (BID) entre 2019 et 2023. Démissionnaire de son poste pour rejoindre la campagne de Javier Milei, il est pour ce dernier l'homme des négociations entre le pouvoir exécutif, le Congrès et les gouverneurs des provinces.

Ainsi, la composition du gouvernement « libertarien » de Javier Milei s'articule en réalité essentiellement autour de figures de la droite traditionnelle « macriste », de personnalités issues du monde de la finance et du secteur privé et d'autres disposant de liens avec les secteurs péronistes. Deux autres personnalités clés complètent ce dispositif.

Victoria Villarruel est devenue vice-présidente de l'Argentine et représente l'aile d'extrême droite du « mileisme ». Issue d'une famille de militaires liés à la période de la dictature (1976-1983), la fondatrice du CELTYV, le Centre d'études légales sur le terrorisme et ses victimes, s'engage en faveur de la réhabilitation du rôle des militaires durant la junte, relativise les crimes contre l'humanité et conteste les chiffres de la répression commis durant cette période. Le 24 mars 2024 (date anniversaire du coup d'État de 1976), elle a lancé dans cette perspective #nofueron30000 (« Ils n'ont pas été 30 000 »), un *hashtag* sur X contestant le nombre de disparus communément

---

1. Plusieurs ministres de Javier Milei ont travaillé pour Corporación América, un conglomérat financier et médiatique détenu par Eduardo Eurnekian, homme d'affaires auprès de qui le nouveau président a délivré ses conseils économiques. La chaîne America TV sur laquelle la carrière de Javier Milei a été lancée est propriété du groupe. Parmi ces ministres, on trouve notamment Nicolas Posse, Mariano Cúneo Libarona ou Guillermo Francos.

revendiqué par les organismes de défense des droits humains à l'évocation de la dictature.

Quant à Karina Milei, elle est devenue secrétaire générale de la présidence. La sœur de Javier Milei, après avoir joué un rôle central – notamment en matière de stratégie et de communication – durant la campagne de ce dernier, poursuit ce rôle à un poste dont les attributions sont multiples : accompagnement du président dans la définition des politiques publiques, l'élaboration de ses discours et messages à la nation, lien avec la société civile, etc.

### **De l'État social à l'État minimal : paralysie législative et contestations**

Trois initiatives majeures indiquent la direction choisie par Javier Milei en matière de réformes structurelles économiques et sociales. Toutes poursuivent le même objectif pour tenter de rétablir une situation économique insoutenable pour le pays : lui imposer un choc libéral d'ampleur censé le remettre sur les rails de la prospérité et attirer de nouveau l'intérêt des investisseurs internationaux. Dans cette perspective, le nouveau président argentin a évalué entre « douze et vingt-quatre mois » la durée de l'austérité et de l'inflation liée à ses politiques à venir. Il s'agit fondamentalement de réduire au maximum le rôle de l'État<sup>1</sup> dans l'économie et la société et de déréguler concomitamment l'ensemble des activités de la vie économique au prix d'une lourde période d'austérité sociale pour la population.

Annonçant dès le 12 décembre 2023 une dévaluation de plus de 50 % du peso<sup>2</sup>, des coupes budgétaires massives dans les dépenses publiques et les retraites équivalentes à quelque 20 milliards de dollars

---

1. Après avoir déjà réduit le nombre de ministères, annoncé la suppression de 50 000 emplois publics, la suspension ou la fermeture d'institutions et d'agences publiques, de médias nationaux comme l'agence de presse Telam, etc.

2. Cette décision a déjà abouti, conjuguée aux effets de l'inflation qu'elle alimente (288 % sur un an, son niveau le plus haut depuis vingt ans), à une chute moyenne de plus de 20 % du pouvoir d'achat des Argentins en 2024 : INDEC, *Informes técnicos*. Vol. 8, n° 82, *Índices de precios*. Vol. 8, n° 11 *Índice de precios al consumidor*. Cobertura nacional (mars 2024). Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'inflation pourrait se stabiliser à 250 % cette année : « Inflation en Argentine : l'OCDE remonte sa prévision à... 250 % en 2024 », *La Tribune*, 5 février 2024.

– 5 % du PIB « en seulement un mois »<sup>1</sup> –, notamment à travers la réduction des subventions aux transports publics, à l'électricité, au gaz – augmentation prévue de 300 % étalée sur l'année 2024 – et à l'eau, le gouvernement a choisi d'avancer à marche forcée.

Le 20 décembre 2023, il annonçait la signature d'un vaste « décret de nécessité et d'urgence » (DNU 70/23). Ce texte doit organiser une vaste dérégulation de l'économie argentine en abrogeant plus de 350 articles de lois du pays. Sur le plan législatif, il peut être rejeté si les deux chambres du Congrès (Chambre des députés et Sénat) votent conjointement contre dans un débat postérieur à sa signature présidentielle. Si dans cette séquence parlementaire, une des deux chambres vote en revanche en sa faveur, le décret est alors réputé définitivement adopté. Le Congrès vote donc sur un texte sur lequel il n'a pas travaillé directement en amont. C'est dans ce contexte que ce « méga-décret » a commencé à entrer partiellement en vigueur le 29 décembre 2023, en attendant son approbation, ou son rejet final ultérieur, par le Congrès.

Sur le fond, ce projet met fin, pêle-mêle, à l'encadrement des loyers (désormais payables en dollars, sans limites d'augmentation des prix), des mutuelles (dont les tarifs mensuels ont augmenté de 40 % dès janvier 2024), des prix des produits de première nécessité, des services Internet. Il facilite les privatisations, flexibilise le droit du travail (la période d'essai pour tout nouvel emploi passe de trois à huit mois et les indemnités de licenciement sont réduites), restreint le droit de grève, renforce les possibilités d'acquisition de propriétés foncières pour les investisseurs étrangers (lithium).

Le 14 mars 2024, il a été nettement rejeté par le Sénat (42 votes contre, 25 pour, 4 abstentions) et devra être encore discuté par la Chambre. Ce revers législatif fait suite à celui déjà infligé, cette fois-ci par la Chambre des députés, le 6 février 2024, à la troisième initiative présidentielle prise, elle aussi, en décembre 2023. Une semaine

---

1. Selon les mots de Javier Milei utilisés lors de son discours du 1<sup>er</sup> mars 2024 devant le Congrès.

après avoir signé son « mégadécret » DNU, Javier Milei présentait en effet, le 27 décembre 2023, un nouveau projet de dérégulation : la « loi omnibus ». Celle-ci élargissait les perspectives du DNU, prévoyait la privatisation de 41 entreprises publiques, dont le géant pétrolier YPF et la compagnie aérienne Aerolíneas Argentinas. Ce projet (664 articles) concernait de multiples domaines de la vie des Argentins (fiscalité, retraites, éducation, culture, sécurité, divorce, énergie, répartition des ressources financières entre l'État et les provinces, etc.) et déclarait « l'état d'urgence en matière économique, financière, fiscale, administrative, de sécurité sociale, tarifaire, sanitaire et sociale jusqu'au 31 décembre 2025 ». Dans ce cadre, il prévoyait la possibilité pour le pouvoir exécutif de gouverner par décret jusqu'à fin 2025.

Le sort de cette « loi omnibus » a été jeté lors des débats de la Chambre des députés. Faute de majorité pour le soutenir, le président a décidé de retirer, le 6 février 2024, ce projet plutôt que d'essayer un nouvel affront parlementaire. Il est aujourd'hui renvoyé en discussion pour réécriture au niveau des commissions parlementaires.

Les premiers mois de pouvoir de Javier Milei ont donc confirmé, malgré une popularité stabilisée autour de 45-50 % de la population selon les enquêtes d'opinion, son incapacité à maîtriser les équilibres politiques fragmentés issus de son élection. Et à dépasser la situation de blocage du système argentin.

Dans ce contexte, une période de négociation incertaine est désormais engagée entre le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif et celui des gouverneurs des provinces. Et ce, sur fond de multiplication et de montée en puissance des mouvements de contestation sociale (syndicats, mouvements féministes et LGBT, mouvements sociaux, organisations des droits humains, etc.). Plusieurs journées de fortes mobilisations ont accompagné les premiers mois de pouvoir du nouveau gouvernement et confirment l'augmentation de la conflictualité sociale en Argentine.

Fort de ce qu'il assimile à de premiers succès macro-économiques (excédent budgétaire dégagé pour les deux premiers mois de l'année 2024 pour la première fois depuis douze ans, hausse des réserves en dollars détenues par la Banque centrale<sup>1</sup>), le président a annoncé, le 1<sup>er</sup> mars 2024 devant le Congrès, sa nouvelle stratégie pour contourner ses difficultés : ouvrir un cycle de dialogue et de négociation de trois mois avec les gouverneurs du pays – après les avoir menacés de remettre en cause leurs financements par l'État – en vue d'adopter en commun un « Pacte de mai ». Ce pacte de « refondation » de l'Argentine, un « nouveau contrat social », doit être signé le 25 mai 2024, jour de la fête nationale.

Ce pacte contient dix points non négociables<sup>2</sup> et une condition pour sa mise en œuvre : l'adoption de la loi « omnibus »... retirée de la Chambre des députés. Parmi ces points, qui reprennent en les radicalisant dans une perspective « rupturiste » les convictions ultralibérales du nouveau président, « l'inviolabilité de la propriété privée », « l'équilibre fiscal [déficit zéro] non négociable », « la réduction de la dépense publique à des niveaux historiques, autour de 25 % du PIB », une réforme du droit du travail, des retraites, du système fiscal, « l'ouverture au commerce international ». Ce texte ouvre deux terrains de négociation avec les gouverneurs (dont l'influence est déterminante sur les votes des députés de leurs provinces en prévision des futurs débats législatifs). Il évoque une discussion sur le système de « coparticipation fédérale » qui organise une partie du financement des provinces grâce à la redistribution des ressources fiscales centralisées par l'État et propose également que ces autorités régionales puissent accroître leurs possibilités d'exploitation des ressources naturelles nationales.

Dans son discours devant le Congrès, Javier Milei a évoqué d'autres sujets-clés : l'annonce de la fin du financement public des partis politiques et la limitation des mandats pour les autorités syndicales par exemple.

---

1. Toutefois, le faible niveau de ces réserves disponibles éloigne la perspective d'une dollarisation à court terme de l'économie argentine qui n'est plus affichée comme une priorité du gouvernement.

2. Lire l'intégralité du texte : « Pacto del 25 de Mayo », *casarosada.gob.ar*, 1<sup>er</sup> mars 2024.

L'issue de cette nouvelle séquence, tandis que le péronisme a amorcé sa réorganisation interne depuis la tenue de son Congrès national de refondation (22 mars 2024), indiquera dans quelle mesure le « mileisme » saura dépasser – ou pas – le blocage politique dans lequel son surgissement a plongé le pays en rompant le clivage politique antérieur « péronisme/centre droit-droite traditionnelle ». Elle indiquera, sur fond d'accroissement de la crise socioéconomique<sup>1</sup> et de la conflictualité sociale, dans quelle mesure l'Argentine restera gouvernable.

### **Le « mileisme », un « libéral-autoritarisme »**

Dénonciation de la « caste » politique parasitaire qui déroberait les « Argentins de biens » – assimilée dans le contexte national au « kirchnérisme » accusé d'être responsable de tous les maux du pays –, défense acharnée de la propriété et de l'initiative privées, du libéralisme économique intégral et sans entraves, du libre-échange – ce qui le différencie ici du « trumpisme » aux États-Unis – et de la réduction de l'État. Ces éléments constituent les ressorts fondamentaux du « mileisme » originel.

Ce dernier est un produit politique issu de la recomposition des droites argentines vers une dynamique de radicalisation, confrontées à l'approfondissement de la crise socioéconomique et politique non solutionnée que connaît le pays. Mais il est également favorisé par l'incapacité de cette droite traditionnelle à gouverner seule, faute d'adhésion populaire suffisante après des années d'alternance politique. Ces conditions ont ouvert un espace à la candidature d'extrême droite de Javier Milei.

Libertarien et ultralibéral sur le plan économique, le « mileisme » combine libéralisme et conservatisme sur le plan des valeurs et des questions culturelles et de société. Cette stratégie, fondée sur une alliance recherchée entre ses propres forces et celles conservatrices

---

1. Selon une étude de l'Université catholique argentine (UCA), le niveau de pauvreté a atteint 57,4 % de la population en février 2024 à la suite des mesures d'austérité prises par le gouvernement. Ce niveau est le plus élevé depuis vingt ans.

plus larges de la société, pose les bases de la conquête des classes populaires par le « mileisme ». Prolibéralisation du secteur des armes ou favorable à la vente d'organes (au nom de la liberté individuelle, de la défense des droits de la propriété et d'un discours sécuritaire central dans son projet), Javier Milei s'oppose au droit à l'avortement (au nom du droit à la vie), relègue les politiques de lutte contre les discriminations de genre et le racisme, soutient « la famille traditionnelle » à travers son alliance avec Victoria Villarruel (fervente catholique et militante « pro-vie », proche des milieux de l'extrême droite internationale) et vilipende d'une manière plus générale le « marxisme culturel » dans lequel il mêle questions de genre, droits des minorités sexuelles, mariage pour tous, etc. Et ce, malgré ses positions personnelles (célibataire, favorable au couple libre). Il s'engage enfin pleinement dans une stratégie de réduction des droits syndicaux et de répression de la contestation sociale en mobilisant un discours de confrontation assumé.

Sur le plan intérieur, le « mileisme » constitue ainsi une offre politique « libéral-autoritaire » qui correspond à une recomposition et une radicalisation des droites politiques et sociales. Remettant en cause l'existence même de l'État au profit d'une société idéale organisée autour du marché, du secteur et de l'initiative privés, il se positionne comme une expérience et un pouvoir « rupturistes » capable d'assumer une confrontation directe avec ses opposants à tous les niveaux de la société (État, partis politiques, corps intermédiaires, organisations sociales, mouvements populaires, acteurs organisés de la société civile, intellectuels critiques, etc.). De ce point de vue, ce « libéral-autoritarisme » constitue un projet de possible et progressive remise en cause de l'État de droit au nom de l'accomplissement de son dessein de transformation économique, sociale et politique et apparaît comme l'instrument d'un contrôle – le cas échéant répressif – du corps social en période de crise systémique aigüe de la société.

## UN RÉALIGNEMENT « OCCIDENTALISTE »

En matière de politique étrangère, le nouveau gouvernement argentin ouvre un nouveau chapitre national. S'il conserve, comme ses prédécesseurs<sup>1</sup>, la revendication de la souveraineté de l'Argentine sur les îles malouines (Falkland Islands en anglais), il engage un réalignement assumé du pays dans un axe atlantiste et « occidentaliste » (en défense des valeurs proclamées et des intérêts des puissances occidentales). Il s'agit ici de s'inscrire dans une diplomatie promouvant les valeurs et l'hégémonie traditionnelles des nations membres de la « famille » occidentale.

Favorable dans cette optique à une alliance privilégiée avec les États-Unis et Israël (premier pays visité officiellement par le nouveau président en février 2024 à qui il a apporté son plein soutien dans sa guerre contre le Hamas en Palestine et promis le transfert de l'ambassade argentine à Jérusalem), Javier Milei a, depuis sa campagne électorale, pris ses distances avec son voisin brésilien et la Chine, pourtant les deux premiers partenaires commerciaux de l'Argentine. Les deux pays sont qualifiés de « communistes » par le nouveau locataire de la Casa Rosada qui se définit, notamment en matière de relations internationales, comme « anticommuniste » militant. Ici, le « communisme » est associé à la gauche en général, au « marxisme culturel », également diffusé au sein des institutions internationales, aux États dirigés par des partis uniques ou forts – la Chine ou la Russie en premier lieu. Durant sa campagne, Javier Milei a plusieurs fois prévenu qu'il ne souhaitait pas négocier ou privilégier de relations avec la Chine.

Tardivement invité à l'investiture du 10 décembre 2023, et après l'ancien président Jair Bolsonaro, le président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva ne s'est pas rendu à Buenos Aires, contrairement à son ancien rival présent aux côtés (notamment) des présidents Luis Lacalle Pou (Uruguay, droite), Santiago Peña (Paraguay, droite), Daniel Noboa (Équateur, droite), Gabriel Boric (Chili, gauche), du

---

1. La Constitution argentine revendique la « légitime et imprescriptible souveraineté [de la nation] sur les îles Malouines, Géorgie du Sud et îles Sandwich du Sud et les espaces maritimes et insulaires correspondants, comme faisant partie intégrante du territoire national ».

vice-président du Honduras Renato Florentino Pineda (gauche), de Viktor Orbán (Hongrie), de Volodymyr Zelensky (Ukraine), de Santiago Abascal (Espagne, président du parti d'extrême droite Vox).

Pour l'Amérique du Sud, l'élection de Javier Milei constitue un frein aux tentatives de relance active de l'intégration régionale impulsées par le Brésil de Lula depuis sa réélection en 2023. L'« alliance stratégique » scellée par ce dernier dès janvier 2023 avec l'ancien gouvernement d'Alberto Fernández visait à reconstruire un axe argento-brésilien capable, après le mandat de Jair Bolsonaro au Brésil, de constituer le moteur d'une relance de dynamiques politiques, économiques et géopolitiques sud-américaines (infrastructures, intégration énergétique, Union des nations sud-américaines, etc.). Le refroidissement et la dégradation des relations entre les deux puissances sud-américaines – malgré le plein maintien de leurs relations commerciales – remettent en cause l'ensemble de ces perspectives et poussent le Brésil à mettre la priorité de sa politique étrangère sur l'espace international et multilatéral (BRICS, G20, relations bilatérales) plutôt que de s'investir outre mesure dans son espace régional direct dans un contexte où l'Argentine passe à droite, aux côtés de plusieurs autres pays.

Le nouveau gouvernement argentin multiplie également les prises de position hostiles contre ceux de gauche dans la région dans une dynamique de confrontation idéologique croissante en les attaquant sur leur système politique ou le parcours personnel de leurs dirigeants (Colombie, Cuba, Mexique, Venezuela).

Il a également confirmé son refus d'intégrer les BRICS+ – l'intégration du pays avait été négociée avec le gouvernement d'Alberto Fernández –, marquant une nouvelle fois sa prise de distance avec ses principaux partenaires économiques, commerciaux et financiers (Brésil et Chine). Mais aussi avec une stratégie de rapprochements Sud-Sud au profit de la relance de sa demande d'adhésion au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le club des pays riches, et de l'insertion de l'Argentine au sein du commerce international et d'un système d'alliances économiques privilégiées avec les États-Unis et les pays promouvant le libéralisme économique.

Sur les dossiers internationaux, outre sa position de soutien inconditionnel au gouvernement israélien de Benyamin Netanyahu – à l'inverse, une nouvelle fois, de son homologue brésilien –, Javier Milei s'engage en faveur de l'Ukraine contre la Russie et souhaite convertir l'Argentine en premier soutien latino-américain de Kyiv. Présent lors de l'investiture de Javier Milei, Volodymyr Zelensky a reçu du nouveau président argentin l'assurance de l'organisation en 2024, à Buenos Aires, d'une conférence internationale de solidarité avec l'Ukraine afin de renforcer sa promotion et ses intérêts en Amérique latine. Le nouveau président argentin a également confirmé son souhait de visiter le pays en juin 2024 dans le cadre d'un voyage international qui pourrait le mener en Allemagne, en Espagne et en France avant de rejoindre, en tant qu'invité pressenti, la réunion du G7 en Italie (13-15 juin 2024)<sup>1</sup>. Cette position nouvelle d'un pays sud-américain de poids, également membre dudit « Sud global », constitue un point d'appui et un motif de rapprochement politique et diplomatique avec les autorités de Buenos Aires pour de nombreux pays européens (dont notamment la France) et les États-Unis (au-delà des questions économiques : ressources naturelles, lithium, etc.). Et ce, dans une région où, jusqu'à présent, la grande majorité des pays a condamné l'agression russe de l'Ukraine, mais s'est majoritairement refusée d'appliquer ou de soutenir des sanctions contre Moscou. Ou à fournir des armes et des munitions à Kyiv malgré les demandes occidentales, au profit d'engagements favorables à une solution politique à la guerre et à des négociations entre Kyiv et Moscou dans cette perspective.

Rivalité systémique Chine/États-Unis, Ukraine, Proche-Orient, priorités multilatérales, attachement aux « valeurs occidentales ». La nouvelle diplomatie argentine, conduite par l'économiste libérale Diana Mondino (ancienne directrice Amérique latine de l'agence de notation états-unienne Standard & Poor's), a choisi un camp. Buenos Aires s'inscrit désormais dans celui de la « tradition occidentale » (Javier Milei).

---

1. Sur le sujet et les autres voyages envisagés par Javier Milei aux États-Unis et en Autriche, lire Cecilia Devanna, « De Estados Unidos a Ucrania, pasando por España, Francia y Alemania, y una posible invitación al G-7: la agenda internacional de Javier Milei », *La Nacion*, 5 mars 2024.

C'est dans cette perspective que le nouveau président argentin a dévoilé, le 5 avril 2024 dans la ville d'Ushuaïa (Terre de Feu), en présence de la générale Laura Richardson, commandant de l'US Southern Command (commandement sud de l'armée des États-Unis), les grandes lignes de la « nouvelle doctrine de politique extérieure » du pays. Annonçant le prochain lancement d'un projet de « base navale intégrée » conjointe entre Washington et Buenos Aires dans la Terre de Feu, Javier Milei a détaillé les contours de cette nouvelle doctrine. Il s'agit pour l'Argentine de « renforcer [...] l'alliance stratégique avec les États-Unis et tous les pays du monde qui défendent la cause de la liberté » de sorte qu'« aucun citoyen du monde ne soit plus jamais soumis à l'arbitraire des dictateurs, des autocraties, des fanatiques religieux ou du communisme ». Sans jamais la nommer, la Chine était visée<sup>1</sup> – et secondairement la Russie. Appelant de ses vœux le développement d'une « relation spéciale » entre l'Argentine et les États-Unis et définissant la « tradition occidentale » autour des valeurs de « liberté, de défense de la vie et de propriété privée », Javier Milei s'est inquiété que « l'Occident, tel que nous le connaissons, est en danger, en partie s'il tourne le dos à ces idées ». Pour lui, « les alliances [stratégiques] doivent être ancrées dans une vision commune du monde et ne doivent pas se soumettre à ceux qui attaquent les valeurs occidentales »<sup>2</sup>. Et d'ajouter que la nouvelle doctrine de politique extérieure de son pays « inaugure une nouvelle époque des relations de l'Argentine avec le monde ». « Notre alliance avec les États-Unis est une déclaration [...] pour le monde », a-t-il conclu<sup>3</sup>.

Dans la foulée de ce discours, le ministre de la Défense, Luis Petri, a officiellement remis (18 avril 2024) au secrétaire général délégué de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), Mircea Geoană, une

---

1. Pour Washington, qui s'inquiète de la présence croissante de la Chine dans l'Atlantique Sud et l'Antarctique (pêche illégale, bases scientifiques), son « rival systémique » cherche à utiliser sa présence civile dans la région (commerce, infrastructures, sciences et technologie) à des fins de captation des ressources, ainsi que sécuritaires et potentiellement militaires, constituant une menace pour la sécurité régionale.

2. Lire l'intégralité du discours présidentiel d'Ushuaïa : « Palabras del Presidente de la Nación, Javier Milei, junto a Laura Richardson en Ushuaïa », *casarosada.gob.ar*, 5 avril 2024.

3. Eduardo Menegazzi, « Javier Milei anunció ante la general Richardson una nueva doctrina de política exterior: "Nuestra alianza con los EEUU es una declaración de la Argentina para el mundo" », *Infobae*, 5 avril 2024.

lettre de candidature de l'Argentine pour rejoindre l'Alliance en tant que « partenaire global ». En Amérique latine, seule la Colombie dispose depuis 2017 de ce statut qui permet d'approfondir la coopération et les partenariats avec l'OTAN – formation, entraînement, collaborations sur des thèmes de sécurité transversaux (cyberdéfense, lutte contre le terrorisme, etc.), accès aux programmes d'armement, partage d'informations, etc.

La nette victoire électorale finale de Javier Milei lors de l'élection présidentielle argentine constitue une nouvelle étape de la vie politique du pays. Elle met fin au pouvoir péroniste et au clivage traditionnel opposant, depuis le début des années 2000, ce mouvement historique à la droite traditionnelle du pays incarnée par l'ancien président Mauricio Macri – et Patricia Bullrich, désormais membre du gouvernement de Javier Milei. Mais cette situation s'accompagne d'un paradoxe. Le nouveau pouvoir argentin ne dispose d'aucune majorité politique propre, ni d'une majorité sociale dans le pays pour mener à bien son projet radical et « rupturiste » « libéral-autoritaire ». Au contraire, le gouvernement fait face à une montée de la conflictualité sociale tandis qu'il a subi plusieurs revers politiques et législatifs depuis son entrée en fonction.

L'Argentine est entrée dans une période d'incertitude politique sur fond d'aggravation de sa crise socioéconomique et de plongeon du niveau de vie de sa population. Dans ces conditions, le « mileisme » saura-t-il trouver les points d'appuis nécessaires à sa stabilité au pouvoir dans les mois à venir, notamment auprès des puissants gouverneurs du pays et des milieux économiques et financiers ? Poursuivra-t-il sa marche « rupturiste » coûte que coûte – au prix de possibles affrontements avec ses adversaires politiques ou sociaux – ou modèrera-t-il son projet face à leur mobilisation ? Dans ce contexte, le mouvement péroniste s'engagera-t-il dans une opposition politique et sociale frontale contre le nouveau locataire de la Casa Rosada ? La droite traditionnelle, alliée déterminante du nouveau président, lui restera-t-elle entièrement fidèle ou se divisera-t-elle sur la stratégie à tenir vis-à-vis de lui et de ses actions en fonction de l'évolution de la situation générale ?

Une partie des questions posées au « mileisme » en matière de stabilité à court et moyen termes trouvera également sa réponse en dehors du pays, notamment aux États-Unis, au FMI et en Chine. En effet, le nouveau président argentin affirme le choix d'une alliance stratégique claire avec Washington. Il a exprimé son souhait d'une victoire de Donald Trump lors des prochaines élections du 4 novembre 2024, au grand dam de l'administration démocrate actuelle pourtant favorable à un rapprochement avec Buenos Aires. L'élection états-unienne aura un impact déterminant pour l'avenir de l'Argentine, notamment sur le plus délicat de ses dossiers : sa dette colossale contractée auprès du FMI. En cas de victoire de Joe Biden (averti des préférences de Javier Milei) ou de Donald Trump, quelle sera l'attitude de Washington avec l'allié argentin déclaré et volontaire (position critique de la Chine, pro-Ukraine, etc.) ? Dans l'immédiat, le FMI, où l'influence de Washington est déterminante, s'est déclaré plusieurs fois satisfait des réformes entreprises par le nouveau gouvernement argentin qu'il soutient. Il a consenti au versement de nouvelles tranches du prêt en l'échange des engagements de Buenos Aires en matière d'objectif d'excédent budgétaire et du maintien de son cap économique et social pour le pays.

Mais c'est de la Chine que pourraient également provenir de nouveaux nuages pour Javier Milei. Le nouveau positionnement de Buenos Aires a déjà porté Pékin à suspendre un apport de 6,5 milliards de dollars négocié entre les deux pays dans le cadre d'une extension d'un accord d'échange de devises yuan-peso (dit de « swap »), en partie destiné au remboursement du prêt du FMI. Cet accord avait été négocié par l'ancien candidat malheureux de l'élection argentine Sergio Massa, lorsque ce dernier était encore ministre de l'Économie du gouvernement d'Alberto Fernández.

Cette situation a poussé Javier Milei à écrire au président Xi Jinping dès le mois de décembre 2023 pour l'assurer de ses meilleures intentions et lui demander de maintenir ce dispositif nécessaire pour l'Argentine. Pékin n'est pourtant pas revenu sur sa décision et serait même en position d'exiger du gouvernement de Buenos Aires le remboursement de prêts antérieurs concédés au pays.



2.

**NOTRE MODÈLE  
DE DÉVELOPPEMENT ENTRE  
NOUVELLES DÉPENDANCES  
ET LIMITES DU CONSENSUS  
DE LA DÉCARBONATION**

**Maristella Svampa**

L'Amérique latine reste enfermée dans un modèle extractiviste renforcé depuis les années 2000, malgré l'ambition initiale d'un néo-développementisme plus autonome. La dépendance à la Chine, devenue partenaire économique majeur, consolide un échange inégal centré sur les matières premières. La transition énergétique impulsée par le Nord, fondée sur les minerais critiques, prolonge un « extractivisme vert » qui accroît les inégalités et crée de nouvelles zones de sacrifice. Face à cela, émergent des alternatives écosociales territorialisées prônant une transition juste.

Comment le développementisme, ce courant de pensée économique né en Amérique latine vers 1950, associant étroitement l'objectif d'industrialisation nationale et d'indépendance à l'implication d'un État planificateur, s'est-il transformé en vision soutenant la reprimarisation de l'économie régionale, aujourd'hui partagée autant par des gouvernements conservateurs, néolibéraux que progressistes ?

Notre réflexion traitera de plusieurs aspects du modèle de développement latino-américain, en mettant l'accent sur trois points. Le premier concerne le paradigme extractiviste qui, bien qu'il ne soit pas nouveau, puisque l'insertion historique de l'Amérique latine dans l'économie mondiale s'est réalisée à travers l'exportation de ses ressources naturelles, s'est toutefois nettement accentué au cours des vingt-cinq dernières années – posant de nouveaux problèmes. Le deuxième s'intéresse aux différentes dimensions du partenariat commercial, de plus en plus stratégique, entre la région et la Chine, ainsi que sur la manière dont il configure une nouvelle dépendance. Le troisième se penche sur la conception de la transition énergétique proposée par les pays du « centre global », c'est-à-dire les principales puissances de l'ordre international, qui implique des coûts très élevés pour la région latino-américaine, en matière d'aggravation des inégalités et de renforcement de l'extractivisme.

## **NÉO-DÉVELOPPEMENTISME ET CONSENSUS EXTRACTIVO-EXPORTATEUR**

Le débat sur le développement constitue l'un des grands sujets de la pensée critique latino-américaine. Il débute avec le structuralisme de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepal) et les théories de la dépendance, dans les années 1960, à l'époque des populismes nationalistes – Juan Perón (Argentine), Getúlio Vargas (Brésil), entre autres –, et accompagne la phase d'industrialisation par substitution des importations qui fut le moteur de la croissance des pays de la région à cette époque. Mais ce modèle à dominante nationale-étatique – le « développement vers l'intérieur » –

entre en crise dans ses différentes variantes entre 1960 et 1970, lorsque l'Amérique latine entame sa phase de capitalisme monopoliste d'État, c'est-à-dire le moment où les ressources de ce dernier doivent soutenir, au détriment des catégories populaires, des entreprises nationales devenues trop concentrées, pour limiter leur manque de rentabilité. Cette évolution met fin au pacte entre bourgeoisie nationale, État et secteurs de la classe ouvrière, provoquant un glissement rapide vers des régimes autoritaires et répressifs. Pour sortir de cette crise *via* le financement de l'économie, les États latino-américains font appel aux investisseurs étrangers. C'est ainsi que se met progressivement en place une « nouvelle dépendance », c'est-à-dire une subordination du capital national au capital étranger. Cette dynamique remet en cause la viabilité des projets nationaux dirigés par l'État en lien avec d'autres acteurs – comme la bourgeoisie nationale. Progressivement, il ne reste plus, en Amérique latine, qu'une « bourgeoisie locale », plus réduite et plus dépendante, quels que soient les contextes politiques, démocratiques ou autoritaires.

L'aspiration à un développement relativement autonome finit par se déliter vers 1980, dans un contexte marqué par des dictatures déjà vacillantes, des transitions démocratiques et des épisodes d'hyperinflation, ouvrant la voie au néolibéralisme dans la région comme « unique alternative ». Dans les années 1990, la mondialisation néolibérale exige des États qu'ils donnent de nouvelles garanties au capital transnational et qu'ils abdiquent face à la primauté du capital financier, accentuant leur désindustrialisation. Les débats sur le développement sont alors complètement abandonnés, au rythme du déclin des courants de pensée critique. C'est l'époque de la chute du mur de Berlin, de la désintégration de l'Union soviétique et de l'émergence du consensus de Washington, qui consacrera l'hégémonie des États-Unis sur le monde.

Vingt ans plus tard pourtant, au début du XXI<sup>e</sup> siècle, les débats sur le développement reviennent dans l'agenda public latino-américain, portés par la promesse d'une forme de « néo-développementisme ». Que s'est-il passé et que recouvre cette nouvelle notion ?

À partir de 2003, la région connaît un « boom » des matières premières, lié à la hausse des prix internationaux et à une demande mondiale tirée notamment par la Chine, puissance émergente qui cherche alors à dynamiser son marché intérieur tout en accélérant son processus d'industrialisation. Dans ce contexte, la conjoncture économique des pays latino-américains, conjuguant rentabilité exceptionnelle et avantages comparatifs, est extrêmement favorable. Tous – indépendamment de la couleur politique de leurs gouvernements – intensifient l'extraction et l'exportation de ressources naturelles : hydrocarbures, minerais ou produits agroindustriels – notamment le soja transgénique. Vers 2010, presque tous les gouvernements de la région lancent leurs grands « programmes nationaux de développement », fondés sur l'accélération de l'exportation d'une ou plusieurs matières premières.

Cela pose les bases du consensus des *commodities* [matières premières], ou consensus extractivo-exportateur (CEE), un modèle de développement lié au capitalisme néolibéral qui, d'un côté, génère un cycle de croissance économique – voire d'intégration *via* l'élargissement de la consommation et la réduction de la pauvreté – mais qui, de l'autre, perpétue une logique coloniale d'extraction massive de biens primaires à des fins d'exportation, avec pour effets une forte tendance à la reprimarisation de l'économie et un impact environnemental majeur<sup>1</sup>.

L'accélération de l'extractivisme accroît en effet fortement la pression sur les territoires et les ressources naturelles, notamment dans les zones protégées et celles habitées par des communautés autochtones, provoquant des conflits socio-environnementaux et la montée de mouvements sociaux. Ceux-ci s'accompagnent d'un nouveau langage écoterritorial où convergent écologie, défense du territoire et vision communautaire : c'est l'un des traits distinctifs de la période. La littérature critique régionale introduit alors une réflexion spécifiquement latino-américaine sur les conséquences du

---

1. Maristella Svampa, « "Consenso de los Commodities" y lenguajes de valoración », *Nueva Sociedad* 244 (mars-avril 2013) : 30-46.

« néo-extractivisme », le « tournant écoterritorial » et l'émergence de concepts tels que les biens communs, le *Buen Vivir* ou les droits de la nature, qui posent un cadre commun aux mouvements et organisations territoriales de la région<sup>1</sup>.

Des débats émergent alors, dès 2008, dans certains pays, notamment en Bolivie et en Équateur, où les gouvernements progressistes se sont engagés à instaurer d'autres modèles de développement fondés sur le *Buen Vivir* et le respect de la Terre-Mère. Mais rien de tout cela n'a été mis en place : on a plutôt assisté à une extension de l'extractivisme sous toutes ses formes, nécessaire, selon les gouvernements progressistes, pour financer les politiques sociales, au prix du maintien de la dépendance économique et de la dégradation écologique. Certains ont effectivement tenté de distinguer un extractivisme prédateur – néolibéral, transnational – et un extractivisme d'État à visée redistributive, comme celui qu'avaient promu les gouvernements du Mouvement vers le socialisme (MAS) en Bolivie, tandis que d'autres ont cherché à établir un lien entre opportunité économique capitaliste et nouveau modèle de développement « raisonnable ». Ainsi l'économiste brésilien Luiz Carlos Bresser-Pereira affirme-t-il qu'« à l'ère de la mondialisation, la croissance tirée par les exportations est la seule stratégie sensée pour les pays en développement »<sup>2</sup>. Enfin, d'autres prônent un « néo-structuralisme progressiste » mettant en avant les avantages comparatifs de l'Amérique latine dans la phase actuelle, en termes de « capital naturel » ou de ressources stratégiques demandées par le marché mondial, sans considération pour les conséquences environnementales et territoriales à grande échelle<sup>3</sup>. Le CEE met donc en lumière des connexions

1. Eduardo Gudynas, « Diez tesis urgentes sobre el nuevo extractivismo », dans Jürgen Schuldt, Alberto Acosta et Alberto Barandiarán (dir.), *Extractivismo, Política y Sociedad* (Quito : CAAP / CLAES, 2009) : 187-225 ; Alberto Acosta, « Extractivismo y neoextractivismo: dos caras de la misma maldición », *Ecoportal*, 25 juillet 2012 ; et Maristella Svampa, « Extractivismo neodesarrollista y giro ecoterritorial: ¿hacia la construcción de una alternativa? », dans Miriam Lang (dir.), *Más Allá del Desarrollo* (Quito : Ediciones Abya Yala / Fundación Rosa Luxemburg, 2011).

2. Luiz Carlos Bresser-Pereira, *Globalización y competencia. Apuntes para una macroeconomía estructuralista del desarrollo* (Buenos Aires : Siglo XXI, 2010).

3. Mariano Féliz et Eduardo López, *Proyecto neodesarrollista en la Argentina: ¿Modelo nacional-popular o nueva etapa en el desarrollo capitalista?* (Buenos Aires : El Colectivo, 2012).

évidentes et des cadres communs entre le néo-développementisme progressiste et la perspective néolibérale, bien que des divergences subsistent entre ces deux perspectives quant au rôle de l'État et aux espaces de débats démocratiques consentis.

À l'instar du consensus de Washington des années 1990, le CEE finit par imposer, vers 2010, l'idée que le tournant extractiviste est désormais inévitable. L'acceptation – tacite ou explicite – de ce « consensus » implique une certaine résignation, voire une soumission, qui renforce la supériorité supposée d'un capitalisme progressiste et impose l'idée selon laquelle il n'existerait pas d'alternative à l'extractivisme dominant. Dès lors, tout discours critique ou opposition radicale se trouve relégué du côté de l'« antimodernité », de la négation du progrès, de l'irrationalité ou du fondamentalisme écologiste, voire discrédité comme l'expression d'une pensée bourgeoise urbaine, sans racines rurales, ou véhiculée par des organisations non gouvernementales (ONG) environnementales d'origine étrangère.

Au-delà de ses variantes, le consensus des *commodities* a révélé l'incompatibilité entre l'élargissement, d'une part, de la frontière des droits – droits territoriaux, droits de la nature, droits des peuples autochtones –, proclamée dans les constitutions et par les mouvements sociaux de plusieurs pays progressistes, et, d'autre part, celle du périmètre d'utilisation de ces *commodities* – mégaprojets miniers, pétroliers, agroindustriels, mégabarrages, infrastructures liées aux activités extractives, voies navigables, etc.

Le développement intensif de l'extractivisme a entraîné une nouvelle phase de dépossession des territoires, avec des conséquences manifestes en matière de multiplication des monocultures agricoles, de déplacement de populations, de perte de biodiversité et de pollution. La relation entre extractivisme, accaparement des terres et inégalités atteint des niveaux extrêmes. À la fin du cycle progressiste et du « boom » des matières premières, l'Amérique latine demeure non seulement la région la plus inégale du monde en matière de répartition des revenus, mais aussi de répartition foncière : la surface cultivée s'est étendue, certes, mais au profit des grandes propriétés et des

cultures transgéniques<sup>1</sup>. Elle devient également la zone la plus dangereuse de la planète pour les défenseurs de l'environnement. Depuis que Global Witness a commencé à documenter cette situation en 2012, plus de 2 200 militants ont été assassinés dans le monde. En 2023, 196 activistes ont été tués à l'échelle mondiale, dont 166 – soit 85 % – en Amérique latine, principalement en Colombie, au Mexique et au Brésil : des crimes liés au refus de l'extension de l'agrobusiness, de l'exploitation minière à ciel ouvert et du recul de la frontière forestière<sup>2</sup>.

En somme, la vision néo-développementiste actuelle exprime la convergence d'un paradigme extractiviste, fondé sur la marchandisation de la nature et l'ignorance des limites planétaires ; d'une logique « eldoradiste » qui parie sur une sortie rapide du sous-développement par l'exploitation intensive des ressources naturelles, et d'une redéfinition opportuniste de certains concepts globaux : durabilité, responsabilité sociale des entreprises, gouvernance. L'extractivisme s'appuie également sur la promotion de « solutions » (voir *infra*) liées à la financiarisation de la nature et aux opportunités offertes par la prétendue transition énergétique promue depuis le « Nord global ».

## CHINE : LA GRANDE BIFURCATION

C'est dans le cadre du cycle politique progressiste (2000-2015) que beaucoup ont vu d'un bon œil l'émergence de la relation entre les pays latino-américains et la Chine, estimant qu'elle offrait à la région la possibilité d'élargir ses marges de manœuvre face à l'hégémonie états-unienne. Vers 2007, le président vénézuélien Hugo Chávez s'est fait le chef de file de ce positionnement, considérant Pékin comme un allié commercial et politique idéal pour prendre ses distances avec Washington et ses menaces constantes contre la révolution bolivarienne. Aussi, pour certains pays de la région, la relation avec la Chine a pris une dimension politico-stratégique, rele-

---

1. Oxfam, *Desterrados: Tierra, poder y desigualdad en América latina* (Oxford : Oxfam International, 2016).

2. Global Witness, « Voces silenciadas. La violencia contra las personas defensoras de la tierra y el medioambiente » (septembre 2024).

vant d'une coopération Sud-Sud dans un monde en transition rapide vers la multipolarité, où la Chine et la Russie commencent à peser de manière croissante sur les équilibres géopolitiques, notamment dans la région latino-américaine.

Par ailleurs, dès 2008, une vision chinoise de l'Amérique latine définie comme zone d'approvisionnement de produits primaires – et comme marché pour les produits manufacturés – est clairement formulée dans le *Livre blanc sur la politique de la Chine en Amérique latine et dans les Caraïbes*. Ce document met en évidence la fascination de la Chine pour les richesses naturelles du sous-continent<sup>1</sup>. L'intégration commerciale, fondée, selon Pékin, sur une approche classique des avantages comparatifs et de la complémentarité, renforce alors encore le rôle de l'Amérique latine comme fournisseur mondial de matières premières.

Si dans les années 2000 la Chine n'occupait pas une place privilégiée dans les échanges commerciaux avec l'Amérique latine, elle est devenue, en seulement vingt ans, le deuxième partenaire commercial du sous-continent, avec un record de 518 milliards de dollars de biens échangés en valeur<sup>2</sup>, derrière les États-Unis et devant l'Union européenne, et le premier pour l'Amérique du Sud. Les pays en tête de ces échanges sont le Brésil, le Chili, le Pérou, le Mexique et l'Équateur. Dans la plupart des cas, les exportations vers la Chine se concentrent sur quelques produits, presque exclusivement des matières premières ou des biens manufacturés dérivés de ressources naturelles. Ainsi, le Brésil exporte vers la Chine du soja, du minerai de fer, du pétrole et de la viande bovine ; le Pérou, du cuivre, du fer et des aliments pour animaux ; le Chili, du cuivre et des fruits ; l'Équateur, des crustacés, du cacao et des bananes. Le Mexique, en revanche, exporte d'autres productions à plus forte valeur ajoutée : circuits intégrés, instruments médicaux ou pièces automobiles. Le pays joue un rôle stratégique dans les chaînes d'approvisionnement

---

1. Voir Maristella Svampa et Ariel Slipak, « La Chine et son rôle hégémonique en Amérique latine et en Argentine », dans Laurent Delcourt, *BRICS+ : Une alternative pour le Sud global ?* (Paris : Éditions Syllepse, 2024) : 65-84.

2. Daniel Salazar Castellano, « Qué tan influyente es realmente la Iniciativa de la Franja y la Ruta de China en Latam », *Bloomberg Línea*, 5 avril 2025.

reliant la Chine aux États-Unis<sup>1</sup>. À l'inverse, les importations latino-américaines en provenance de la puissance asiatique sont extrêmement diversifiées et contiennent une forte valeur ajoutée : produits électroniques, électroménagers, pièces automobiles – y compris pour véhicules électriques et hybrides –, ainsi que technologies liées aux énergies renouvelables – éolien et solaire.

Les entreprises chinoises sont présentes dans tous les domaines stratégiques des économies latino-américaines. Par exemple, les quatre plus importantes dans le secteur des hydrocarbures, toutes à forte participation étatique, sont implantées sur le territoire sud-américain : Sinopec, la China National Petroleum Corporation (CNPC), la China National Offshore Oil Corporation (CNOOC) et Sinochem. Ces entreprises dominent le marché pétrolier et minier afin de garantir l'approvisionnement de la Chine à long terme. Elles adoptent des modalités d'implantation très variées et se montrent particulièrement flexibles face aux différentes politiques et législations nationales relatives à l'exploitation des ressources naturelles.

Par ailleurs, pour soutenir la stratégie internationale de ses entreprises, la Chine investit de plus en plus : entre 2005 et 2023, les prêts chinois à l'Amérique latine ont dépassé 138 milliards de dollars<sup>2</sup>. Un rapport de la Cepal<sup>3</sup> décrit comment la Chine cherche à étendre son influence dans la région latino-américaine à travers sa stratégie d'investissement dans les « nouvelles routes de la soie » (*Belt and Road Initiative*, BRI), dont elle a fait l'un des principaux marchés d'exportation pour dix pays de la région. Les investissements et le financement des infrastructures en Amérique latine connaissent un nouvel essor à partir de 2014, année où le président Xi Jinping visite le Brésil à l'occasion du sommet des BRICS. Après une tournée au Brésil, au Venezuela, à Cuba et en Argentine, celui-ci annonce,

---

1. Fundación Andrés Bello, « Los cinco países latinoamericanos que lideran las exportaciones a China », 17 décembre 2024.

2. Santiago Polo, « América Latina y China, una relación cada vez más estratégica », *El Auditor*, 29 juillet 2025.

3. Cepal, *Perspectivas del Comercio Internacional de América Latina y el Caribe 2023. Cambios estructurales y tendencias en el comercio mundial y regional: retos y oportunidades* (Santiago : Cepal, 2023).

lors du sommet Celac-Chine de janvier 2015, un projet d'investissement de plus de 250 milliards de dollars dans la région au cours des dix années suivantes. Les projets prioritaires concernent les secteurs ferroviaires, des télécommunications, portuaire et énergétique, en somme, ceux qui redessinent l'aménagement du territoire – la construction d'infrastructures devant garantir le transport des produits agro-extractifs vers la Chine au coût le plus bas possible. De nombreux contrats incluent des clauses d'obligation ou de préférence pour l'achat de matériaux chinois, ainsi que l'emploi d'une main-d'œuvre chinoise, qualifiée et non qualifiée. Ce sommet marque aussi un tournant dans la nature des projets : on observe dès lors une croissance de l'investissement direct étranger dans les secteurs de l'énergie et des infrastructures, visant à renforcer la connectivité entre l'Atlantique et le Pacifique. De plus, la Chine a conclu des accords de libre-échange avec le Chili, le Pérou, le Costa Rica, le Nicaragua et l'Équateur, et, à ce jour, vingt-et-un pays latino-américains – n'incluant pas le Brésil – ont adhéré à la BRI. Cependant, après deux années de baisse des engagements dans ce cadre, seul 1,14 % des projets de construction ont été engagés, ce qui représente 0,4 % des investissements prévus au premier semestre 2025<sup>1</sup>.

En somme, la confirmation d'une relation commerciale privilégiée avec la Chine, fondée sur la demande de matières premières et la consolidation rapide d'un échange inégal, marque l'émergence de nouvelles relations de dépendance, dont les contours se dessinent au gré des négociations et des nouveaux accords que Pékin conclut avec chacun de ses partenaires latino-américains. Parallèlement, cette relation privilégiée pourrait ouvrir de nouvelles opportunités et créer des espaces à géométrie variable en matière de repositionnement géopolitique, dans un contexte de rivalité interimpériale et de déplacements d'hégémonies, face à des États-Unis gouvernés par un agenda d'extrême droite sur le plan politique et protectionniste sur le plan économique.

---

1. Fermín Koop et Patrick Moore, « La inversión china alcanza nuevos récords, pero América Latina se queda atrás », *Dialogue Earth*, 12 août 2025.

## LE CONSENSUS DE LA DÉCARBONATION ET L'EXTRACTIVISME VERT

En 2020, la pandémie de Covid-19 a accéléré des mutations géopolitiques déjà en cours, telles que la militarisation globale, le renforcement de la Chine, le passage à un monde multipolaire et l'accroissement des écarts entre centre et périphérie. Elle a également ouvert une nouvelle fenêtre politique de discussion sur ce que serait le monde post-pandémie. Malgré la volonté de plusieurs secteurs dominants de l'économie de maintenir le *business as usual*, une logique d'adaptation du capitalisme vers un modèle supposément plus « propre » et « écologique », notamment face à l'aggravation de la crise climatique, a commencé à gagner du terrain.

Diverses entreprises et institutions supranationales, avec le soutien de nombreux gouvernements et celui d'organisations de la société civile et d'experts internationaux, ont placé au centre de l'agenda économique et politique la nécessité d'une décarbonation du mix énergétique. L'Accord de Paris et les objectifs de développement durable (ODD), adoptés en 2015, sont devenus les principales références officielles en vue d'élaborer des cadres internationaux partagés. Plusieurs pays ont créé leurs pactes verts (*Green New Deals*), voire des ministères de la Transition écologique. Des acteurs supranationaux comme l'Union européenne (UE) ont fait de même, dès 2019, avec le Pacte vert européen, avant qu'il soit transformé en filet de sauvetage pour sortir de la pandémie de Covid-19, avec l'objectif de faire de l'Europe « le premier continent climatiquement neutre ».

Cependant, la guerre en Ukraine a entraîné des changements de perspective, surtout du côté de l'UE, qui a mis l'accent sur sa sécurité énergétique. En 2022, les Vingt-Sept n'ont pas seulement réintégré les énergies « extrêmes » – gaz naturel issu du *fracking* et exploitation *offshore* –, ils ont aussi autorisé la réouverture de centrales à charbon – comme en Allemagne – et misé davantage sur les centrales nucléaires comme source d'énergie. Parallèlement, l'utilisation des énergies renouvelables a continué d'être encouragée, avec

une extension du portefeuille misant notamment sur les mégaprojets produisant de l'hydrogène vert. En réalité, cette politique schizophrène ou de « double contrainte » (*double bind*)<sup>1</sup>, déjà pratiquée par les grandes puissances, a été exacerbée : en même temps que celles-ci parient sur le remplacement des combustibles fossiles par les énergies renouvelables, elles renforcent subventions et investissements dans ces énergies polluantes, prolongeant ainsi la durée de vie du modèle fossile. De fait, la pression exercée par les puissances capitalistes pour accéder aux ressources naturelles et les extraire afin de réaliser leur transition énergétique et numérique, de garantir leur défense et d'atteindre leur sécurité énergétique s'est intensifiée.

Pour toutes ces raisons, il devient nécessaire de se demander quelles sont les conséquences de cette nouvelle stratégie pour les pays du « Sud global », et particulièrement pour l'Amérique latine, car il est clair qu'il ne s'agit pas seulement de l'extension du paradigme extractif. La nouveauté tient à son intensification, désormais assumée au nom de la transition énergétique ou de la « transition verte »<sup>2</sup>.

Il est difficile d'identifier, dans le contexte mondial, les caractéristiques d'une transition énergétique qui aurait été initiée à grande échelle. Les expériences actuelles se limitent à la décarbonation, c'est-à-dire à un remplacement des sources d'énergie sans réforme du système énergétique. Une perspective corporative de la transition cherchant à s'assurer le contrôle de la propriété et l'accès aux sources d'énergie, aux matériaux et aux technologies nécessaires, s'est alors consolidée. Et ce, au-delà même de la sphère entrepreneuriale, puisqu'elle compte des adeptes divers – multinationales, États (à leurs multiples échelles), institutions et organisations internationales. Cette forme de transition s'inscrit dans le narratif techno-capitaliste qui mise sur le rôle des technologies comme instruments d'efficacité, sans remettre en cause le modèle de crois-

---

1. Voir Breno Bringel et Maristella Svampa, « Del "Consenso de los Commodities" al "Consenso de la Des-carbonización" », *Nueva Sociedad* 306 (juillet-août 2023).

2. Voir Maristella Svampa et Pablo Bertinat (dir.), *La transición energética en Argentina* (Buenos Aires : Siglo XXI, 2022).

sance associé au capitalisme néolibéral ni modifier les logiques de consommation ou les relations sociales préexistantes.

Cette nouvelle inflexion a suscité de nombreuses critiques et résistances en Amérique latine et dans le « Sud global », qui contestent cette conception de la transition énergétique encouragée principalement par de grandes entreprises, des fondations et des gouvernements du « Nord global » et de pays émergents. Elle se traduit par de « fausses solutions »<sup>1</sup> qui se matérialisent par la création de nouvelles zones de sacrifice dans les périphéries mondiales. Plusieurs exemples illustrent cette dynamique : l'extraction de lithium et de cobalt pour produire des batteries de haute technologie destinées aux voitures électriques affecte les salars altoandins en Amérique latine et au nord de l'Afrique ; la demande croissante de bois de balsa pour la construction d'aérogénérateurs détruit communautés, territoires et biodiversité en Amazonie équatorienne ; la nouvelle course aux infrastructures pour l'hydrogène vert accroît l'accaparement des terres tout en orientant la production d'énergie renouvelable des pays périphériques vers l'exportation.

Sur le plan géopolitique, l'importance du marché du lithium illustre la nouvelle configuration du pouvoir mondial, marquée par la concentration de l'extraction et de la chaîne de valeur globale aux mains d'un petit nombre de pays<sup>2</sup>. Peu d'entre eux contrôlent cette chaîne, car il faut être capable d'aller de l'extraction du carbonate de lithium jusqu'à la fabrication de la batterie – là où le Chili et l'Argentine exportent seulement ce minerai, qui est en réalité une *commodity* sans valeur ajoutée. Ainsi, en parallèle des compétences à acquérir le long de la chaîne

---

1. Voir Maristella Svampa et Pablo Bertinat, *op. cit.* ; Miriam Lang, Breno Bringel et Mary Ann Manahan (dir.), *Más allá del colonialismo verde. Justicia global y geopolítica de las transiciones ecosociales* (Buenos Aires : CLACSO, 2023) ; Maristella Svampa, Enrique Viale et al., « Transiciones justas para América Latina desde el Pacto Ecosocial del Sur: propuestas y disputas frente a los pactos verdes hegemónicos », *Ecología Política* 64 (2022) : 61-70 ; José Sánchez Contreras et Alberto Matarán Ruiz (dir.), *Colonialismo energético. Territorios de sacrificio para la transición energética en España, México, Noruega y el Sáhara Occidental* (Barcelona : Icaria, 2023) ; CLACSO et Oxfam, *Transiciones Justas. Una agenda de cambios para Latinoamérica y el Caribe* (Buenos Aires : CLACSO/Oxfam, 2023) ; et Hamza Hamouchene, *Desmantelar el colonialismo verde: energía y justicia climática en la región árabe* (Buenos Aires : CLACSO, 2024).

2. Bruno Fornillo et Melisa Argento, *Todo sobre el litio* (Buenos Aires : Siglo XXI, 2025).

de valeur, une bataille se joue pour le contrôle des minerais critiques. À l'extrémité de cette chaîne se trouvent les principaux fabricants d'automobiles et de batteries électriques chinois – avec des entreprises comme BYD –, aux côtés de constructeurs traditionnels mondiaux de cette industrie qui produisent en Chine – *via* des *joint-ventures* – et de nouvelles entreprises dédiées aux véhicules électriques, comme Tesla. À cela s'ajoute le fait que le contrôle de l'extraction se concentre également autour de quelques acteurs – entre autres, les entreprises états-unienne Albemarle, chilienne SQM, australo-états-unienne Arcadium Lithium et chinoise Ganfeng.

Ce processus est désormais connu sous le nom d'« extractivisme vert » ou de « colonialisme énergétique », soit une nouvelle dynamique d'extraction capitaliste et d'appropriation de matières premières, de biens naturels et de main-d'œuvre, notamment issues du « Sud global », en vue de réaliser une transition énergétique verte. Ce consensus autour de la décarbonation est un pari global misant sur le changement de la matrice énergétique fondée sur les combustibles fossiles vers une autre sans – ou à faibles – émissions carbone, reposant sur les énergies dites renouvelables. Son objectif est de lutter contre le réchauffement planétaire et la crise climatique. En réalité, plutôt que de protéger la planète, il approfondit les inégalités existantes, exacerbe l'exploitation des biens naturels et perpétue la marchandisation de la nature<sup>1</sup>. Les matières premières critiques (*critical raw materials*) sont identifiées par la Commission européenne comme nécessitant une attention particulière en raison de leur importance économique et du risque élevé qu'entraînerait une interruption de leur approvisionnement. Si, en 2011, cet inventaire comptait 20 minerais, en 2025 il a été étendu à 34 matières premières critiques nécessaires à la transition énergétique – panneaux solaires, turbines éoliennes – et à la transition numérique – surtout les conducteurs –, qui concernent autant le fonctionnement de l'industrie que celui de la défense.

---

1. Le Pacte écosocial et interculturel du Sud a notamment formulé des critiques à l'égard de ce processus de transition énergétique, associé à une vision techno-optimiste.

Un élément de continuité évident entre le consensus des *commodities* et celui de la décarbonation apparaît dans le fait que les deux cherchent à garantir une « sécurité juridique » des capitaux au moyen de bases normatives et légales permettant la plus grande rentabilité des entreprises. Il n'est pas fortuit d'observer que les nouveaux traités bilatéraux de commerce que l'Union européenne négocie – notamment avec le Chili et le Mexique – comportent des chapitres « Energy and Raw Materials » [énergie et matières premières] afin de garantir l'accès aux minerais critiques pour la transition. Ainsi, en août 2023, des représentants de 47 pays consommateurs et producteurs – à l'exclusion de la Chine et de la Russie – se sont réunis à Paris sous les auspices de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) pour dessiner les contours d'une « diplomatie des métaux » – une expression au relent indéniablement néocolonial – et envisager la création d'une Agence internationale des minerais et métaux rares qui accompagnerait la transition énergétique.

En réalité, cette société post-fossile, imaginée par le consensus de la décarbonation, ne débouche pas sur une transition soutenable. Ce consensus est en effet porté par une vision techno-optimiste qui continue d'ignorer les limites planétaires et empêche de transformer les modèles de mobilité, ainsi que les schémas de consommation.

La rhétorique de « durabilité » ouvre donc une nouvelle phase de dépossession environnementale du « Sud global », qui compromet encore davantage les populations, la biodiversité et des écosystèmes stratégiques. Le « Sud global » redevient un entrepôt de ressources supposément inépuisables, d'où sont extraits les minerais stratégiques pour la transition énergétique, désormais « verte », du Nord, et sert en outre de destination aux déchets et à la pollution générés par cette quatrième « révolution industrielle ». Cela accentue les asymétries historiques et approfondit le néo-extractivisme dans le « Sud global », tout particulièrement au sein de l'activité minière, l'une des plus contestées en Amérique latine, elle-même orientée vers l'exportation. Cela provoque également une aggravation de la dette écologique que les pays riches contractent auprès des pays du Sud.

## LA BATAILLE POUR LES TRANSITIONS ÉCOSOCIALES

Le défi auquel le monde est confronté n'est pas seulement la décarbonation du modèle énergétique. Il s'agit également de transformer le modèle productif et, plus généralement, le système de relations sociales et le rapport à la nature. Pour cela, il faut abandonner les conceptions sectorielles et développer une vision plus holistique, en reliant la transition énergétique à la transition socio-écologique. La justice écosociale doit viser l'élimination de la pauvreté énergétique et suppose une déconstruction des rapports de pouvoir qui continuent de privilégier les intérêts d'un groupe restreint de la société. Dans peu de temps, les combustibles fossiles deviendront des actifs échoués ou obsolètes. Dans une perspective de transition énergétique juste et durable, la feuille de route doit inclure le fait de laisser les énergies non renouvelables dans le sous-sol et de réduire progressivement les processus d'exploitation des hydrocarbures – sous leurs formes anciennes comme nouvelles.

Ces dernières années, de plus en plus de voix dénoncent les « fausses solutions » de la transition énergétique en cours, en faisant valoir que cette dernière ne peut se faire au détriment de l'eau, des écosystèmes et des peuples. Elles affirment également que les transitions écologiques ne sont pas – et ne peuvent pas être – des promesses à réaliser dans le futur : elles s'expérimentent déjà au présent, dans la vie quotidienne de nombreux territoires urbains et ruraux. Il s'agit certes d'actions locales et ponctuelles, mais elles entendent engager une transformation structurelle du système énergétique, du modèle productif et urbain et des liens avec la nature : déconcentrer, déprivatiser, démarchandiser, décentraliser, dépatricariser, déhiérarchiser, réparer et guérir. Pour cela, elles proposent de détacher nos structures économiques, sociales et culturelles non seulement des combustibles fossiles, de l'injonction à exploiter la nature mais aussi de l'imaginaire développementaliste eldoradiste<sup>1</sup>.

---

1. Breno Bringel et Maristella Svampa, *op. cit.*

Les transitions écosociales populaires et territoriales doivent se concrétiser autour de divers axes stratégiques, qui se nourrissent d'expériences de transformation : l'énergie (énergie communautaire et économies post-carbone) ; la préservation de l'eau et de l'alimentation (agroécologie et souveraineté alimentaire) ; la production et la consommation (stratégies de relocalisation et pratiques post-extractivistes d'économie sociale et solidaire) ; le travail et les soins (réseaux de soins et sociabilités anticapitalistes) ; les infrastructures (logement, mobilité, etc.) ; la culture et la subjectivité (changement culturel et des mentalités) ; la dispute politique et normative (production de nouveaux imaginaires politiques liés aux droits territoriaux et de la nature, à l'éco-dépendance, aux multiples dimensions de la justice et à une éthique multispécies).

Ces expériences sont souvent qualifiées de « transitions justes ». Bien que le terme soit aujourd'hui débattu par divers acteurs, nous évoquons ici toutes les initiatives portées par des communautés, des organisations et des mouvements sociaux qui construisent, à court terme et dans leurs territoires, des expériences et des initiatives de transition visant un changement de paradigme vers une nouvelle matrice économique, culturelle et écosociale.

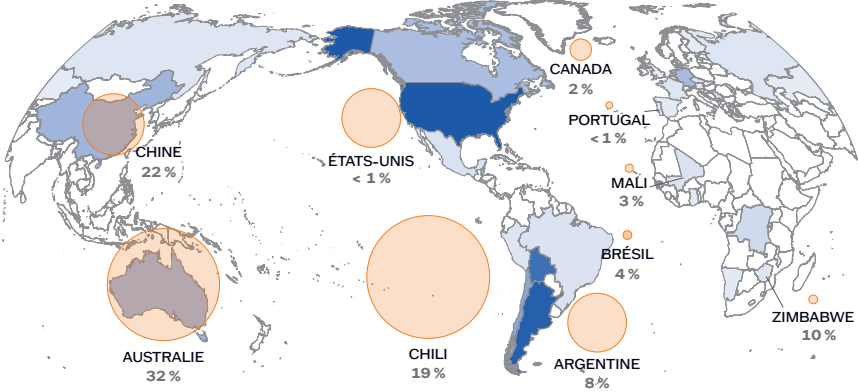
Enfin, il faut insister sur le fait qu'aucun pays ne se sauve seul et que la transition est multiscalaire. Dans un contexte de tensions interimpérialistes, la création de blocs régionaux forts est une condition nécessaire, tout comme la progression vers un État écosocial. La crise écologique et climatique introduit de nouveaux risques irréversibles, non plus locaux mais globaux. Il faut donc changer de logique et passer d'un État qui répare les dommages à un État capable de les prévenir. Et cela passe par le fait de penser la redistribution indépendamment de la croissance et de rechercher un mécanisme de protection sociale aussi universel que possible.

Dans l'imaginaire de la société contemporaine, colonisé par l'imédiateté et la myopie du présent, la transition socio-écologique a émergé comme une manière de projeter l'avenir. Pour les transitions corporatives et politico-institutionnelles, cet avenir apparaît comme

une fin en soi, un état de fait, tandis que pour les transitions territoriales et populaires, il constitue, à court terme, un moyen d'obtenir, dans un contexte adverse, des transformations plus larges, permettant d'articuler une multiplicité de luttes auparavant disjointes : écologistes, féministes, celles portées par les mouvements autochtones et les minorités ethniques, la paysannerie, les acteurs de l'économie populaire et solidaire, les secteurs syndicaux.

# Le triangle du lithium : un espace stratégique de la transition énergétique en Amérique latine

## Le poids du triangle du lithium à l'échelle internationale



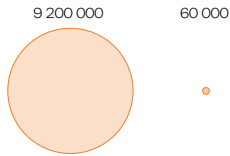
### Ressources mondiales de lithium connues en 2025 (en tonnes)

Les ressources correspondent à la quantité de minerais connue à partir de preuves géologiques spécifiques.



### Réserves mondiales de lithium en 2025 (en tonnes)

Les réserves correspondent à la partie des ressources pouvant être exploitées avec la technologie et les conditions de marchés actuelles. Cela ne signifie pas nécessairement que les installations d'extraction sont en place et opérationnelles.



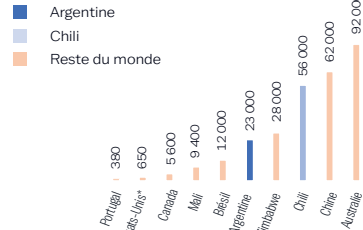
### Production mondiale de lithium en 2025

ARGENTINE 10 principaux pays producteurs

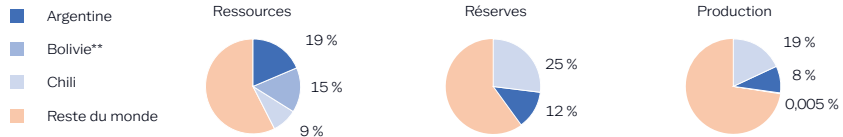
32 % Part de la production mondiale (en %)

Répartition de la production mondiale par pays (en tonnes)

\* Pour les États-Unis, la production est celle de 2023.



### Part du triangle du lithium dans les ressources, les réserves et la production mondiales en 2025



\*\* La Bolivie dispose d'immenses ressources et réserves (non estimables à ce jour) mais ne produit qu'une infime quantité de lithium. Des accords de partenariat avec des entreprises étrangères en 2023 et 2024 projettent un développement net de cette activité dans les années à venir.

Sources : USGS, Mineral Commodity Summaries 2026 ; RFI

## Exploitation et exploration du lithium dans le triangle andin



Triangle du lithium



État dont une partie du territoire se situe au sein du triangle du lithium



Provinces du triangle du lithium



Mines exploitées



Projets de mines

Origine des principales entreprises étrangères d'extraction impliquées dans l'exploitation des mines\*



États-Unis



Chine



Russie



Australie



Corée du Sud



France

\* Cela ne concerne pas les entreprises détenant du capital dans les entreprises possédant elles-mêmes les sociétés exploitantes, comme la société chinoise Tianqi Lithium qui possède 24 % des parts de la société chilienne SQM.

# L'AMÉRIQUE LATINE, UNE RÉGION PRIORITAIRE POUR LA CHINE

Juillet 2025

**Christophe Ventura**

La relation entre la Chine et l'Amérique latine illustre l'une des principales tendances géopolitiques à l'œuvre au XXI<sup>e</sup> siècle : la montée en puissance des relations Sud-Sud dans les recompositions de l'ordre international. En quelques années, Pékin s'est imposé comme le deuxième partenaire commercial des pays latino-américains (2011) et le premier des sud-américains (2015). Cette situation est devenue un motif de préoccupation pour Washington qui entend désormais reprendre le contrôle de l'« hémisphère occidental ». L'Amérique latine s'inscrit ainsi au cœur de la « rivalité systémique » qui oppose les deux superpuissances mondiales. Cette note analyse la nature des relations sino-latino-américaines et l'importance stratégique que revêt le sous-continent pour la diplomatie chinoise.

Le 13 mai 2025 s'est tenu à Pékin le IV<sup>e</sup> Forum Chine-Celac (Communauté des États latino-américains et caraïbes). Ouvert par le président Xi Jinping en présence des représentants des trente-trois pays latino-américains membres de l'organisation régionale, dont trois présidents (Gabriel Boric pour le Chili, Gustavo Petro pour la Colombie et Luiz Inácio Lula da Silva – dit Lula – pour le Brésil) et dix-sept ministres des Affaires étrangères<sup>1</sup>, cette rencontre est venue marquer le dixième anniversaire de la création de cet espace de coopération et de dialogue entre la deuxième puissance mondiale et les pays du sous-continent.

Depuis le début des années 2000, leur relation (commerciale, financière, scientifique et technologique, culturelle, militaire, multilatérale) n'a cessé de croître et de se diversifier, au point de s'imposer comme l'une des plus vivantes incarnations de la formation et de la montée en puissance, depuis les années 2010 et jusqu'à aujourd'hui, du « Sud global » dans l'ordre international.

La rencontre de Pékin s'est déroulée dans un contexte marqué par la guerre commerciale mondiale lancée par le président américain Donald Trump – notamment contre la Chine, et qui affecte ou menace également les pays latino-américains, particulièrement le Brésil et le Mexique –, la guerre en Ukraine et l'embrasement du Proche-Orient.

Cette note reviendra dans une première partie sur les différents aspects qui organisent et alimentent la relation sino-latino-américaine. Dans une deuxième partie, elle présentera, du point de vue de la Chine, l'importance stratégique que revêt l'Amérique latine pour son développement et sa diplomatie. Enfin, dans une troisième partie, elle analysera dans quelle mesure la région latino-américaine constitue désormais l'un des principaux terrains de la confrontation entre Pékin et Washington dans le cadre de leur « rivalité systémique ».

---

1. L'ancienne présidente du Brésil Dilma Rousseff (2011-2016) était également présente en sa qualité de présidente de la Nouvelle Banque de développement des BRICS.

## LA RELATION CHINE/AMÉRIQUE LATINE : UN PANORAMA

Les relations entre les pays latino-américains et la Chine sont anciennes. En 1960, Cuba est le premier pays de la région à reconnaître la République populaire de Chine, suivi par le Chili en 1970, le Pérou en 1971 et le Brésil en 1974. Mais c'est l'entrée de la puissance asiatique au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001, correspondant à son insertion et sa projection au sein du capitalisme mondialisé, qui marque l'accélération inédite de ces liens, notamment et avant tout dans le domaine commercial. Les échanges entre la Chine et les pays latino-américains sont passés, en valeur, de 10 milliards de dollars en 2000 à plus de 518 milliards de dollars en 2024, malgré la pandémie de Covid-19, et pourraient atteindre 700 milliards à l'horizon 2035. Entre 2000 et 2023, le commerce extérieur latino-américain a été multiplié, en valeur, par 38 avec la Chine et la part totale de cette dernière dans les exportations régionales est passée de 1 % à 14 %. À l'inverse, la part des importations latino-américaines provenant de la Chine est passée, dans cette même période, de 2,3 % à 20 %<sup>1</sup>.

De son côté, la valeur des échanges entre les États-Unis et les pays latino-américains atteint toujours près de 1 100 milliards de dollars en 2023. La région représente 21,3 % du commerce total des États-Unis dans le monde, mais le Mexique, premier partenaire commercial mondial de Washington, capte à lui seul 16 % du total. Le Brésil, deuxième partenaire commercial latino-américain de la première puissance mondiale ne représente que 2 % du total de ses échanges avec la région<sup>2</sup>.

Ainsi, depuis 2011, la Chine s'est imposée comme le deuxième partenaire commercial du sous-continent latino-américain et le

---

1. Chiffres tirés de Zhong Nan, « China-LatAM trade set to skyrocket », *China Daily*, 20 mai 2025 ; et Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepal), « United States Trade Developments 2024 », *Briefing Notes* (janvier 2025).

2. Cepal, « Las relaciones entre América Latina y el Caribe y China: Áreas de oportunidad para un desarrollo más productivo, inclusivo y sostenible » (mai 2025).

premier, depuis 2015, des pays sud-américains. En réalité, les flux commerciaux entre la Chine et l'Amérique latine dépassent désormais ceux réalisés entre cette dernière et les États-Unis. C'est le volume de ces flux avec le seul Mexique qui permet à ces derniers de conserver officiellement leur statut de premier partenaire commercial de l'Amérique latine.

Dans ce contexte, la deuxième puissance mondiale s'est hissée au premier rang des partenaires commerciaux de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, du Chili, du Paraguay, du Pérou et de l'Uruguay, et elle est devenue le deuxième de la plupart des autres pays. Elle a conclu des accords de libre-échange avec le Chili, le Costa Rica, l'Équateur, le Nicaragua et le Pérou, tandis que des discussions sont ouvertes avec l'Uruguay et le Salvador, ainsi qu'avec le Marché commun du Sud (Mercosur) composé de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, du Paraguay et de l'Uruguay. Cette situation rend plus compliquée l'avancée des négociations bilatérales entre l'Uruguay et la Chine. En effet, les règles du Mercosur prévoient que les accords commerciaux soient négociés collectivement, au nom du bloc, et non sur une base strictement bilatérale entre un État membre et un pays tiers.

L'Amérique latine figure parmi les principaux fournisseurs de la Chine en matières premières, produits agricoles, ressources naturelles et minières. Pékin y cherche avant tout la sécurisation et la pérennisation de ses approvisionnements. Environ 75 % des exportations latino-américaines vers le pays sont constituées de céréales (soja, notamment<sup>1</sup>), de produits agricoles et alimentaires (viande, maïs, café, sucre, etc.), de minerais (cuivre, fer, métaux critiques, etc.) et d'hydrocarbures. Pour sa part, la Chine exporte dans la région ses produits manufacturés et ses biens de consommation à valeur ajoutée (électronique, électroménager, voitures électriques, textile, télécommunication, machines, informatique, etc.). Ces derniers représentent la principale source d'approvisionnement du Brésil.

---

1. La Chine importe du Brésil 75 % de ses besoins en soja. Ce dernier réserve plus de 70 % de sa production annuelle à son partenaire asiatique.

Après l'Asie, l'Amérique latine est la région du Sud avec laquelle la Chine entretient les échanges commerciaux les plus développés, devant l'Afrique. Elle représente, en raison de ses ressources naturelles, de sa proximité avec le marché américain, de ses marchés de consommation émergents, de ses niveaux de qualification et de ses besoins en matière de transition énergétique, environnementale et technologique (Internet, réseau mobile, intelligence artificielle), une zone de partenariat économique stratégique pour la Chine.

L'Amérique latine est également la deuxième destination, après l'Asie, vers laquelle Pékin dirige ses investissements directs à l'étranger (IDE) dans le monde. Les estimations en la matière sont variables mais entre 2003 et 2022, la Chine aurait investi 187,5 milliards de dollars dans la région, notamment dans les secteurs des infrastructures (transport, extraction des ressources naturelles, constructions agricoles, communication, énergie)<sup>1</sup>. Les principaux pays bénéficiaires ont été l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Pérou. Entre 2005 et 2024, 294 projets d'infrastructures ont ainsi été financés par Pékin pour un montant de 129 milliards de dollars<sup>2</sup>. Cinq entreprises chinoises se distinguent dans l'exécution de ces projets : la China Communications Construction Company (CCCC), la Power Construction Corporation of China (PowerChina), la China Railway Construction Corporation (CRCC), la State Grid Corporation of China (SGCC) et la China National Petroleum Corporation (CNPC)<sup>3</sup>.

Dans le domaine minier, le pays investit massivement dans les métaux critiques, notamment le lithium à la base de la décarbonation mondiale des mobilités, de l'électrification des transports et de l'industrie des batteries (télécommunication, informatique). L'Argentine, la Bolivie et le Pérou en détiennent plus de la moitié des réserves mondiales connues. Depuis 2018, la Chine a investi 11 milliards de dollars

---

1. Margaret Myers, Ángel Melguizo et Yifang Wang, « "New Infrastructure": Emerging Trends in Chinese Foreign Direct Investment in Latin America and the Caribbean », *China-LAC Report*, Inter-American Dialogue (janvier 2024).

2. Cepal, « Las relaciones entre América Latina y el Caribe y China », *op. cit.*

3. *Ibid.*

pour son extraction dans ce « triangle », notamment en Bolivie, mais également dans d'autres pays producteurs – Brésil (également dans le secteur du niobium), Pérou. Ses investissements sont également notables dans le secteur du cuivre dont l'Amérique latine – notamment le Chili et le Pérou – détient les plus grandes réserves mondiales. Ce minerai est indispensable au développement des énergies renouvelables. En 2023, la Chine captait 34 % des exportations latino-américaines dans le monde dans ce domaine stratégique. Elle est le premier acheteur des matériaux critiques latino-américains.

Depuis la période ouverte avec la fin de la crise sanitaire mondiale de Covid-19, les investissements chinois baissent dans la région. Estimés à 14,2 milliards de dollars par an en moyenne entre 2010 et 2019, puis à 7,7 milliards en 2020 et 2021, ils étaient de 6,4 milliards en 2022<sup>1</sup>. La nature de ces investissements se diversifie dans le même temps. Ces derniers sont de plus en plus orientés vers le domaine des énergies renouvelables et du développement durable pour accompagner l'Amérique latine face aux conséquences du dérèglement climatique mondial et dans sa transition vers un modèle de transformation productive (construction de nouvelles usines « greenfield » aux pratiques et performances plus durables, digitalisation des économies et électrification des industries, énergies renouvelables et solutions énergétiques bas-carbone, voiture électrique, « fintech », etc.). Entre 2000 et 2024, cinq compagnies chinoises ont concentré 42 % des IDE du pays dans la région : State Power Investment Corporation Limited (SPIC), State Grid Corporation of China (SGCC), China Minmetals Corporation, Tibet Summit Resources Co. Ltd. et Zijin Mining Group Co. Ltd.<sup>2</sup>

Prise dans son ensemble, l'Union européenne (UE) reste néanmoins la première source d'IDE pour les pays latino-américains. La Chine s'est également convertie en premier prêteur financier des pays latino-américains, devant la Banque mondiale et la Banque

---

1. Marc Jütten, « China's increasing presence in Latin America: Implications for the European Union », *Briefing*, European Parliamentary Research Service, 25 février 2025,

2. Cepalc, « Las relaciones entre América Latina y el Caribe y China », *op. cit.*

interaméricaine de développement (BID) combinées. Entre 2005 et 2023, 133 crédits leur ont été accordés, pour un montant de 120 milliards de dollars, par la Banque de développement de Chine (CDB) – 81 % du total – et la Banque d'exportation et d'importation de Chine (Exim Bank) – 18 %<sup>1</sup>. Jusqu'au début des années 2020, le Venezuela a été le principal pays de destination – 60 milliards de dollars pour financer le secteur pétrolier et du gaz, les infrastructures, l'État. Lors du Forum Chine-Celac de Pékin, le président chinois a annoncé de nouvelles lignes de crédit pour les pays de la région d'un montant de 9,2 milliards de dollars.

Les organismes d'État chinois accordent leurs prêts en les gageant sur les matières premières et les ressources naturelles latino-américaines, principalement les hydrocarbures. Cette situation suscite de nombreuses critiques qui évoquent le « piège de la dette » pour les pays latino-américains face à la puissance financière de leur partenaire. Ajouté au poids déterminant du marché chinois pour la plupart des pays de la région, et singulièrement sud-américains, et à la position dominante de Pékin en matière de financement de leurs infrastructures, le risque de nouvelle dépendance des économies régionales à la puissance asiatique et de perte de souveraineté nationale est régulièrement pointé. Pékin a par ailleurs obtenu son intégration au sein de la Banque interaméricaine de développement (BID) et de la Banque de développement des Caraïbes (BDC).

L'Amérique latine s'insère enfin dans les « nouvelles routes de la soie » (*Belt and Road Initiative*, BRI), lancées en 2013 par le président Xi Jinping. Vingt-deux pays de la région – après le retrait du Panama annoncé en février 2025 à la suite des pressions exercées par l'administration Trump sur le canal et l'intégration, en mai 2025, de la Colombie, alliée traditionnelle des États-Unis en Amérique du Sud – font partie de ce vaste programme d'infrastructures mondiales labellisé par Pékin (plus de 200 projets dans le cas latino-américain) et financé par ses prêts et investissements. Pour l'Amérique latine,

---

1. *Ibid.*

plusieurs secteurs sont privilégiés : transports, énergie, télécommunications, Internet et intelligence artificielle.

Aujourd'hui, le mégaport de Chancay, situé au nord de Lima au Pérou, inauguré en novembre 2024, devient la principale porte d'entrée des BRI dans la région et son ambition est de se transformer en nœud du commerce entre les pays de la région et la Chine. Ce terminal doit favoriser le développement des infrastructures intrarégionales (terre, fleuves, mer) et leur connectivité de sorte à canaliser vers lui les matières premières dont la Chine a besoin. En retour, Chancay doit permettre à la puissance manufacturière d'y concentrer l'arrivée de ses produits destinés au marché régional. Le Brésil souhaite s'appuyer sur ce projet pour densifier et faciliter l'acheminement de ses exportations vers la Chine qui représente 30 % de son commerce extérieur. Dans cette perspective, son gouvernement a annoncé en 2024 la création de cinq nouvelles « routes d'intégration et de développement sud-américaines ». Ces dernières s'inscrivent dans la suite de l'Initiative pour l'intégration de l'infrastructure régionale sud-américaine (IIRSA) des années 2000. Il s'agissait déjà à l'époque d'un vaste programme – inabouti – d'infrastructures communes régionales (transport, énergie, communication). Aujourd'hui, deux routes incluent Chancay : la n° 2, dite « amazonique », et la n° 3, dite « Quadrante Rondon ». Ces corridors doivent acheminer directement les exportations brésiliennes destinées à la Chine *via* l'océan Pacifique<sup>1</sup>.

Sur les plans économique, commercial et financier, la relation sino-latino-américaine – en particulier celle entre Brasília et Pékin – est la plus dense et la plus représentative des dynamiques Sud-Sud amorcées depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle. Elle demeure toutefois asymétrique. Jusqu'à aujourd'hui, elle a significativement contribué à la « reprimarisation » des économies latino-américaines, tout en accélérant leur désindustrialisation, sous l'effet d'un déficit de compétitivité face aux importations chinoises, mais aussi asiatiques dans leur ensemble.

---

1. Pour en savoir plus, voir « Rotas de Integração Sul-Americana » sur le site du ministère de la Planification brésilien : [gov.br/planejamento/pt-br/assuntos/articulacao-institucional/rotas-de-integracao-sul-americana](http://gov.br/planejamento/pt-br/assuntos/articulacao-institucional/rotas-de-integracao-sul-americana).

Cette asymétrie produit aujourd'hui des débats croissants en Amérique latine, parmi les élites dirigeantes aussi bien que dans les populations. Au sein des premières, des réserves s'expriment face aux conséquences à terme d'une relation économique déséquilibrée, caractérisée par la dépendance aux débouchés chinois pour les exportations de matières premières et à propos des infrastructures financées par Pékin sous conditions. Par ailleurs, de nombreuses oppositions sociales, notamment portées par les communautés « autochtones » et les mouvements écologistes, se multiplient contre certains projets chinois, accusés de contribuer à la déforestation, à la dépossession des terres et aux pollutions des territoires. Plusieurs conflits de haute intensité sont identifiés, notamment au Pérou, en Équateur ou au Chili contre des projets miniers et d'infrastructures.

Pour le Brésil, cette situation représente un défi stratégique. Ses liens économiques et commerciaux avec la Chine sont devenus essentiels, lui offrant un levier de protection face aux offensives économiques des États-Unis – à l'image des droits de douane de 50 % annoncés par l'administration Trump à compter du 1<sup>er</sup> août 2025. Le marché chinois est en effet en mesure d'absorber une grande partie du déficit potentiel d'exportations brésiliennes – notamment dans l'acier, l'aluminium, les viandes, les agrumes et, moins à court terme, en matière d'équipements aéronautiques. Parallèlement, les produits manufacturés chinois peuvent se substituer à ceux que le Brésil importerait en moindre quantité – ou à un coût plus élevé – des États-Unis.

Cependant, cette dépendance croissante à l'égard de la Chine freine la compétitivité des entreprises brésiliennes dans de nombreux secteurs. Elle réduit leur part d'activité dans l'économie nationale (construction, industrie, acier, textile, commerce et équipements électroniques, services, etc.)<sup>1</sup> et affaiblit, par ricochet, leur capacité d'influence à l'échelle régionale.

---

1. Régulièrement, comme en 2025, le Brésil diligente des enquêtes antidumping sur des exportations chinoises (notamment dans le secteur de l'acier).

## L'AMÉRIQUE LATINE, UNE RÉGION PRIORITAIRE POUR LA CHINE

*Zou chuqu* est une expression officielle utilisée par le gouvernement chinois. Elle décrit l'invitation faite aux entreprises du pays – notamment celles portées vers les marchés internationaux auxquels le gouvernement est directement associé – pour qu'elles se déploient et investissent activement en Afrique, au Proche-Orient et en Amérique latine. Ce slogan pourrait se traduire par « aller au-dehors » ou « sortir au loin ». Il revêt des dimensions multiples – géoéconomiques, géopolitiques et géoculturelles. Pour les autorités chinoises, la Chine et les pays d'Amérique latine partagent le même statut dans le système international. Ils « ont un niveau de développement similaire et sont confrontés à la tâche commune de devoir achever ce développement »<sup>1</sup>. Cette vision constitue le fondement des relations que la Chine souhaite développer avec ses partenaires latino-américains.

Tout comme l'Afrique et le Proche-Orient, l'Amérique latine est pour le gouvernement chinois une région dans laquelle doivent s'appliquer les « cinq principes » de l'informel « consensus de Pékin ». Ceux-ci ont été élaborés en 1964 par le Premier ministre Zhou Enlai lors de sa visite en Asie et en Afrique, tandis que la Chine faisait face à la domination des États-Unis et de l'Union soviétique dans l'ordre international. Ils forment le corps de doctrine du pays en matière de relations internationales : respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté absolue des États, non-agression, non-ingérence dans les affaires intérieures, égalité et recherche d'avantages mutuels, coexistence pacifique.

Trois documents, élaborés entre 2004 et 2008 par le ministère des Affaires étrangères chinois, puis actualisés en 2016<sup>2</sup>, les adaptent

---

1. « Policy Paper on Latin America and the Caribbean » : document d'orientation du ministère des Affaires étrangères chinois (2008), cité dans de Julia C. Strauss, « Framing and Claiming : Contemporary Globalization and "Going Out" in China's Rhetoric towards Latin America », *The China Quarterly* 209 (2012) : 134-56 ; et Julia C. Strauss et Ariel C. Armony (dir.), « From the Great Wall to the New World. China and Latin America in the 21st Century », *The China Quarterly*, Special Issues New Series, n° 11 (2012).

2. En 2016, le ministère a produit un nouveau « Livre blanc » sur l'Amérique latine.

au cas latino-américain<sup>1</sup>. Ils sont prolongés en 2014, un an avant la création du Forum Chine-Celac, par la stratégie « 1+3+6 » élaborée par Xi Jinping, qui a réalisé cinq visites d'État en Amérique latine depuis son arrivée au pouvoir en 2013. Elle visait à définir un cadre pérenne et permanent entre les deux acteurs : « 1 » pour Plan de coopération Chine/AL-Caraïbe 2015-2019 ; « 3 » pour en indiquer les trois moteurs (commerce, investissements, coopération financière) ; « 6 » pour en identifier les secteurs d'application (énergie et ressources naturelles, construction d'infrastructures, agriculture, industrie, innovation scientifique et technologique, technologie de l'information).

En partant du constat que le pays partage avec l'Amérique latine un « niveau de développement similaire », Pékin indique que « la Chine, l'Amérique latine et la Caraïbe ont une demande commune d'échanges dans le domaine technologique, des investissements, des ressources et des matières premières. Elles peuvent se compléter les unes les autres dans l'optique de construire une relation mutuellement bénéfique et obtenir des résultats gagnant-gagnant ».

Depuis les années 2020, les relations entre la Chine et l'Amérique latine s'inscrivent dans le nouveau cadre de la politique de coopération internationale développé par Pékin et présenté à la suite de la pandémie de Covid-19. Trois initiatives la structurent : l'Initiative pour le développement global (Global Development Initiative, GDI) formulée en 2021, suivie par l'Initiative de sécurité globale (Global Security Initiative, GSI) en 2022 et l'Initiative pour la civilisation globale (Global Civilization Initiative, GCI) en 2023.

Selon Pékin, ces trois orientations doivent contribuer, par la preuve, à la construction d'une « meilleure gouvernance globale » et à la refondation du multilatéralisme au service de l'avènement d'un nouveau monde multipolaire. Elles s'inscrivent dans une

---

1. Ces trois documents s'intitulent « Foreign Minister Li Zhaoxing Comments on the Fruitful Results Of President Hu Jintao's Trip to Latin America » (26 novembre 2004), « Vice-Minister Zhou Wenzhong talks about Vice-President Zeng Qinghong's visit to five Latin American and Caribbean countries » (5 février 2006), « Policy Paper on Latin America and the Caribbean » (5 novembre 2008). Cités dans Julia C. Strauss, *op. cit.*

conception des relations internationales portée par Xi Jinping selon laquelle la Chine entend participer activement à l'édification d'« une communauté de destin pour l'humanité ». La puissance asiatique considère les pays latino-américains comme ses partenaires et ses alliés dans ce contexte, notamment pour défendre le système des Nations unies et le droit international contre l'unilatéralisme et l'hégémonie des pays occidentaux, ainsi que le libre-échange et la liberté du commerce international. Pékin soutient le Brésil et son exigence d'un siège de membre permanent au Conseil de sécurité. Depuis le Forum de Pékin, elle se fait l'écho de la proposition des pays latino-américains de nommer une femme de la région au poste de secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU).

Le GDI promeut le développement durable et humain, ainsi que l'innovation partagée. Cette initiative se présente comme la contribution de la Chine à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies. C'est dans le cadre de ce programme qu'ont été fléchés, lors du Forum de Pékin de mai 2025, les 9,2 milliards de nouveaux crédits pour la région. Ils doivent renforcer la coopération en matière d'infrastructures, d'agriculture, d'énergie, mais aussi le développement de la 5G, des télécommunications et de l'intelligence artificielle dans la région. Le GSI s'engage pour la sécurité collective et la coopération dans le règlement des différends en lieu et place de la confrontation. Dans le cas latino-américain, il s'agit du soutien nouveau – ou renforcé – de la Chine dans divers domaines : cybercriminalité, lutte contre le blanchiment d'argent, la criminalité organisée, le narcotrafic, l'activité minière illégale. Le GCI, lui, promeut la diversité culturelle, le dialogue entre les civilisations. Pour l'Amérique latine, il s'agit de renforcer les échanges culturels et artistiques, ainsi que la coopération en matière de protection des patrimoines archéologiques et historiques. Lors du Forum, le président Xi Jinping a formulé d'autres axes complémentaires pour le développement de la coopération sino-latino-américaine : renforcement des échanges universitaires (bourses, étudiants, enseignants),

en matière de productions culturelles (cinéma, séries, etc.), du tourisme chinois en Amérique latine<sup>1</sup>.

Commerce et infrastructures, ressources naturelles, alliances multilatérales – nouées, au-delà des relations bilatérales et birégionales, au sein des BRICS<sup>2</sup>, du G20 ou du G77 des Nations unies –, la Chine trouve en Amérique latine des partenaires et des alliés. La région est également déterminante pour elle sur un dossier stratégique : Taiwan. En effet, sept des douze États au monde qui reconnaissent la République de Chine se trouvent dans la région. Il s'agit notamment des pays proches des États-Unis dans la Caraïbe et en Amérique centrale<sup>3</sup>. Mais depuis la fin des années 2010, plusieurs pays latino-américains ont rompu leurs relations avec Taipei au profit de Pékin : la République dominicaine (2017), le Panama (2017), El Salvador (2018), le Nicaragua (2021) et le Honduras (2023).

## L'AMÉRIQUE LATINE ENTRE PÉKIN ET WASHINGTON

La montée en puissance irrésistible de la Chine en Amérique latine est devenue une préoccupation majeure et croissante pour les États-Unis. Désignée successivement comme un « défi hégémonique » sous Barack Obama dans les années 2010, une « menace pour [leur] sécurité nationale » en 2019 sous Donald Trump, un « rival stratégique » sous Joe Biden, puis une « menace existentielle » depuis le retour au pouvoir de Donald Trump, la Chine est dans la ligne de mire. Depuis la nouvelle investiture du président républicain, les tensions s'exacerbent<sup>4</sup>. L'administration américaine

---

1. L'Argentine présidée par Javier Milei (extrême-droite) n'a pas approuvé la déclaration finale du Forum, ni son Plan d'action 2025-2027. Lire Gouvernement de Colombie, « Declaración de Beijing de la Cuarta Reunión Ministerial del Foro China-Celac », 13 mai 2025 ; et Plan de acción conjunto Celac – China para la cooperación en áreas clave (2025-2027)

2. Sur ce sujet, lire Christophe Ventura, « BRICS+ : vers un monde plus multipolaire ? », note réalisée par l'IRIS pour l'AFD (décembre 2023).

3. Belize, le Guatemala, Haïti, le Paraguay, Saint-Christophe-et-Niévès, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines.

4. Sur ce sujet, lire Christophe Ventura, « Donald Trump et l'Amérique latine : une diplomatie du rapport de force », note réalisée par l'IRIS pour le compte de l'AFD (janvier 2025), et disponible dans cet ouvrage.

multiplie les actions concrètes : au Panama, elle a obtenu le retrait du pays des nouvelles routes de la soie, la reprise de la gestion des activités portuaires du canal par le fonds d'investissement américain BlackRock, en lieu et place du groupe hongkongais CK Hutchison, ainsi que le stationnement de troupes américaines autour du canal<sup>1</sup>.

Au Mexique, elle agite la menace de sanctions douanières, accusant le pays d'importer trop de produits chinois réexportés ensuite vers les États-Unis *via* les chaînes de valeur nord-américaines, dans le cadre de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM). À cela s'ajoutent des réprimandes publiques adressées au gouvernement péruvien concernant le port stratégique de Chancay, ou encore un renforcement sécuritaire en Argentine, notamment en Patagonie, pour faire face à la présence satellitaire de la Chine avec sa base construite dans la province de Neuquén, opérationnelle depuis 2018<sup>2</sup>.

La puissance asiatique est désormais perçue comme la principale menace stratégique – géopolitique et économique – des États-Unis en Amérique latine. Washington s'inquiète particulièrement de ses investissements dans les infrastructures critiques de la région, à l'image du port de Chancay ou des projets intégrés aux nouvelles routes de la soie. Selon le gouvernement américain, Pékin chercherait à s'implanter de manière sécuritaire et militaire dans ce qu'il qualifie d'« hémisphère continental », c'est-à-dire l'ensemble du continent américain dans le langage de la Maison-Blanche. Aux yeux de Washington, la Chine est désormais en position de contrôler plusieurs États de la région à travers l'appropriation de leurs ressources, la prise de contrôle de leurs infrastructures stratégiques et l'exercice

---

1. Depuis avril 2025, Washington a obtenu un accord du Panama autorisant le retour de troupes américaines autour du canal pour y réaliser des exercices conjoints de défense de l'infrastructure avec les forces de sécurité panaméennes.

2. Depuis 2024, les autorités argentines et américaines ont annoncé la création à Ushuaïa d'une « base navale intégrée » conjointe. Cette dernière doit se convertir en « porte d'entrée de l'Antarctique » (Javier Milei) pour y contrer, notamment, les ambitions chinoises sur le continent blanc et l'océan austral. Parallèlement, le gouvernement de Buenos Aires a annoncé une mission d'inspection de la base chinoise de Neuquén pour vérifier qu'elle ne fasse pas l'objet d'une utilisation à double usage (civil et militaire).

d'un pouvoir d'influence *via* l'endettement et les leviers financiers. La coopération scientifique et technologique croissante – en particulier dans les domaines des télécommunications, d'Internet et du spatial – est également perçue comme un vecteur de pénétration à « double usage ». Ces partenariats permettraient à Pékin, selon les autorités américaines, d'espionner les États-Unis et de manipuler certains de leurs alliés dans la région contre leurs intérêts stratégiques, qu'il s'agisse de commerce, de sécurité nationale ou d'influence économique.

Face à la domination économique exercée par son rival dans de nombreux pays du sous-continent, Washington expose désormais son avantage sécuritaire et militaire. Il peut en effet compter sur son Commandement militaire du sud (US Southern Command)<sup>1</sup> et sur la IV<sup>e</sup> flotte de la US Navy pour maintenir les « avantages [des États-Unis] dans l'hémisphère occidental », qui est devenu « un espace critique dans la compétition mondiale – et pour les défis mondiaux – posés par la République populaire de Chine et la Russie »<sup>2</sup>. Washington s'assure également une position stratégique dans la région grâce à ses bases militaires officielles en Amérique centrale (Honduras) et dans la Caraïbe (Cuba), ainsi qu'à ses forces antidrogues de la Drug Enforcement Administration (DEA) présentes dans de nombreux pays : Mexique, Amérique centrale, Caraïbe, Amérique du Sud (Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Guyana, Paraguay, Pérou, Uruguay).

C'est désormais au nom de la coopération antidrogue, de la lutte contre la criminalité organisée – qui inclut la surveillance des infrastructures comme les ports, les routes, etc. –, la cybercriminalité, l'immigration clandestine ou la pêche illégale que Washington entend endiguer les ambitions de la présence chinoise et justifie, par le maillage de nombreux accords bilatéraux de coopérations signés avec des États de la région, celle de troupes et de conseillers mili-

---

1. Ce commandement militaire est chargé de veiller sur les intérêts des États-Unis dans la partie sud – l'Amérique latine – de « l'hémisphère occidental ».

2. « Posture Statement of Admiral Craig S. Fuller Before the 116th Congress », US Southern Command, 30 janvier 2020.

taires dans plusieurs territoires et pays (Aruba, Colombie, Curaçao, Équateur, Mexique, Pérou).

Pour renforcer ses arguments, l'administration américaine peut rappeler que depuis 2015, la deuxième puissance mondiale a équipé (avions, hélicoptères, transports, radars, armes) les forces militaires de l'Argentine (coopération stoppée), de la Bolivie, du Brésil, du Chili, de l'Équateur, du Nicaragua, du Pérou et du Venezuela – de loin son principal client.

L'administration américaine considère que la Chine, à travers l'ensemble de ces mécanismes, renforce son modèle économique, politique et de développement dirigé par le parti-État communiste, hostile aux droits humains et à la démocratie.

.

L'Amérique latine constitue pour la Chine une région prioritaire en matière de partenariat stratégique intégral et durable. Et ce, pour deux raisons principales. D'une part, la région est un réservoir de ressources naturelles et de matières premières nécessaires au maintien et à l'adaptation de son modèle de développement. D'autre part, l'Amérique latine détient de nombreuses clés pour répondre à plusieurs défis mondiaux (biodiversité, environnement, énergie, sécurité alimentaire). Sur l'ensemble de ces enjeux, la Chine cherche à s'affirmer comme puissance multilatérale et *leader* du « Sud global ». Ce positionnement poursuit un objectif connexe : remettre en cause l'hégémonie des pays occidentaux – et particulièrement celle des États-Unis – dans l'ordre international, en œuvrant à sa recomposition selon des orientations plus favorables à ses intérêts et ses ambitions de puissance globale.

Sur tous ces terrains, Pékin considère les pays latino-américains comme des partenaires et des alliés, tout comme sur celui de sa politique vis-à-vis de Taïwan. C'est dans ce cadre général que s'inscrit la montée en puissance engagée depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle par la Chine dans cette région historiquement placée sous l'influence des États-Unis. Pour ces derniers, cette présence est perçue, depuis une dizaine d'années, comme une menace stratégique. Et, depuis

le premier mandat de Donald Trump (2017-2021), comme un enjeu relevant de leur « sécurité nationale ».

Le second mandat du président républicain marque une nouvelle étape. Washington fait désormais de l'endiguement de la Chine en Amérique latine l'une de ses priorités diplomatiques. Dans cette perspective, l'administration américaine relance progressivement sa présence sécuritaire dans la région sous divers prétextes, pousse les gouvernements latino-américains à prendre parti et sanctionne – ou menace de sanctionner – ceux jugés trop proches de son adversaire. Pour cela, elle peut compter avec de nouveaux alliés, à l'image de Javier Milei en Argentine ou des forces d'extrême droite au Brésil, qui critiquent la Chine, son modèle politique et son influence dans la région.

Pourtant, rien ne permet d'affirmer qu'une puissance parviendra à supplanter l'autre dans les années à venir. La Chine continuera de renforcer sa présence économique, financière et géostratégique, tandis que les États-Unis devront composer avec un déclin relatif, notamment sur le plan économique, sans pour autant disparaître du jeu.

Dans ce contexte de recompositions globales et d'intensification de la rivalité sino-américaine, les pays d'Amérique latine devront plus que jamais moderniser et diversifier leurs structures productives, élargir leurs partenariats économiques, stratégiques et multilatéraux à d'autres acteurs mondiaux – comme l'Union européenne ou l'Inde –, et relancer les dynamiques d'intégration régionale afin d'éviter de tomber dans de nouvelles formes de dépendance – qu'elles soient envers les États-Unis ou envers la Chine.

**3.**  
**QUEL MODÈLE  
DE DÉVELOPPEMENT DURABLE  
POUR L'AMÉRIQUE LATINE  
ET LES CARAÏBES?**

**Jeannette Sánchez**

L'Amérique latine possède d'immenses ressources naturelles et une biodiversité exceptionnelle, mais son modèle extractiviste hérité des relations centre-périphérie entretient dépendance, inégalités et pressions environnementales. La région doit engager une transition socio-écologique fondée sur la diversification productive, la gestion durable des écosystèmes, l'énergie propre, l'économie circulaire, l'écotourisme et la bioéconomie afin d'améliorer le bien-être tout en réduisant son empreinte écologique.

L'Amérique latine dispose d'un patrimoine naturel considérable, riche de ressources abondantes, renouvelables et non renouvelables, d'une grande diversité biologique et d'écosystèmes uniques. La région abrite également d'importants biens publics mondiaux qui contribuent à la protection de l'environnement. Parmi eux, le bassin amazonien – « poumon du monde » –, essentiel à la régulation climatique, à la capture du carbone et à la préservation d'une biodiversité exceptionnelle, ou le système océanique du Pacifique sud-caribéen, doté d'une forte capacité d'absorption du carbone et d'une riche biodiversité marine. À cela s'ajoutent ses vastes réserves d'hydrocarbures et de minerais, dont plusieurs sont aujourd'hui considérés comme « critiques » pour engager, au niveau mondial, une transition énergétique durable.

Cependant, le modèle de développement latino-américain, largement inspiré de celui des pays industrialisés, a engendré des structures de production et de consommation fortement dommageables pour l'environnement et profondément inégalitaires sur le plan social, provoquant, dans certains pays, des symptômes de « maladie hollandaise »<sup>1</sup>.

De plus, la spécialisation historique des pays de la région, héritée de la colonisation espagnole, et leur intégration dans le marché mondial se sont principalement fondées sur l'exportation de matières premières et de ressources naturelles – particulièrement les minerais critiques, désormais nécessaires à la transition énergétique. Peu de pays ont réussi à diversifier leur économie ou à réduire leur dépendance croissante aux importations manufacturières. Cette situation a créé un déséquilibre commercial chronique, la « contrainte extérieure »<sup>2</sup>.

---

1. La « maladie hollandaise » désigne, en économie, l'afflux massif de devises résultant de la hausse des exportations de ressources naturelles. Cet afflux entraîne une appréciation de la monnaie nationale, rendant le pays moins compétitif pour d'autres types d'exportations ainsi que pour la production locale, les importations devenant moins coûteuses en raison de l'effet de change. Le résultat final est donc un affaiblissement du tissu productif et une dépendance accrue à l'égard des exportations de ressources naturelles.

2. La contrainte extérieure renvoie à la perte d'autonomie des politiques économiques liée à la nécessité d'équilibrer ses comptes extérieurs.

En raison de cette spécialisation économique et des modes de production, d'urbanisation, de transport et de consommation de chaque pays, la région est confrontée à de graves problèmes environnementaux : pression accrue sur les sols et la biodiversité, augmentation des déchets et des émissions, affaiblissement de la résilience des écosystèmes.

L'Amérique latine doit engager la transformation de son modèle de développement pour le rendre durable et inclusif dans toutes ses dimensions : sociale, environnementale et économique. Ce n'est qu'à cette condition que la région pourra définir le rôle qu'elle entend jouer dans la transition écologique et sociale mondiale, en valorisant ses biens publics, ses services environnementaux et ses ressources naturelles. Cela suppose de s'inscrire dans une stratégie de développement axée sur le bien-être des populations latino-américaines et caribéennes et la réduction de son empreinte écologique.

Cette contribution dresse un état des lieux des potentialités et des défis du sous-continent en matière de ressources naturelles. Elle examine ensuite le modèle de développement latino-américain au prisme des relations « centre-périphérie » qui lui ont été imposées. Enfin, elle identifie les leviers permettant de promouvoir un développement plus durable, capable de surmonter ses problèmes structurels environnementaux, mais aussi économiques et sociaux.

Comment l'Amérique latine peut-elle jouer un rôle plus central en faveur d'une transition de l'économie mondiale ? Comment son patrimoine naturel ainsi que ses biens et services environnementaux peuvent-ils contribuer à un changement général et durable d'orientation économique et sociale ? En pérennisant ces transformations, la région contribuera à relever le défi climatique, qui est le produit de responsabilités communes mais différenciées entre les pays dits du Nord et ceux du « Sud global ».

## POTENTIALITÉS ET DÉFIS ENVIRONNEMENTAUX

Selon le *Panorama des ressources naturelles d'Amérique latine et des Caraïbes* publié par la Cepalc en 2024<sup>1</sup>, la région détient, à l'échelle mondiale, 11,8 % de l'offre totale d'énergie primaire renouvelable, près d'un cinquième des réserves de pétrole et 4 % des réserves de gaz naturel. En matière de ressources minières, elle occupe une position stratégique, détenant près de la moitié (47 %) des réserves mondiales de lithium, environ un tiers des réserves de cuivre, de molybdène et d'argent, près d'un cinquième des réserves de graphite, d'étain et de fer, ainsi que 16,7 % des réserves de terres rares, entre autres minerais. Par ailleurs, 15 % des terres agricoles mondiales se trouvent en Amérique latine et dans les Caraïbes, qui abritent également environ un tiers des forêts primaires, des ressources en eau douce et des zones de pêche de la planète.

La région héberge également une biodiversité exceptionnelle : six des dix-sept pays les plus « mégadivers » au monde s'y trouvent. Elle concentre un quart des écorégions terrestres et près d'un cinquième (18 %) des écorégions marines mondiales.

Parmi ses écosystèmes d'importance mondiale figurent l'Amazonie, régulateur majeur du climat et du cycle de l'eau, le système océanique des Caraïbes et du Pacifique Sud, la cordillère des Andes et les glaciers tropicaux les plus importants du monde, ainsi que la biodiversité mésoaméricaine et ses forêts tropicales. Enfin, ses ressources énergétiques et minières ont fortement contribué au bilan énergétique mondial en fournissant les matières premières nécessaires aux nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Cependant, ce patrimoine n'a pas toujours été géré de manière durable, tant en raison des modèles de développement et des modes de consommation adoptés que de la dépendance des pays latino-

---

1. Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, *Panorama de los Recursos Naturales en América Latina y el Caribe*, 2023 (Santiago du Chili : 2024).

américains à l'égard de leurs exportations de matières premières et de l'exploitation peu soutenable des ressources naturelles. Durant le « boom » des *commodities*, entre 2004 et 2014, la région s'est davantage « reprimarisée », la part de la biomasse et des minerais étant en croissance par rapport à celle des hydrocarbures. Depuis 2017, la région est même devenue déficitaire en combustibles fossiles, tout en maintenant un excédent net pour l'exportation de biomasse et de minerais.

Cet excédent de la balance commerciale des ressources naturelles permet de financer les importations de biens manufacturés de faible et haute technologie, y compris ceux issus de ressources naturelles. Cette dynamique révèle l'un des défis structurels majeurs de la région : une double dépendance aux exportations de ressources naturelles et aux importations de biens manufacturés qui empêche, *in fine*, le renforcement et la diversification de son tissu économique, expose les économies de la région à la volatilité du marché mondial des *commodities* et crée une contrainte extérieure qui pèse sur la trajectoire de croissance et de développement.

Pourtant, la contribution des activités agricoles et extractives à la valeur ajoutée demeure faible. En 2021, elles représentaient 9,6 % du total, contre 14,3 % pour les produits manufacturés et 17,6 % pour le commerce, l'hôtellerie et la restauration. L'emploi se concentrait dans l'industrie et le commerce (37 % pour chacun), l'agriculture en couvrait une partie significative (14,6 %), tandis que les activités extractives en fournissaient une partie marginale (0,6 %).

Dans ce contexte, pour des pays comme le Venezuela, le Mexique, le Brésil, la Colombie, l'Équateur, Trinité-et-Tobago et l'Argentine, les exportations de pétrole et de gaz sont essentielles. Pour le Chili, le Pérou, le Mexique, le Brésil, la Bolivie, l'Argentine, le Guyana et le Suriname, les exportations minières revêtent une importance particulière. La dépendance des ressources fiscales des États à ces revenus varie toutefois selon le pays et la ressource concernée, allant de 40 à 60 % au Venezuela, contre 8 à 15 % au Chili.

Si ces ressources ont contribué à réduire la pauvreté et les inégalités durant le dernier « boom » des *commodities*, ces avancées n'ont pas été pérennisées. La pauvreté et les inégalités demeurent parmi les plus élevées au monde : plus d'une personne sur quatre vivait dans la pauvreté en 2023. La région affiche l'un des niveaux d'inégalité les plus marqués à l'échelle mondiale, le 1 % des plus riches y concentre près d'un cinquième du revenu et environ un tiers de la richesse totale.

Sur le plan économique, le « boom » des *commodities* a stimulé la croissance du produit intérieur brut (PIB) par habitant dans les années 2000, avant qu'elle se tasse et devienne atone, du fait des effets combinés de la crise financière de 2007-2008 et de la pandémie de Covid-19. La situation fiscale s'est dégradée en raison de l'augmentation des dépenses publiques et du recours massif à l'endettement. Martín Abeles et Esteban Pérez Caldentey constatent que le secteur public a constitué le principal moteur de l'économie jusqu'en 2015, date à laquelle les politiques de consolidation budgétaires ont été appliquées à l'exception de la période pandémique<sup>1</sup>. Le commerce extérieur, après une phase d'expansion enregistrée sur la même période, a cessé de contribuer significativement à la croissance. Ce déclin s'explique par la faible élasticité-revenu des exportations – bien que le revenu mondial augmente, les exportations de la région ne suivent pas le même rythme à cause d'une faible diversification productive. L'investissement privé, pour sa part, s'est révélé procyclique et connaît un ralentissement tendanciel sur le long terme.

La Cepalc alerte contre le risque d'une nouvelle « décennie perdue » et souligne la nécessité de promouvoir de nouvelles politiques de développement productif pour sortir de l'enfermement dans un régime de faible croissance<sup>2</sup>. Cela implique de mobiliser les secteurs qui exercent un effet multiplicateur sur l'économie et l'emploi.

---

1. Martín Abeles et Esteban Pérez Caldentey, « Una macroeconomía para el desarrollo. Esbozo de un modelo de crecimiento, inversión y distribución del ingreso », *El Trimestre Económico* 89, n° 353 (janvier-mars 2022) : 111-49.

2. Voir Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, *Panorama de las Políticas de Desarrollo Productivo en América Latina y el Caribe 2025* (Santiago du Chili : 2025) ; et José-Manuel Salazar-Xinarachs, « ¿Cómo puede América Latina y el Caribe evitar una tercera década perdida? » *El País*, 9 octobre 2025.

Selon le *Global Resources Outlook 2024*, publié par Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE)<sup>1</sup>, l'utilisation des matières premières dans le monde a triplé au cours des cinquante dernières années et continue d'augmenter à un rythme annuel de 2,3 %, notamment, depuis les années 2000, dans le secteur des minerais. L'intensification de cette consommation serait la principale cause de la triple crise environnementale : réchauffement climatique, impacts sanitaires liés aux particules en suspension et perte de la biodiversité. Les responsabilités sont toutefois inégales : les pays riches consomment six fois plus de ressources et sont à l'origine de dix fois plus d'effets sur le climat par habitant que les pays à faible revenu.

L'Amérique latine figure parmi les régions les moins émettrices de carbone, avec seulement 10 % des émissions globales, contre 12 % pour l'Amérique du Nord et 27 % pour l'Asie de l'Est. La région exige, au sein des instances internationales, la reconnaissance du principe de responsabilité commune mais différenciée : tous les pays doivent coopérer face au changement climatique mais tous n'y ont pas contribué de la même manière ni ne disposent des mêmes capacités technologiques et économiques pour y faire face. Ainsi, chaque pays – en développement mais surtout développé – doit contribuer à l'effort commun selon l'application de ce principe pour adopter des mesures correctrices et engager une transition socio-écologique.

Par ailleurs, une partie importante des matières premières consommées par les pays riches provient d'Amérique latine, de sorte que l'empreinte environnementale de leur croissance économique se répercute directement sur celle de la région. Des sources évoquent l'existence d'un « échange écologique inégal » et d'une « dette écologique » des pays développés envers la région latino-américaine et caribéenne<sup>2</sup>. Cette situation a des conséquences importantes sur les

---

1. Programme des Nations unies pour l'environnement, *Global Resources Outlook 2024: Bend the Trend – Pathways to a Livable Planet as Resource Use Spikes* (Nairobi : 2024).

2. Voir Joan-Martínez Alier, « Une perspective historique sur la dette écologique », *Multitudes* 99, n° 2 (2025) : 81-82 ; Joan-Martínez Alier et Alf Hornborg, « Ecologically unequal exchange and ecological debt », *Journal of Political Ecology* 23, n° 1 (2016) : 328-333 ; et Jeannette Sánchez, Mauricio León et Gabriel Porcile, « Hacia un Neoestructuralismo Ecológico », dans Jeannette Sánchez et Mauricio León (dir.), *Recursos naturales y desarrollo sostenible: propuestas teóricas en el contexto de América Latina y el Caribe* (Santiago du Chili : Cepalc, 2024).

sociétés du sous-continent puisqu'un quart des conflits socio-environnementaux recensés dans le monde se situent en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Au-delà des problèmes environnementaux mondiaux tels que le changement climatique, la concentration d'azote dans les sols ou la perte de biodiversité, la région affronte des défis écologiques complexes<sup>1</sup>. Bien qu'elle ne soit pas la principale contributrice au changement climatique, celui-ci affecte déjà sévèrement certaines zones, notamment les Caraïbes. Entre 2000 et 2017, neuf des quinze pays ayant enregistré la plus grande perte de forêts primaires et de biodiversité se situent dans la région, parmi lesquels le Brésil, la Colombie et la Bolivie. On y dénombre également trente-et-une zones marines soumises à l'eutrophisation et dix-neuf zones mortes dans les océans.

Les institutions chargées de la protection de l'environnement sont peu représentées, souvent récentes et sous-financées : près de la moitié (46 %) ont été créées depuis le début des années 2000 et disposent de moyens limités, ainsi que d'une faible capacité de régulation et de contrôle. La moitié des pays de la région ne possèdent pas de tribunaux judiciaires spécialisés en la matière, avec pour effet un risque élevé d'impunité face aux dégradations de l'environnement. Enfin, les investissements publics consacrés à la préservation de la biodiversité restent très faibles, représentant en moyenne à peine 0,14 % du PIB et seulement 0,4 % des dépenses du gouvernement central.

Ces problèmes environnementaux, étroitement liés au modèle de production extractiviste tourné vers l'exportation, sont aussi aggravés par les modes de consommation, de transport et par un développement urbain, qui entraînent également des difficultés sociales, telles que la pollution, la précarisation urbaine et l'exclusion sociale. Aussi est-il nécessaire de s'attaquer à leurs causes structurelles.

---

1. Voir Marcia Tambutti et Jeannette Sánchez, « Los retos ambientales y de desarrollo para Latinoamérica pos COVID-19 y qué nos dicen los datos económicos », dans Manuel Ruiz Muller et Nicole Stopfer (dir.), *Cambio Climático y Biodiversidad en América Latina: once miradas desde la política y la economía* (Lima : Konrad Adenauer Stiftung, 2022).

## UNE RÉGION AU CŒUR DES RELATIONS CENTRE-PÉRIPHÉRIE

Les changements environnementaux en cours en Amérique latine et dans les Caraïbes résultent de trois facteurs structurels qui déterminent la consommation nette de ressources naturelles et les modes de production et de consommation. Ces derniers sont également la cause de l'exploitation souvent excessive des services environnementaux<sup>1</sup>.

Le premier facteur résulte de la relation historique « centre-périphérie » instaurée depuis la période de colonisation. Cette dernière explique la spécialisation des pays latino-américains dans l'exploitation et l'exportation de leurs ressources naturelles au bénéfice des pays dits développés – qu'il s'agisse de biomasse, de produits alimentaires, ou d'hydrocarbures et de minerais, selon les cas.

Le deuxième s'explique par le modèle de développement adopté par les pays de la région, qui ont reproduit les modes de production, de consommation, d'urbanisation, d'échange et de transport des pays industrialisés, sans disposer pour autant des mêmes capacités d'innovation, technologiques ou de planification. Ce modèle a donné lieu à un développement principalement extractiviste, fortement consommateur de ressources, polluant et hétérogène, marqué par d'importants écarts de productivité, à l'origine d'inégalités persistantes<sup>2</sup>.

Enfin, le troisième facteur est externe : il s'agit de la forte demande mondiale des pays développés en ressources naturelles, les plus gros consommateurs et pollueurs de la planète, dont les actions ont des conséquences environnementales sur les pays à plus faibles revenus.

---

1. Voir José Luis Samaniego, Jeannette Sánchez et José Eduardo Alatorre, « Medio ambiente y desarrollo en un contexto centro-periferia », *El Trimestre Económico* 89, n° 353 (janvier-mars 2022) : 229-56.

2. Alicia Bárcena et Mario Cimoli, « Repensar el desarrollo a partir de la igualdad », *El Trimestre Económico* 89, n° 353 (janvier-mars 2022) : 19-37.

La région est confrontée au phénomène des « cases vides », concept qui désigne une croissance économique très inégalitaire et peu inclusive, laissant près d'un quart de la population dans la pauvreté. À cela s'ajoute un mode de développement non durable, marqué par une empreinte écologique en croissance exponentielle. Le modèle actuel atteint ses limites, celles imposées par la nature et sa capacité de régénération, par la raréfaction des réserves et par la dégradation du patrimoine naturel et des services écosystémiques vitaux. La saturation des capacités d'absorption des déchets – dont beaucoup ne sont pas assimilables à court terme – et des émissions affectant la qualité de l'air, de l'eau et des sols a également participé à réduire la résilience des écosystèmes. Ces limites ne sont pas uniquement naturelles, mais aussi sociales et politiques. Les communautés affectées par ces problèmes contestent de plus en plus ce modèle de développement et en freinent la poursuite<sup>1</sup>.

## UNE FEUILLE DE ROUTE POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE ET RÉSILIENT

Dans son panorama mondial des ressources naturelles de 2024, le PNUE souligne qu'il est possible de relancer l'économie et d'améliorer le bien-être tout en réduisant l'utilisation des ressources naturelles et les émissions de gaz à effet de serre, et ce, sur un horizon d'une quinzaine d'années. Cela nécessite de diminuer la consommation de matières premières et la pollution dans les pays à revenu moyen et élevé<sup>2</sup>, notamment grâce à la mise en place d'actions et de politiques audacieuses, axées sur l'efficacité de l'utilisation des ressources – climat, énergie, alimentation, sols. Ces actions coordonnées sont susceptibles de générer des résultats bien plus probants qu'une action isolée des États.

La transition vers des activités socialement et écologiquement plus responsables exige une gouvernance à plusieurs niveaux, des

---

1. Lire l'article de Maristella Svampa dans cet ouvrage.

2. Programme des Nations unies pour l'environnement, *op. cit.*

accords institutionnels adaptés et une sensibilisation de la population aux enjeux du développement durable. Le défi central consiste à mesurer le coût réel de l'exploitation des ressources, en intégrant la dimension environnementale dans la structure économique. Cela implique de financer l'usage durable des ressources, de créer des incitations économiques pour contrer l'effet rebond, de réorienter des subventions et de promouvoir des accords commerciaux conditionnés à l'exploitation durable des ressources.

Les modèles de consommation prédateurs doivent évoluer vers plus d'autosuffisance et d'équité à l'échelle mondiale. Il s'agit également de lutter contre les gaspillages et d'accroître le réemploi et le recyclage.

En Amérique latine, cette orientation passe par une « relance transformatrice » impliquant de répondre à trois défis<sup>1</sup> : réduire la pauvreté et les inégalités, surmonter la contrainte externe et stimuler une reprise économiquement et écologiquement durable. La qualité de l'action institutionnelle constitue un préalable essentiel pour s'attaquer à ces trois problèmes et engager un changement du modèle de développement. Ce dernier doit s'appuyer sur les richesses naturelles, mais pas exclusivement, et dépasser l'extractivisme en diversifiant la structure productive et en intégrant davantage de connaissance et d'innovation afin de développer des chaînes de valeur plus inclusives et durables. Les travaux de la Cepalc proposent une mobilisation des investissements dans des secteurs économiques transformateurs en combinant politiques industrielles, technologiques, environnementales et sociales.

La croissance doit s'accompagner d'un changement structurel garantissant une gestion équitable des revenus tirés des ressources. Elle doit également être inclusive, c'est-à-dire redistribuer ses bénéfices à l'ensemble de la société<sup>2</sup>, notamment par l'emploi, la fiscalité, les systèmes de protection sociale, l'éducation, la santé et le renfor-

---

1. Voir Cepalc, *op. cit.* ; Alicia Bárcena et Mario Cimoli, *op. cit.* ; José Luis Samaniego, Jeannette Sánchez et José Eduardo Alatorre, *op. cit.* ; et Jeannette Sánchez et Mauricio León (dir.), *op. cit.*

2. Martín Abeles et Esteban Pérez Caldentey, *op. cit.*

cement des capacités productives. Enfin, cette croissance ne peut se faire au détriment du patrimoine naturel et des services environnementaux essentiels qui assurent la résilience et la régénération de la nature. Dans cette perspective, plusieurs secteurs stratégiques peuvent contribuer à ce processus de transition socio-écologique.

*La transition énergétique* vers les renouvelables nécessite avant tout une modification des prix relatifs par des politiques publiques volontaires visant à réorienter les incitations économiques et les rendements des différentes sources d'énergie vers le financement d'infrastructures publiques et les énergies renouvelables. Cela implique de soutenir une transition juste pour les travailleurs engagés dans les activités extractives vers d'autres secteurs d'activité, ainsi qu'un engagement collectif pour modifier les habitudes et les modes de consommation énergétique, encouragés par des réglementations et des incitations.

*Les services publics* présentent un fort potentiel de transformation pour une gestion durable du cycle de l'eau et le développement des infrastructures d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement, encore insuffisantes dans de nombreux pays de la région. Le renforcement de ces infrastructures facilitera l'accès des populations pauvres et rurales à des services de base, mais aussi la création d'emplois. Cette approche, combinée au traitement des eaux usées et à leur réutilisation à des fins domestiques ou agricoles, aiderait à réduire les émissions de méthane.

*L'électrification des transports publics* à partir de sources d'énergies renouvelables constitue un levier stratégique de développement durable. Cette orientation suppose la valorisation de chaînes de valeur nationales et locales, avec une priorité accordée au transport collectif. La baisse significative des coûts d'acquisition et de maintenance des véhicules électriques ouvre de nouvelles perspectives de qualité et d'accessibilité aux services de transports publics pour la majorité de la population, tout en réduisant l'empreinte environnementale. Parallèlement, le renforcement des capacités industrielles dans certains pays de la région, susceptibles

de développer une production locale des véhicules électriques et de leurs pièces détachées, pourrait stimuler l'emploi et réduire le déséquilibre extérieur.

*La gestion de la biodiversité, sa conservation et son usage durable constituent un enjeu majeur pour la région*, qui abrite une biodiversité exceptionnelle encore largement sous-évaluée et fortement menacée, faute d'une vision stratégique et de planification. Le Brésil, la Colombie et la Bolivie figurent parmi les pays enregistrant la plus forte perte de biodiversité. Les politiques de protection et de gestion durable doivent s'attaquer de manière concomitante aux causes directes et indirectes de cette dégradation. À cet égard, les États ont la responsabilité de garantir le maintien de services écosystémiques sains, de renforcer la coordination de leurs politiques publiques et de promouvoir des transformations cohérentes et progressives, en collaboration avec l'ensemble des acteurs publics, privés et communautaires.

Dans ce contexte, les investissements redeviennent une priorité, notamment par l'augmentation des financements destinés au renforcement des institutions publiques dans trois dimensions: la production de l'information, l'élaboration de politiques et le contrôle-surveillance. Ces efforts doivent être accompagnés d'une coopération renforcée avec les acteurs privés pour garantir l'accès de toutes et tous à un environnement propre, sain et durable, un droit reconnu par l'Assemblée générale des Nations unies en 2022. Les États doivent, à cet effet, mettre en place des cadres réglementaires rigoureux, fixer des limites aux pratiques inappropriées et encourager l'adoption de bonnes pratiques.

La grande diversité biologique et culturelle latino-américaine permet également le développement de *l'écotourisme*. Lorsqu'il est correctement géré et dûment réglementé, ce secteur peut à la fois favoriser la conservation du patrimoine naturel et générer des revenus de manière plus équitable tout en contribuant au développement des infrastructures locales et en attirant des devises.

En 2019, le tourisme représentait 42 % des exportations totales de biens et services dans les Caraïbes et 10 % en Amérique latine<sup>1</sup>, créant 6 millions d'emplois directs et 15 millions d'emplois indirects. Si le tourisme conventionnel a causé de nombreuses externalités négatives, exerçant des pressions significatives sur l'environnement et les communautés locales, l'écotourisme et le tourisme culturel sont une opportunité majeure de préservation du patrimoine naturel et de création d'alternatives économiques pour les communautés locales. Ces secteurs présentent l'avantage d'être plus accessibles à la population et de contribuer à l'apport de devises pour des pays confrontés à d'importantes contraintes extérieures.

*Un autre secteur-clé est la bioéconomie.* Cette dernière est ancrée dans la tradition agricole de la région et s'appuie sur l'utilisation durable et productive de la biodiversité. Elle s'affirme comme une option de transformation socio-écologique, et plus particulièrement comme un levier de transition agroécologique, à condition d'être mise en place de manière durable, dans le respect des solutions fondées sur la nature, pour garantir la régénération de la biodiversité et de ses services écosystémiques. La bioéconomie peut offrir des opportunités d'emploi et de revenus, notamment aux petits producteurs, et être soutenue par la révolution numérique et les sciences biologiques, dans le respect du principe de précaution et la durabilité environnementale. Cela nécessite des politiques publiques adaptées, des incitations et des investissements publics et privés orientés à l'échelle des territoires concernés.

Un secteur à fort potentiel stratégique, tirant son développement de la grande biodiversité et des services écosystémiques de la région, est celui de *la production de biens et services liés à la santé et aux soins*. Le développement de ce secteur nécessite une coordination, à l'échelle régionale, entre les universités, les centres de recherche et de développement en sciences et technologies du secteur de la santé, les entreprises, les acteurs de l'économie

---

1. Données de la CepalC basées sur celles du World Travel & Tourism Council (WTTC), via la Banque mondiale.

sociale et les institutions publiques et privées responsables de la production de ces biens et services.

*L'économie du « care »* [soin] offre également des perspectives d'emploi et de développement dans la région. Elle vise à soutenir la vie quotidienne et l'autonomie des personnes, grâce à des mécanismes de coresponsabilité entre l'État, les entreprises et la société civile. Ces activités essentielles peuvent se développer durablement. Actuellement, les services de soins, majoritairement assurés par des femmes, ne sont pas toujours rémunérés, encore moins à leur juste valeur. Dans une région où le vieillissement démographique s'accélère, ces défis doivent être intégrés à l'agenda public, au même titre que la petite enfance. Cela implique de réviser les cadres législatifs, d'assurer un financement progressif et pérenne, de renforcer les institutions chargées des politiques de soins et de revaloriser les métiers concernés.

Toutes ces activités partagent plusieurs caractéristiques : elles peuvent être réalisées localement, elles sont moins dépendantes des intrants importés, elles présentent un potentiel d'exportation, elles créent massivement des emplois et affichent une empreinte environnementale réduite. En somme, elles contribuent à atténuer la pression sur la croissance économique tout en favorisant un développement inclusif et durable, socialement équitable et écologiquement viable. Dans une perspective plus large, cette approche permet de promouvoir un nouveau modèle de développement fondé sur une articulation renouvelée et élargie entre l'État, le marché et la société. Plusieurs directions doivent accompagner cette transition.

*L'économie circulaire*, qui, sans remplacer la nécessité de fixer des limites à l'activité économique et à la surconsommation, vise à accroître l'efficacité matérielle, hydrique et énergétique, tout en réduisant les déchets. La région a encore beaucoup à faire dans ce domaine : elle doit se doter de stratégies délibérées pour encourager une culture de la production et de la consommation durable, au moyen de cadres réglementaires tels que les lois sur la responsabilité élargie du producteur, les normes et certifications, ainsi que

des accords pragmatiques et efficaces avec le secteur privé, fondés sur la responsabilité environnementale et sociale, loin des pratiques de *greenwashing*.

*Les villes et l'habitat humain*, à diverses échelles, peuvent constituer des leviers essentiels de transformation. Les zones urbaines sont victimes des impacts de la dégradation environnementale et climatique, principalement du fait de la pollution et des émissions de gaz à effet de serre, elles-mêmes associées à la mobilité, à la construction et à la consommation d'énergie. Promouvoir un modèle de développement urbain planifié, inclusif et à faible empreinte carbone, nécessite de renforcer les capacités des gouvernements locaux et d'assurer une coordination efficace avec les autres niveaux de gouvernance, régionales et nationales. Il s'agit de dépasser la conception purement physique et spatiale de la ville pour la concevoir comme un espace et un facteur de production, capable de créer de la valeur, d'améliorer la productivité et d'attirer les investissements nécessaires à sa transformation.

Pour soutenir ces processus de transformation, il est indispensable de mettre en place des *cadres réglementaires, des politiques publiques et des normes appropriées*. Le renforcement des institutions qui pilotent et contrôlent ces politiques sectorielles est primordial, tout comme la consolidation des systèmes d'octroi de licences, la garantie de la diligence raisonnable des entreprises<sup>1</sup>, ou la prévention des passifs environnementaux. Il convient également de mettre en œuvre le principe du pollueur-payeur. Enfin, dans un contexte de forte contrainte budgétaire, il faut recourir aux taxes environnementales et redéployer les subventions, en supprimant celles qui encouragent la surexploitation des ressources et de la biodiversité ou la pollution, tout en engageant des réformes fiscales progressives favorisant la durabilité et la justice sociale.

---

1. La diligence raisonnable en matière de droits humains désigne l'obligation pour une entreprise de prendre toutes les mesures nécessaires, adéquates et efficaces pour identifier et évaluer ses impacts négatifs réels et potentiels sur les droits humains tout au long de sa chaîne de valeur ; de prévenir, atténuer ou faire cesser ces impacts ; d'en suivre l'efficacité et d'en rendre compte publiquement. Les entreprises sont également tenues de remédier aux préjudices causés.

Il est essentiel d'établir des *cadres de collaboration régionale dédiés à la gestion durable des ressources* – alimentaires, énergétiques, hydriques, mais aussi en matière de connaissances – afin de réaliser des économies d'échelle et de réduire les coûts environnementaux dans chaque pays, tout en renforçant la résilience collective face aux crises économiques et écologiques dans un monde en mutation rapide. La négociation d'accords régionaux fixant des critères fiscaux, sociaux et environnementaux communs, assortis de normes plus exigeantes favorisant davantage de synergies s'impose. La coordination régionale et le renforcement des institutions déjà existantes, comme la Communauté d'États latino-américains et caribéens (Celac), permettraient de doter la région d'une voix unifiée, d'accroître son poids politique et de défendre ses intérêts dans les débats mondiaux.

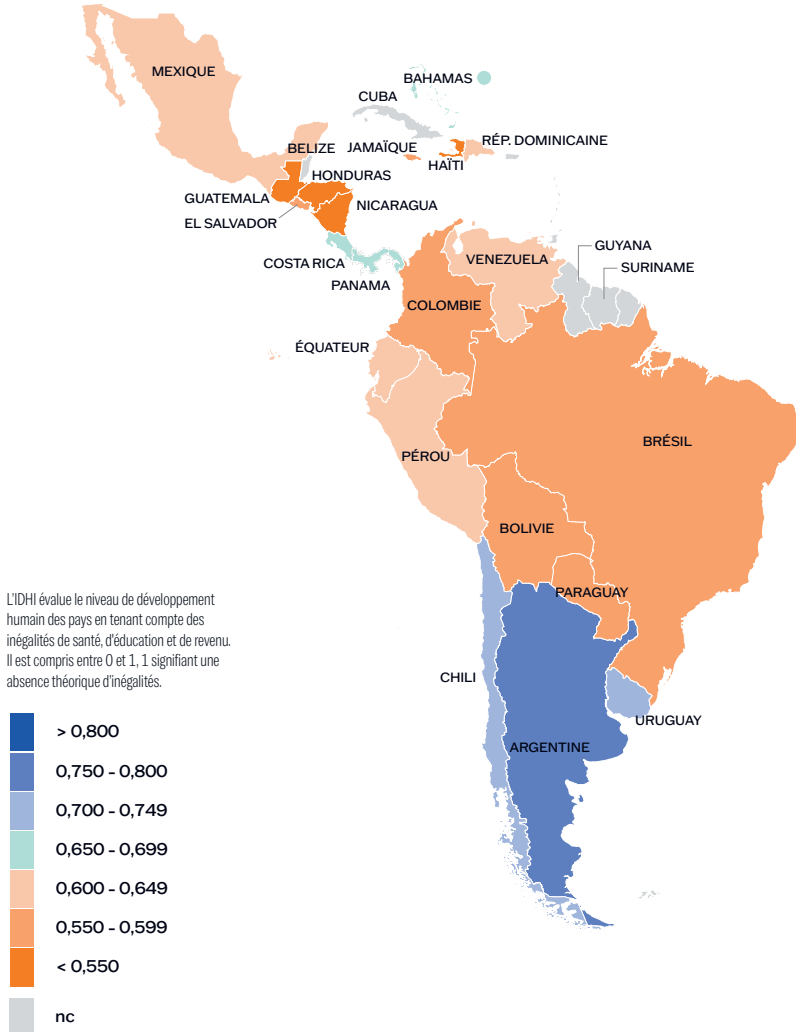
À l'échelle internationale, dans un contexte géopolitique complexe et de crise du multilatéralisme, il est fondamental d'élaborer *des stratégies de coordination et de négocier des accords internationaux favorables à une transition socio-écologique*. Dans cette perspective, le système onusien, aussi imparfait soit-il, constitue un point d'appui déterminant pour les pays faisant partie de la périphérie fragmentée. Ce cadre multilatéral leur permet de faire valoir leurs intérêts face aux puissances du « centre global » dotées d'un pouvoir structurel.

Face aux défis environnementaux mondiaux, les pays latino-américains ont deux choix : donner la priorité à l'amélioration de la croissance économique au prix d'un impact environnemental accru maintenant la région dans un échange écologique inégal avec le reste du monde ; ou bien définir les termes de leur propre transition socio-écologique et énergétique, en faveur du bien-être de leurs populations et de la préservation de la biodiversité. En somme, il leur faut décider souverainement du rôle qu'ils entendent jouer dans le concert mondial et la manière dont ils veulent paver le chemin d'un développement durable et inclusif.

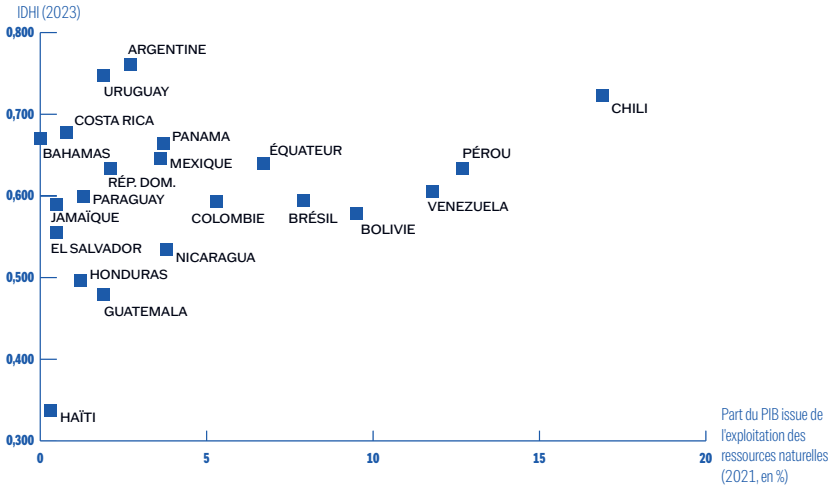
Cette dernière orientation exige une gouvernance et une gestion durables des ressources naturelles et de l'environnement, qui soient créatrices de valeur sans porter atteinte au patrimoine naturel ni aux services environnementaux essentiels. Cette nouvelle direction doit également engager un changement structurel de modèle économique, en favorisant la mutation des secteurs les plus compatibles avec ses objectifs de durabilité environnementale et de répartition équitable des richesses. C'est la seule voie qui puisse permettre à la région de faire face à ses problématiques environnementales et à l'augmentation de la demande mondiale de ressources, tout en répondant aux besoins des sociétés qui la composent.

## Extractivisme, dépendance et développement humain en Amérique latine

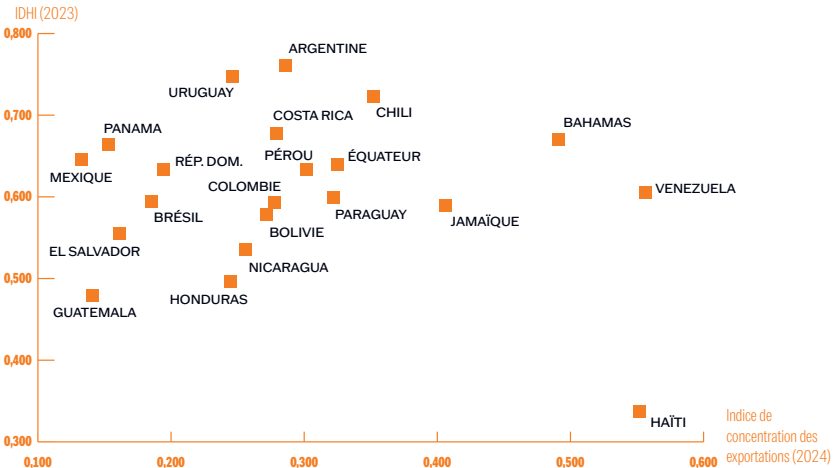
### Indice de développement humain ajusté aux inégalités (IDHI) en 2023



**Classement des États selon l'IDHI et la part du PIB issue de l'exploitation des ressources naturelles**



**Classement des États selon l'IDHI et l'indice de concentration des exportations**



Une valeur de l'indice de concentration des exportations proche de 1 indique que les exportations d'un pays sont très concentrées sur quelques produits.

# L'AMÉRIQUE LATINE EN 2020

Février 2020

**Christophe Ventura**

Les années 2010 ont constitué une «décennie noire» en Amérique latine sur le plan économique et social. Les conséquences dans cette région, à moyen et long termes, de la crise financière internationale de 2007-2008 démarrée aux États-Unis, expliquent en partie l'évolution des scénarios politiques dans la plupart des pays et la montée en puissance des courants conservateurs, religieux et de droite radicale depuis la fin des années 2010 et, surtout, depuis la période post-Covid-19. Au cœur de ces dynamiques se trouve la question de la dégradation des services et des systèmes sociaux. Cette note analyse ces phénomènes et les met en perspective pour comprendre les facteurs socioéconomiques, politiques et géopolitiques qui déterminent la période ouverte depuis lors.

L'Amérique latine aborde cette nouvelle décennie du XXI<sup>e</sup> siècle en crise. Cette dernière, durable, s'inscrit dans le prolongement des conséquences de la crise financière internationale de 2007-2008 et revêt de multiples formes combinées (économique, sociale, politique et géopolitique). Elle enferme la région dans un cycle de turbulences, d'instabilité et d'incertitudes à court et moyen termes.

Cette note d'analyse étudiera les principales dimensions et articulations de cette crise latino-américaine dans son contexte international. Elle abordera également les enjeux spécifiques de l'élection présidentielle aux États-Unis pour la région.

## ÉCONOMIE : LA « DÉCENNIE NOIRE »

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepal) est formelle. Entre 2014 et 2019, l'Amérique latine a connu sa période de plus faible croissance économique depuis quarante ans. Elle précise que parmi 33 pays étudiés, 23 auront été affectés par un ralentissement économique en 2019. Dans la même veine, nombre d'organisations économique-financières internationales – Fonds monétaire international (FMI), Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE), etc. – révisent également à la baisse, de manière régulière, les performances des économies latino-américaines.

Ces dernières, dans leur diversité, sont impactées par les conséquences à long terme de la crise financière internationale de 2007-2008 qui s'est transformée en crise du système économique mondialisé, lui-même affecté par plusieurs maux. Le commerce international est confronté depuis lors à une dynamique de ralentissement structurel matérialisé par une évolution désormais moins forte que la croissance économique du produit intérieur brut (PIB) mondial. En plus de cette tendance structurelle, la « guerre commerciale » entre les États-Unis et la Chine, les pratiques commerciales unilatérales de la première puissance mondiale avec d'autres pays

– ou ses menaces en la matière –, les multiples incertitudes géopolitiques – Moyen-Orient, Brexit en Europe, etc. –, ainsi que les difficultés macroéconomiques de plusieurs pays émergents ont pesé sur la croissance mondiale en 2019 et sur les perspectives de 2020. Cette dernière a atteint son point le plus bas depuis 2008. À ce phénomène s'ajoutent la volatilité des prix des matières premières – qui ont baissé en moyenne de 5 % en 2019 –, la baisse des investissements, la hausse importante de l'endettement public, des entreprises et des ménages<sup>1</sup>, etc.

Ces développements se combinent aux fragilités structurelles spécifiques des économies latino-américaines, parmi lesquelles :

- la dépendance aux capitaux internationaux et aux exportations de matières premières et de ressources naturelles ;
- la concentration commerciale (poids de la Chine dans les relations commerciales du Brésil et des États-Unis dans celles du Mexique) ;
- la faible productivité ;
- l'informalité et la précarité très importantes du marché du travail ;
- la déficience des systèmes fiscaux et la faible pression fiscale.

Ces dynamiques enferment la région dans un cycle de dépression économique. La résolution de cette situation restera largement tributaire de l'évolution de dynamiques commerciales et économiques internationales qui sont extérieures à l'Amérique latine, mais dont le sous-continent dépend pourtant structurellement.

Dans ces conditions, les économies latino-américaines font face à « une décélération économique généralisée et synchronisée au niveau des pays et des secteurs »<sup>2</sup> d'activité dans un contexte de :

- baisse de la demande intérieure régionale ;

---

1. Selon le FMI, l'endettement mondial – public et privé combinés – représente 225 % du PIB mondial. « En moyenne, la dette mondiale dépasse désormais les 86 000 dollars par habitant, ce qui représente plus de deux fois et demi le revenu moyen par habitant » Samba Mbaye et Marialuz Moreno Badía, « New Data on Global Debt », *IMF Blog*, 2 janvier 2019.

2. Cepal, *Balance Preliminar de las Economías de América Latina y el Caribe 2019* (Santiago : Nations unies, décembre 2019).

- baisse du PIB par habitant – en moyenne -0,9 % en 2019, chiffre le plus faible depuis les récessions de 2015-2016 ;
- hausse du chômage – 8,2 % en moyenne, soit 25,2 millions de personnes à l'échelle régionale ;
- de la pauvreté – 30,8 % de la population touchée en 2019, soit 191 millions de personnes, dont 72 millions (11,5 %) sont concernées par l'extrême pauvreté ;
- des inégalités sociales<sup>1</sup> ;
- de la précarité et de l'informalité dans le travail<sup>2</sup>.

Estimée à 0,1 % en moyenne pour l'ensemble du sous-continent en 2019, la croissance latino-américaine devrait, selon la Cepalc, connaître néanmoins une légère reprise en 2020 (+1,3 %). Les principales économies latino-américaines devraient alors, selon elle, profiter de ce regain – +1,7 % pour le Brésil et +1,3 % pour le Mexique. L'Argentine et le Venezuela souffriraient quant à eux de récessions moins fortes – respectivement -1,3 % et -14 %. Un groupe formé de pays centre-américains, caribéens – République dominicaine, Panama – et sud-américains dont la plupart disposent d'un accès à l'aire Pacifique – Bolivie, Chili, Colombie, Pérou –, bénéficierait d'une meilleure situation avec des taux de croissance attendus de 3 à 5,5 % selon les cas. Toutefois, ces pronostics, souvent défiés par les événements, seront soumis aux incertitudes des évolutions politiques nationales – notamment en Bolivie, au Chili, en Équateur ou au Venezuela – et internationales<sup>3</sup>.

---

1. Si ces dernières ont, en matière de stricte distribution des revenus, en moyenne baissé en Amérique latine entre 2002 et 2018 (indice Gini de 0,538 à 0,465), elles ont néanmoins de nouveau augmenté en Argentine, au Brésil, au Chili ou en Équateur entre 2014 et 2018. Durant la même période, la concentration des richesses (actifs physiques, financiers, patrimoine) n'a cessé, elle, d'augmenter au profit des 1 % des Latino-Américains les plus riches.

2. En 2019, plus de postes de travail ont été créés à « compte propre » (autoentrepreneurs, vendeurs, travailleurs informels, etc.) que dans le secteur salarié, ce qui indique une détérioration de la qualité de la structure de l'emploi.

3. L'ensemble des chiffres et données est tiré de Cepalc, *op. cit.* ; et Cepalc, *Panorama social de América Latina 2019* (Santiago : Nations unies, décembre 2019).

## CRISES ET MUTATIONS SOCIALES, INCERTITUDES POLITIQUES

Une décennie de crise économique et de politiques de restriction budgétaire des États latino-américains a engendré la détérioration significative des conditions d'existence et des protections sociales pour une majorité de Latino-Américains.

Ainsi, selon l'OCDE, près de 40 % d'entre eux sont aujourd'hui menacés de retour à la pauvreté par le chômage, les inégalités, la précarité dans l'emploi, l'économie informelle et la faible protection sociale. Ce phénomène touche notamment les femmes et les jeunes – toujours plus qualifiés –, au cœur des mobilisations sociales qui se développent dans la région depuis 2019. Et ce, tandis que pour la première fois dans l'histoire de la région, les « classes moyennes » – c'est-à-dire consommatrices – sont devenues, à partir de la fin des années 2000, majoritaires dans la population. Elles en constituent, selon l'OCDE, plus de 70 % du total. Mais, précise l'organisation, 37,6 % des membres de ces « classes moyennes » sont encore « vulnérables ». Ne disposant que d'un revenu de 5,5 à 13 dollars/jour, ils sont les plus exposés à la précarité et l'insécurité sociales. Selon l'OCDE, cette catégorie représentait 34,1 % de la population en 2000. Les « classes moyennes » plus stables (disposant d'un revenu quotidien de 13 à 70 dollars par jour) sont passées quant à elles de 21,1 % de la population en 2000 à 35,4 % en 2016. Enfin, la catégorie des pauvres (disposant d'un revenu quotidien inférieur à 5,50 dollars) a fondu de 42,9 % en 2000 à 24,6 % en 2016<sup>1</sup>. C'est parmi eux qu'il faut chercher les nouveaux membres – souvent des travailleurs précaires – des « classes moyennes vulnérables ».

Depuis le début des années 2000, l'Amérique latine vit ainsi une lente mutation sociologique. Une majorité de Latino-Américains a progressivement vu, dans des proportions diverses et jusqu'au début des années 2010, ses capacités de consommation augmenter – notamment

---

1. OCDE et al., *Latin American Economic Outlook 2019. Development in Transition* (Paris : Éditions OCDE, 2019).

par le revenu, la redistribution, l'endettement, l'arrivée sur les marchés latino-américains de nombreux produits d'exportation chinois très bon marché –, ses protections économiques et sociales se renforcer – grâce aux politiques de protection sociale des États<sup>1</sup> –, ses exigences en matière de stabilité, de mobilité, de sécurité, de qualité des services publics et collectifs, d'environnement, de fonctionnement des institutions – démocratie, lutte contre la corruption – croître. Mais ces dynamiques se sont confrontées au ralentissement de l'économie à la fin de la décennie 2000 et à la volatilité accrue des prix des matières premières depuis 2008 – notamment du pétrole à partir de 2012.

Face à cette situation, les États latino-américains, piégés dans des systèmes de contraintes externes et internes dans lesquels leurs marges de manœuvre et d'autonomie sont faibles – modèles de développement tributaires des exportations de matières premières, endettement, systèmes fiscaux régressifs, etc. –, n'ont pas été en mesure de stopper les dynamiques de crise économique et sociale qui se sont progressivement généralisées. Ce faisant, ils ont nourri la défiance des populations à leur égard, comme à l'encontre des institutions et des personnels politiques en général.

Dénonciation des inégalités sociales, de la vie chère ou de la corruption, c'est ici qu'il faut identifier les ressorts des puissants mouvements de contestation populaires qui saisissent la région depuis 2018-2019 – Chili, Colombie, Équateur, Haïti –, après ceux qui avaient frappé le Brésil en 2013 ou le Venezuela en 2014. Ces dynamiques de détérioration économique et sociale aggravent également les problèmes qui sont à l'origine des flux migratoires centre-américain – les plus importants –, et secondairement mexicain, vers les États-Unis (voir « États-Unis : des élections déterminantes pour l'Amérique latine »).

Pour sa part, la crise qui déstabilise la Bolivie répond à des logiques différentes liées à l'hyperpolarisation politique que connaît

---

1. Sur ce sujet lire Christophe Ventura, « Enjeux et perspectives de la protection sociale en Amérique latine : un rôle pour la France ? », Note d'analyse réalisée pour le compte de l'AFD, IRIS (juin 2018).

le pays depuis de nombreuses années. Cette dernière a mené, dans le contexte d'une controverse électorale survenue lors de l'élection du 20 octobre 2019, au coup de force contre Evo Morales soutenu par les forces armées, puis à sa démission le 10 novembre 2019. Le pays est désormais suspendu aux résultats d'une nouvelle élection générale prévue le 3 mai 2020. L'ancien président est interdit de s'y présenter en tant que candidat à la présidentielle. Son parti, le Movimiento al socialismo (Mouvement vers le socialisme, MAS), sera conduit par son ancien ministre de l'Économie Luis Arce, en tête des sondages. Evo Morales dirigera néanmoins la campagne nationale depuis son exil à Buenos Aires. Ce scrutin verra concourir les principaux dirigeants de la coalition d'opposition à l'ancien président : la présidente par intérim autoproclamée Jeanine Añez, le dirigeant de la droite radicale Luis Fernando Camacho et l'ancien président de centre droit et candidat contre Evo Morales en 2019 Carlos Mesa. La trajectoire politique de la Bolivie reste des plus incertaines et des plus instables à moyen terme. En effet, la persistance – voire l'approfondissement – des lignes de fractures qui traversent le pays et ses familles politiques, y compris au sein des droites divisées, hypothèque la possibilité que ce nouveau scrutin puisse déboucher sur une normalisation pacifiée de la situation politique et économique du pays au cours des prochains mois.

Confrontée à l'ensemble de ces dynamiques économiques, sociales et politiques génératrices d'instabilités et d'incertitudes, l'Amérique latine s'engage dans une nouvelle année électorale de forte intensité. Et ce, après avoir clôturé son « super cycle électoral » 2018-2019 durant lequel se sont déroulées douze élections présidentielles qui ont redessiné le paysage (géo)politique régional (voir « Coalitions régionales en mouvement »).

Ainsi, le Pérou a élu, de manière anticipée, un nouveau Congrès le 26 janvier 2020 à la suite de la décision du président Martín Vizcarra d'organiser ces élections extraordinaires pour sortir de la crise qui l'opposait depuis 2018 au « fujimorisme ». L'effondrement électoral de ce dernier – le parti Fuerza Popular est passé de première force

du Congrès à sixième avec 7 % des voix obtenues – s'est accompagné d'une forte fragmentation de l'ensemble des formations représentées dans l'enceinte législative (sous domination du centre droit et de la droite nationaliste) et de la percée inattendue du Frente Popular Agrícola del Perú (Frepap). Ce parti religieux – évangélique et messianique –, agraire et conservateur prône un mélange de politiques « antisystème » (contre la corruption, les privilèges de la classe dirigeante et politique), antilibérales (contre les pouvoirs financiers et économiques), d'encadrement social (par la pratique religieuse et l'adoption de mesures sociales favorables aux classes populaires) et de remise en cause des droits sociétaux et des minorités (homosexuels, LGBT, etc.). Cette formation est arrivée deuxième en voix aux élections et disposera, après vingt ans d'absence au Congrès, du troisième groupe parlementaire. Le court mandat des nouveaux parlementaires s'achèvera en 2021, date de l'élection présidentielle.

Stable sur le plan macroéconomique – le Pérou a atteint une croissance de 2,2 % en 2019 et devrait, selon les prévisions du gouvernement, croître de 4 % en 2020 –, le pays andin confirme avec ces élections la poussée des forces religieuses – notamment évangéliques – partout en Amérique latine. De ce point de vue, l'élection bolivienne permettra une nouvelle observation de la montée en puissance de ces dernières. En effet, le pasteur Chi Hyun Chung, arrivé troisième à la surprise générale lors du scrutin de 2019, sera de nouveau candidat le 3 mai.

Le 2 février 2020 se tiendront des élections municipales au Costa Rica. Le 2 mars 2020, le Guyana renouvèlera son parlement. Pour sa part, l'Uruguay connaîtra des élections municipales et départementales le 10 mai 2020 dans la foulée de la prise de fonction du nouveau président de droite Luis Lacalle Pou (1<sup>er</sup> mars). La République dominicaine élira quant à elle son nouveau président le 17 mai 2020 quelques semaines avant que des élections régionales partielles ne se tiennent au Mexique (7 juin). En novembre 2020 se tiendront des élections législatives au Belize (1<sup>er</sup> novembre) et municipales au Paraguay (8 novembre).

Deux autres élections influenceront fortement sur les évolutions politiques en Amérique latine en 2020. Il s'agit en premier lieu des élections municipales prévues le 4 octobre au Brésil. Celles-ci permettront de mesurer pour la première fois l'évolution du rapport de forces entre le président Jair Bolsonaro – à la tête de son nouveau parti « Aliança pelo Brasil » (Alliance pour le Brésil) – et son opposition, notamment de gauche, depuis la libération de prison de l'ancien président Lula.

L'élection législative annoncée au Venezuela avant décembre 2020 (date non fixée) – fruit du dialogue entamé en 2019 entre le président Nicolás Maduro et une partie des forces d'opposition – indiquera quant à elle les nouveaux développements – approfondissement ou amélioration – d'une crise d'envergure régionale et internationale. Son organisation est rejetée par Juan Guaidó, président autoproclamé du pays soutenu par les États-Unis et une cinquantaine d'États. L'annonce de cette élection intervient tandis que 4,6 millions de Vénézuéliens – sur une population totale d'environ 29 millions de personnes – ont, selon l'Agence des Nations unies pour les réfugiés, quitté leur pays depuis le début de la crise. La Colombie (1,6 million), le Pérou (863 000), l'Équateur (385 000), le Chili (371 000) et le Brésil (224 000) constituent les principaux pays d'accueil<sup>1</sup>.

Enfin, le Chili s'apprête à connaître une année qui sera marquée par plusieurs types de scrutins : référendum le 26 avril 2020 sur la possibilité d'adopter une nouvelle constitution et élection, en cas de victoire du « oui », des « constituants » en octobre ; élection inédite de gouverneurs régionaux le 25 octobre et le 22 novembre, en même temps que seront organisées les élections municipales.

---

1. Chiffres au 5 janvier 2020.

## COALITIONS RÉGIONALES EN MOUVEMENT

Au niveau régional, l'existence de trois groupes de pays, aux alliances mouvantes et sectorielles, se précise. Le Brésil de Jair Bolsonaro est le *leader* des pays de centre droit et de droite. Composé, outre ce dernier, du Chili, de la Colombie, de l'Équateur, du Guatemala, du Honduras, du Paraguay, du Pérou – et désormais de la Bolivie –, ce groupe, dont plusieurs pays clés traversent des crises politiques et sociales importantes, est favorable aux rapprochements économiques, commerciaux, sécuritaires et militaires avec Washington dans la région, même s'il doit maintenir de bonnes relations avec la Chine. Ces pays sont membres du Groupe de Lima – rejoints depuis le 28 janvier 2020 par Haïti – qui exige officiellement, avec Washington, le départ de Nicolás Maduro du Venezuela, qualifié de dirigeant d'un « régime illégitime et dictatorial »<sup>1</sup>. Par la voix du secrétaire d'État Mike Pompeo, l'administration Trump évoque désormais son ouverture à la possibilité d'une « transition négociée » qui pourrait déboucher sur « un gouvernement de transition qui organiserait des élections [présidentielles] libres et sincères ». Pour Washington toutefois, un tel processus ne pourrait voir le jour qu'à la condition que Nicolás Maduro se retire du pouvoir en amont.

Avec l'élection en Argentine du président péroniste de centre gauche Alberto Fernández (27 octobre 2019), le Groupe de Lima perd l'un de ses principaux fondateurs, et Washington, un allié direct. En effet, le nouveau président argentin souhaite une solution politique au Venezuela et se rapproche du Mexique qui reconnaît la légitimité de Nicolás Maduro en tant que président du pays. Le Mexique promeut le « Mécanisme de Montevideo » en faveur d'un dialogue entre ce dernier et l'opposition. L'Uruguay, copromoteur de cette initiative, devra préciser sa position avec l'entrée en fonction du nouveau gouvernement dirigé par Luis Lacalle Pou. Ce dernier, hostile aux autorités de Caracas et soutien de Juan Guaidó, a néanmoins déclaré ne pas

---

1. Communiqué du Groupe de Lima, 5 janvier 2020.

souhaiter le reconnaître comme président par intérim du Venezuela, mais comme « président de l'Assemblée nationale ». Cette position lui permet également de ne pas reconnaître le rival de Juan Guaidó, Luis Parra, comme représentant du pouvoir législatif vénézuélien.

Des rapprochements significatifs et inédits entre l'Argentine et le Mexique se confirment sur le plan diplomatique. Ces pays partagent les mêmes positions sur les dossiers « chauds » régionaux – Bolivie, Venezuela, élection du nouveau secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA) le 20 mars 2020<sup>1</sup>. Entravés par leurs difficultés économiques et politiques intérieures (récession et dette pour l'Argentine, performances économiques en deçà et pression des États-Unis sur les questions migratoires et commerciales pour le Mexique), les deux pays militent néanmoins pour une relance de l'intégration régionale latino-américaine et de ses institutions délaissées ces dernières années par les nouveaux gouvernements de droite. L'Union des nations sud-américaines (Unasur) mais surtout la Communauté des États latino-américains et caribéens (Celac) – à laquelle ne participent pas les États-Unis, mais dont est membre Cuba – sont concernés. Le Mexique préside en 2020, avec le soutien actif de Buenos Aires, cette institution qui ne s'est pas réunie depuis 2017 et à laquelle ont décidé de ne plus participer le Brésil et la Bolivie. Coopération technologique (aérospatiale, aéronautique), lutte contre les désastres naturels, consolidation des échanges commerciaux intra-latino-américains, lutte contre la corruption, préparation commune du Forum Chine-Celac (novembre 2020) font partie des quatorze chantiers ouverts par cette présidence du gouvernement d'Andrés Manuel López Obrador (« AMLO »).

---

1. L'Argentine et le Mexique refusent la reconduction à ce poste stratégique de Luis Almagro, soutenu par Washington. Ils appuient la candidature de l'ancienne ministre des Affaires étrangères de l'Équateur, María Fernanda Espinosa. Cette dernière, tout comme Luis Almagro, n'est pas présentée par son propre pays, mais par Antigua-et-Barbuda et Saint-Vincent-et-les-Grenadines. L'ancienne ministre est en rupture avec le gouvernement de Lenín Moreno, notamment du fait des positions de ce dernier sur la Bolivie, le Venezuela et le Nicaragua. Le candidat uruguayen, quant à lui, est désavoué par le gouvernement sortant de centre gauche de son pays – mais soutenu par celui de Luis Lacalle Pou à venir – qui lui reproche ses positions pro-Washington sur ces mêmes sujets. Il est présenté par la Colombie. Cette élection cristallise et reflète l'ensemble des tensions et lignes de fracture régionales.

Ainsi, les rapprochements entre l'Argentine et le Mexique s'accompagnent d'un délitement des relations avec le Brésil. Multipliant les critiques à l'égard de son homologue péroniste Alberto Fernández, le président Jair Bolsonaro, qui n'a pas participé à sa prise de fonction le 10 décembre 2019 – une première dans l'histoire des deux puissances sud-américaines –, s'est félicité du soutien désormais apporté par Washington à la candidature du Brésil à l'OCDE contre l'Argentine. Cette dernière bénéficiait, sous la présidence de Mauricio Macri, du soutien de Donald Trump qui lui a retiré avec l'élection d'Alberto Fernández. Le président brésilien affirme néanmoins souhaiter préserver les relations commerciales avec l'Argentine, être prêt à rencontrer son homologue argentin et travailler avec Buenos Aires à la confirmation de l'accord de libre-échange négocié entre le Marché commun du Sud (Mercosur) et l'Union européenne (UE).

## ÉTATS-UNIS : DES ÉLECTIONS DÉTERMINANTES POUR L'AMÉRIQUE LATINE

L'évolution des relations entre les pays latino-américains et les États-Unis sera largement influencée par l'issue des élections américaines prévue le 3 novembre 2020. Pour Donald Trump, trois dossiers constituent la priorité en Amérique latine : la « troïka de la tyrannie » – Cuba, Nicaragua, Venezuela ; la politique de répression migratoire vis-à-vis du Mexique et des pays centre-américains du Triangle Nord – El Salvador, Guatemala, Honduras ; la perspective d'un vaste accord commercial avec le Brésil.

Sur le premier, le président américain poursuit sa stratégie d'accroissement des sanctions économiques, commerciales, financières et diplomatiques contre ces trois États, leurs gouvernements, leurs entreprises et leurs dirigeants. Il affirme qu'il poursuivra, s'il est élu pour un prochain mandat, son objectif dans ces pays « socialistes » : le changement de régime.

La question migratoire constituera pour sa part l'un des enjeux centraux de la campagne électorale américaine. En 2019, Donald Trump a obtenu du Mexique une coopération sécuritaire et militaire renforcée en matière de surveillance de sa frontière sud avec les pays du « Triangle

Nord» et nord avec les États-Unis<sup>1</sup>. Dans le même temps, le président américain a conclu des « accords de coopération sur les demandes d'asile » avec le Guatemala (26 juillet 2019), El Salvador (20 septembre 2019) et le Honduras (25 septembre 2019) au terme desquels ces pays s'engagent – tels des « pays tiers sûrs » – à gérer directement sur leur territoire les demandes d'asile des migrants de la région pour les États-Unis en échange d'un maintien et d'un renforcement de la coopération financière et économique de la première puissance mondiale. Donald Trump poursuivra, s'il est élu, sa politique de lutte contre l'immigration illégale et de tarissement des flux migratoires latino-américains vers les États-Unis.

Neuvième marché d'exportation pour l'économie américaine, le Brésil devient une priorité pour le locataire de la Maison-Blanche. « Construire un nouveau partenariat » entre les deux pays est désormais à l'ordre du jour. Et ce, à travers le projet désormais affirmé d'avancer vers la négociation d'un vaste accord de libre-échange entre les deux géants régionaux. Tout en soufflant le chaud et le froid (menaces récurrentes de sanctions sur l'acier brésilien), l'administration américaine s'engage dans de premiers rapprochements en matière commerciale : mesures de simplifications douanières, adoption de normes communes pour faciliter les importations de porc, de bœuf et d'éthanol américains au Brésil, développement des relations commerciales en matière énergétique.

Pour sa part, Joe Biden, candidat démocrate aux élections, considère qu'il est « vital [pour les États-Unis] de maintenir leur leadership » en Amérique latine face à la Chine et la Russie. Ces « rivaux stratégiques » recherchent, selon lui, « des bénéfices diplomatiques et économiques » dans la région, mais ne favorisent pas « les institutions démocratiques et la bonne gouvernance »<sup>2</sup>. S'il accuse le président Trump de démission en Amérique latine, y ayant favorisé la montée en puissance de Pékin et de

---

1. Sous pression de Washington depuis mai 2019, lorsque Donald Trump l'a menacé d'une puissante répression commerciale s'il ne limitait pas les flux de migrants vers le territoire américain, le Mexique a accepté de militariser la gestion de sa frontière sud avec les pays du « Triangle Nord » et nord avec les États-Unis. Le gouvernement d'AMLO a ainsi déployé 21 000 gardes nationaux à ses frontières nord et sud, et affirme avoir réduit, en 2019, les flux de migrants de 70 % vers la frontière avec les États-Unis et « rapatrié » 180 000 personnes vers leurs pays d'origine.

2. Joe Biden, « The Western Hemisphere Needs U.S. Leadership », *Americas Quarterly*, 14 décembre 2018.

Moscou, et s'il diffère sur la méthode et la stratégie – Joe Biden mise sur un retour du multilatéralisme et une présence plus impliquée de son pays dans l'ensemble de la région –, il ne propose pas de ruptures avec les politiques menées par Donald Trump sur les dossiers prioritaires. Joe Biden reconnaît Juan Guaidó au Venezuela comme président par intérim légitime<sup>1</sup>.

Sur ce point, il est rejoint par Pete Buttigieg, qui plaide également pour des sanctions économiques contre Caracas en même temps qu'il se prononce, *in fine*, en faveur d'une négociation entre le « régime » et l'opposition pour l'organisation d'une « transition organisée » devant déboucher sur la tenue d'« élections libres et sincères ». Parmi les autres candidatures démocrates, Bernie Sanders et Elizabeth Warren rejettent les prétentions hégémoniques des États-Unis en Amérique latine et condamnent les politiques migratoires de Donald Trump. Critiques des gouvernements de droite et des événements en Bolivie, ils condamnent également Nicolás Maduro au Venezuela – Elizabeth Warren a voté en faveur des mesures coercitives contre Caracas – sans toutefois soutenir explicitement Juan Guaidó, un changement de régime ou l'option d'une intervention militaire dans ce pays.

Ces élections américaines et leurs conséquences sur l'évolution de la « guerre commerciale » entre la Chine et les États-Unis, ainsi que son élargissement à l'Europe, seront également cruciales pour l'avenir des pays latino-américains. Celle-ci mine l'ensemble des économies de la région, à l'exception du Mexique qui a profité de cette situation pour augmenter ses exportations vers les États-Unis à hauteur de 3,5 milliards de dollars<sup>2</sup>. Selon une étude de la Banque d'Espagne, si elle perdurait, cette guerre commerciale pèserait jusqu'à 0,4 point de croissance dans la région sur les deux années à venir (2019-2021)<sup>3</sup>.

L'Amérique latine, dont une majorité de pays a désormais la Chine pour principal partenaire commercial devant les États-Unis, devient une aire de confrontation économique et géopolitique majeure entre les deux principales puissances mondiales.

---

1. « The Presidential Candidates on Venezuela », Council on Foreign Relations, 30 juillet 2019.

2. « Trade war leaves both US and China worse off », CnuCED, 5 novembre 2019.

3. « Guerra comercial afectará a la región », *Diario de Centro América*, 8 novembre 2019.



**4.**

**FACE AUX RECOMPOSITIONS  
DE L'ORDRE INTERNATIONAL,  
LE CHOIX DU NON-ALIGNEMENT  
ACTIF**

**Carlos Ominami**

L'ordre international issu de 1945 s'épuise, fragmenté par les rivalités de puissances, la fin de l'hyperglobalisation, les guerres prolongées et l'incapacité des institutions à garantir paix et stabilité. Marginalisée et peu intégrée, l'Amérique latine affronte faible croissance, inégalités, vulnérabilité climatique et divisions politiques. Pourtant, grâce à ses ressources stratégiques – minerais critiques, biodiversité, énergie, alimentation –, elle pourrait devenir un acteur géopolitique majeur, à condition d'affirmer un « non-alignement actif » fondé sur l'autonomie, le multilatéralisme et une intégration régionale renforcée.

L'Amérique latine est marginalisée dans le champ des relations internationales. Depuis plusieurs décennies, le sous-continent fait face aux recompositions mondiales sans voix commune. Il n'est évoqué qu'au sujet d'enjeux négatifs tels que l'immigration clandestine ou le trafic de drogue. La région apparaît davantage porteuse de problèmes plutôt que de solutions. Depuis les années 1980, l'Amérique latine est entravée par trois obstacles majeurs qui agissent de manière combinée : un régime de faible croissance, la permanence de la pauvreté et des inégalités et l'incapacité à bâtir un cadre institutionnel pérenne et efficace pour approfondir son intégration régionale<sup>1</sup>. Dans la période actuelle, d'autres défis se rajoutent : la succession de crises politiques intérieures, les désordres internationaux et le changement climatique. Pour l'Amérique latine, sortir de la crise par le haut est difficile, mais pas impossible. La région dispose en effet de nombreux atouts. Elle peut fournir au monde une alimentation saine, d'importantes réserves d'eau douce, de puissantes sources d'énergie, des métaux critiques. Elle concentre également la plus grande biodiversité disponible de la planète. L'Amérique latine peut s'appuyer sur ces potentiels pour devenir un acteur géopolitique influent au service de la construction d'un nouvel ordre international. Mais pour cela, deux conditions sont nécessaires : un travail de réflexion et d'élaboration intellectuelle doit s'engager ; la construction d'un *leadership* politique régional doit émerger.

## UN ORDRE INTERNATIONAL EN MUTATION

### Des changements rapides et imprévisibles

Il est devenu courant d'affirmer que, dans le monde actuel, la principale certitude est l'incertitude. Cette assertion, pour vérifiée qu'elle soit, est incomplète. En outre, les changements se succèdent à grande vitesse et dans des directions imprévisibles.

---

1. Sur le sujet, lire « L'Amérique latine et les Caraïbes face aux pièges du développement. Transformations indispensables et façon de les gérer », Cepal, Lima, 9-11 octobre 2024.

Il y a seulement quarante ans, on tenait pour acquis que la bipolarité était une réalité immuable qui continuerait de structurer la scène internationale. Personne n'aurait pu imaginer que, quelques années plus tard, en décembre 1991, le Soviet suprême décréterait la dissolution de l'Union soviétique et le transfert de ses pouvoirs à la Fédération de Russie, permettant à Washington de s'affirmer comme puissance hégémonique incontestée sur tous les fronts dans ce nouveau monde unipolaire. Les années 1990 ont également marqué l'entrée de la Chine sur la scène internationale, grâce aux réformes menées par Deng Xiaoping. Le pays est désormais susceptible de défier directement la suprématie états-unienne.

### **La fin de l'hyperglobalisation**

Il était également acquis que la mondialisation économique tendrait à transformer le monde en un grand marché unique, largement dominé par les multinationales. Personne ne pouvait entrevoir qu'avec l'intensification des tensions mondiales et le déclenchement d'une pandémie comme le Covid-19, la mondialisation aurait tendance à se fragmenter et que les enjeux géopolitiques prendraient de plus en plus d'importance par rapport à ceux purement économiques. Des concepts tels que le *nearshoring* ou le *friendshoring* constituent l'expression de cette nouvelle réalité du monde.

Cette trajectoire prise par le commerce mondial ne laissait pas présager que les États-Unis retrouveraient le vieux mercantilisme en remplaçant leur engagement traditionnel en faveur du libre-échange par une politique fortement protectionniste, qui a mis à rude épreuve les relations avec la plupart de leurs alliés historiques : l'Union européenne (UE), le Japon, la Corée du Sud, le Canada, le Mexique et l'Inde.

Le déclin de cette forme de mondialisation – parfois nommée « hyperglobalisation » – qui avait restructuré le monde depuis la fin de la guerre froide a été accéléré par d'autres facteurs exogènes. Certains ont joué un rôle central, comme la guerre commerciale résultant de l'intensification de la concurrence entre la Chine et les États-Unis à

partir de 2018, la pandémie de Covid-19 et, plus récemment, le déclenchement de guerres de haute intensité comme celle d'agression de la Russie contre l'Ukraine en 2022.

## **Une rupture profonde : l'épuisement de l'ordre de 1945**

Dans ce contexte, la rupture la plus profonde et la plus décisive concerne l'ordre international, c'est-à-dire l'ensemble du droit, des normes, institutions, principes et modèles de comportement qui régissent les relations entre les nations. Les fondements sur lesquels les différents États déployaient leurs stratégies depuis 1945 sont désormais largement en crise. En substance, nous vivons une transition d'un système fondé sur le droit à un système fondé sur les purs rapports de force. Cette situation entraîne une multitude de conséquences qui caractérisent le paysage international actuel et qui ont fortement ravivé l'intérêt de chaque pays pour retrouver une autonomie dans des domaines qu'ils considèrent comme primordiaux, tels que la santé, l'alimentation et l'énergie<sup>1</sup>. La prolifération de guerres qui tendent à s'éterniser est une manifestation sans équivoque de la fragilité de l'ordre international et de son incapacité à prévenir l'émergence de conflits armés ou à y mettre fin. L'expression la plus directe de cette situation est la paralysie du Conseil de sécurité des Nations unies due à l'utilisation systématique du droit de veto par ses membres. Ou, comme l'a montré la décision d'Israël et des États-Unis de bombarder en 2025 les installations nucléaires iraniennes ou de Tel-Aviv de frapper le Qatar, le contournement de ce même Conseil de sécurité par des puissances qui décident désormais de recourir directement à la force pour régler leurs différends et conflits avec d'autres États.

Incapable d'assurer la paix, le système mondial l'est également pour faire face au changement climatique, et aux catastrophes naturelles quotidiennes qui en résultent. En Amérique latine, la température moyenne a augmenté de 0,9 °C en 2024 par rapport

---

1. Voir Mario Castillo et Carlos Ominami, « Transformación productiva y nueva actualidad de las políticas industriales en América Latina », *Estudios internacionales* 56, n° 207 (2024) : 185-216.

à la période 1991-2020<sup>1</sup>. Canicules, vagues de froid, sécheresses, inondations, crues, cyclones, hausse du niveau des océans et fonte des glaciers – comme celle du dernier existant au Venezuela, le pic Humboldt – s'accroissent dans tous les pays de la région sans exception. Les crues et les inondations massives se multiplient au Brésil. Les records de chaleur sont battus en Argentine, au Brésil – centre et sud – à Cuba ou au Mexique, tandis que des sécheresses historiques touchent le Brésil – Amazonie –, l'Équateur – ayant causé des pannes énergétiques massives pour la population –, la Colombie, le Mexique, le Panama – affectant le fonctionnement du canal interocéanique – et la Caraïbe. Le froid affecte, quant à lui, le Chili.

L'Accord de Paris signé lors de la COP21 en 2015 – et ratifié par l'ensemble du sous-continent latino-américain – représentait une lueur d'espoir. Cependant, nombre des engagements pris n'ont pas été tenus, et, si le maintien de la hausse des températures bien en dessous de 2°C n'a pas techniquement été violé, de sérieux doutes subsistent quant à la possibilité d'atteindre cet objectif au cours des dix prochaines années<sup>2</sup>.

Une autre manifestation du dysfonctionnement de l'ordre international est la paralysie de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Depuis 2019, son organe de règlement des différends est incapable de fonctionner en raison du blocage états-unien de la nomination de nouveaux juges. Ces différends s'éternisent et la seule option est de recourir à des négociations bilatérales, souvent asymétriques. L'absence d'un système appliquant des règles claires nuit considérablement aux pays les plus faibles et rend impossible la conclusion d'accords sur des questions nouvelles et cruciales telles que le commerce numérique ou les services de nouvelle génération.

Ainsi l'hégémonie mondiale s'est-elle fragmentée. En termes nominaux, les États-Unis demeurent la première économie mondiale,

---

1. Organisation météorologique mondiale, « Estado del clima en América Latina y el Caribe 2024 », *OMM*, n° 1367 (mars 2025).

2. Septième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), 2025.

conservent un *leadership* technologique dans plusieurs secteurs et exercent une puissance militaire incontestée. Politiquement et culturellement, ils restent aussi un acteur central. Cependant, la Chine a émergé dans les domaines industriel, commercial et technologique, menaçant leur domination.

## L'AMÉRIQUE LATINE, UNE RÉGION DE SOLUTIONS ?

Le monde ne connaîtra pas la restauration de son ordre ancien. Les bases matérielles et les équilibres structurels de ce dernier ont disparu et aucune force n'a pour but de ressusciter un tel projet. De fait, aucune des grandes puissances n'y est intéressée. La Chine a acquis le statut de superpuissance et continuera de défier l'hégémonie états-unienne. De son côté, Washington a opté pour une politique de primauté unilatérale de ses intérêts – *America First* –, renonçant explicitement à son *leadership* mondial.

L'Amérique latine s'insère dans ce nouvel ordre international en position de faiblesse. Les obstacles qui entravent son développement ont accentué sa marginalisation internationale, tant économique que politique. Sa participation à la production et au commerce mondiaux est en déclin ; elle est financièrement vulnérable et insignifiante en matière d'innovations technologiques majeures ; tandis que, sur le plan politique, les divisions prévalent, empêchant la moindre entente entre ses pays.

### Richesse des ressources

Il existe cependant une formidable opportunité pour le sous-continent de radicalement évoluer. Le réchauffement climatique est en effet l'une des plus grandes menaces qui pèsent sur la planète et la région possède une grande partie des ressources dont le monde a un besoin urgent<sup>1</sup> pour réaliser une transition vers des énergies propres. Cela implique le remplacement progressif des combustibles fossiles

---

1. Cepalc, *La Inversión Extranjera Directa en América Latina y el Caribe, 2025* (Santiago : Cepalc, 2025).

par des énergies renouvelables non conventionnelles (ERNC), dont les plus importantes sont le solaire et l'éolien. Ces nouvelles énergies reposent sur le développement de panneaux solaires, de turbines éoliennes et de batteries électriques, toutes exigeantes en minéraux critiques. Leur disponibilité est ainsi un facteur-clé de la nouvelle géopolitique mondiale. Le cuivre, le lithium, le graphite, le nickel et les terres rares figurent parmi ces principaux minéraux critiques et stratégiques. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) estime ainsi que leur demande pourrait doubler ou tripler d'ici 2030 en fonction de l'évolution des engagements de décarbonation des pays<sup>1</sup>. Pour deux minéraux particulièrement importants, le cuivre et le lithium, la production prévue ne couvrirait respectivement que 77 % et 54 % de la demande projetée d'ici 2040.

C'est là que réside l'opportunité pour l'Amérique latine de peser sur la scène internationale. Si l'on considère sept minéraux critiques, l'ensemble de la région possède les plus grandes réserves au monde, notamment en cuivre (35,1 %) et en lithium (45,6 %), mais elle dispose également d'importantes réserves en graphite, terres rares, bauxite, alumine et nickel. La Chine, quant à elle, détient de nombreuses terres rares (48,4 %) et du graphite (29 %), mais sa part dans les réserves de nickel, de bauxite, d'alumine et de cuivre est faible. Dans le cas du lithium, les réserves de la Chine représentent moins d'un quart de celles de l'Amérique latine. Enfin, la faible part des États-Unis dans les réserves de tous ces minéraux doit être soulignée.

Cependant, exploiter les opportunités offertes par les minéraux critiques exige une coordination régionale accrue, qui favorise de nouvelles formes d'intégration productive, par exemple entre les pays disposant de ressources abondantes et ceux ayant développé de plus grandes capacités industrielles. La coopération régionale est également nécessaire pour éviter les dynamiques concurrentielles néfastes, telles que celles qui finissent par dresser les pays les uns

---

1. *Ibid.*

contre les autres pour maximiser les avantages des investisseurs étrangers, au détriment des intérêts nationaux. Aujourd'hui, aucune structure de dimension continentale n'est en mesure de prendre en charge cette exigence.

Par ailleurs, la région dispose d'un potentiel important en énergies renouvelables telles que l'énergie solaire, éolienne, hydroélectrique, géothermique et la biomasse – par exemple l'éthanol et la canne à sucre. Le désert d'Atacama au Chili est largement reconnu comme ayant l'un des niveaux de rayonnement solaire les plus élevés au monde, et, à un plus faible niveau, c'est également le cas du nord du Mexique et du nord-est du Brésil. Ce dernier s'est imposé comme un *leader* de l'énergie éolienne, de même que la Patagonie argentine et l'isthme de Tehuantepec au Mexique, grâce à leurs zones de vents permanents et rapides. L'hydroélectricité constitue actuellement la principale source de production d'électricité de la région, avec un peu plus de 50 % du total.

Mais la transition vers de nouvelles sources d'énergie ne sera pas rapide et nécessitera de longues périodes durant lesquelles l'utilisation des énergies fossiles restera essentielle. Et l'Amérique latine bénéficie d'importantes réserves de pétrole concentrées au Venezuela, au Brésil, au Mexique, en Argentine et en Colombie, re joints, ces dernières années, par le Guyana, à la suite de la découverte d'importants gisements dans l'Essequibo. L'Argentine, avec la formation Vaca Muerta, ainsi que la Bolivie et Trinité-et-Tobago se distinguent, quant à elles, par leurs réserves de gaz. Cette disponibilité des combustibles fossiles est un avantage dans cet entre-deux.

Il faut garder en tête qu'une centrale solaire photovoltaïque et un parc éolien *offshore* nécessitent respectivement six et treize fois plus de minéraux qu'une centrale à gaz de même taille. Au niveau industriel, le passage à l'électromobilité est un défi. Un véhicule électrique intègre entre 70 kg et 90 kg de cuivre, soit quatre à six fois plus qu'un véhicule à essence et fonctionne avec des batteries qui consomment d'importantes quantités de lithium. L'ampleur de ce changement et de la marge de croissance existante se perçoivent large-

ment dans les chiffres : le nombre total de véhicules en circulation dans le monde est d'environ 1,45 milliard (voitures, camions et bus), dont seulement 45 millions sont électriques, soit 3 % du total. En Amérique latine et dans les Caraïbes, le parc automobile total atteint 120 millions d'unités, dont moins d'un million sont électriques.

La production d'aliments sains est un autre domaine stratégique dans lequel la région peut se distinguer. L'Amérique latine peut contribuer de manière significative à la sécurité alimentaire mondiale. Elle réunit les conditions pour s'imposer comme le principal fournisseur de fruits et légumes (avocats, myrtilles, framboises, bananes) ; de légumineuses et de céréales (blé, lentilles, pois chiches, riz brun) ; de fruits à coque (noix, amandes) ; de poissons et fruits de mer (anchois, saumon, crevettes, thon) ; et d'huiles saines (soja, tournesol, palme). Grâce à sa diversité climatique et à sa vaste superficie – plus du double de celle des États-Unis et cinq fois celle de l'Union européenne –, la région peut s'imposer comme un fournisseur mondial majeur d'aliments sains et durables.

D'autre part, l'Amérique latine constitue une région particulièrement riche en biodiversité. Six pays – le Brésil, la Colombie, l'Équateur, le Mexique, le Pérou et le Venezuela – sont considérés comme « mégadivers », c'est-à-dire à « très haute biodiversité ». Cette dernière a des implications directes : elle permet la régulation du climat et du cycle de l'eau, le stockage du carbone, la pollinisation et l'amélioration de la fertilité des sols, tout en favorisant le développement de diverses formes d'écotourisme, sources potentielles de revenus importantes pour ces pays. Pour que ces services écosystémiques perdurent, il est essentiel de lutter contre la déforestation, l'expansion de l'agriculture et de l'élevage non soutenables, ainsi que l'exploitation minière et pétrolière dans les territoires riches en biodiversité.

## **Une intégration régionale à plusieurs vitesses**

Malgré la violence qui peut parfois caractériser ses sociétés, l'Amérique latine a le privilège de ne pas connaître de guerres interétatiques sur son territoire. Le dernier conflit, appelé guerre du Cenepa,

a en effet eu lieu il y a trente ans, en 1995, entre l'Équateur et le Pérou. D'une ampleur et d'une durée limitées, il a débouché sur une négociation qui a permis la création d'une frontière définitive. Aujourd'hui, les deux pays entretiennent des relations pacifiques et pratiquent une coopération frontalière intense. Dans un monde où les conflits armés et les guerres prolifèrent, maintenir la région comme zone de paix est donc primordial. Aussi, en vertu du traité de Tlatelolco, signé en 1967, l'Amérique latine s'est proclamée – c'est la seule région au monde – zone exempte d'armes nucléaires. Par ce texte, ces dernières sont bannies de la région. Toutefois, la réimplantation sécuritaire et militaire états-unienne engagée depuis plusieurs années, notamment sous les mandats de Donald Trump – au nom de la lutte antidrogue, contre la criminalité organisée ou de la cybersécurité – dans de nombreux pays de la région – de l'Argentine aux pays centre-américains en passant par l'Équateur ou le Pérou –, ainsi que la présence chinoise en matière satellitaire et spatiale dans plusieurs États – Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Équateur, Venezuela –, pourraient finir par remettre en cause cette singularité.

La coopération régionale, pour progresser, exige l'approfondissement de l'intégration latino-américaine, fondamentale mais largement inachevée. En effet, les obstacles qui freinent le développement du sous-continent sont en partie liés à son faible niveau d'intégration et à la fragmentation résultant des divisions politiques qui le minent. Dans un monde composé de grands blocs, ces divisions l'empêchent de faire entendre sa voix à l'échelle mondiale. Pour sortir de cette situation, il est urgent de recréer un espace sud-américain de coordination politique et économique avec une perspective latino-américaine. Cela exige un effort accru, fondé sur une lecture critique et autocritique des expériences passées.

À partir de 2021, la présidence mexicaine d'Andrés Manuel López Obrador a certes permis de réactiver la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (Celac). Fondée en 2010, cette dernière s'est retrouvée, à l'instar de l'Union des nations

sud-américaines (Unasur), de deux ans son aînée<sup>1</sup>, affaiblie par la fragmentation politique qui a affecté la région à partir du virage à droite de 2015, révélant une Amérique latine divisée et polarisée par ses divergences stratégiques, notamment au sujet de la crise au Venezuela. La Celac est devenue moribonde à partir de 2020 à la suite du retrait du Brésil décidé par l'ancien président Jair Bolsonaro au motif que l'organisation « donnait le premier rôle à des régimes non démocratiques comme ceux du Venezuela, de Cuba, du Nicaragua » selon Ernesto Araújo, son ministre des Affaires étrangères à l'époque. L'initiative du Mexique a permis de redonner à l'institution son statut d'interlocutrice valable avec la Chine et l'Union européenne. Mais, pour que la Celac puisse pleinement réaliser son potentiel à l'échelle mondiale, elle a besoin de l'impulsion sud-américaine. Les douze pays de ce sous-ensemble sont moteurs par leur poids économique, démographique et politique. Or le niveau d'intégration sud-américain est aujourd'hui quasi nul.

La paralysie de l'Unasur a privé la région d'une institution qui aurait pu jouer un rôle extrêmement utile pour faire face à la crise sanitaire et à ses énormes répercussions économiques et sociales. Ses sept années de fonctionnement normal (2008-2015) constituent un capital sur lequel il faut continuer de s'appuyer, compte tenu des changements survenus aux échelles mondiale et régionale. Mais l'expérience de l'Unasur a aussi montré plusieurs limites intrinsèques qu'il convient de dépasser. L'organisation a souffert de plusieurs problèmes parmi lesquels son déficit d'ancrage populaire, l'absence d'une dimension économique et commerciale dans ses prérogatives et l'instauration, de fait, d'un droit de veto pour ses membres induit par l'adoption de la règle du consensus pour décider. Il ne s'agit donc pas de reconstruire une nostalgie du passé ni d'en récupérer des fragments. L'Amérique du Sud ne doit plus créer de nouvelles organisations qui s'étiolent rapidement faute d'actions efficaces. Elle doit plutôt s'appuyer sur celles disponibles – l'Unasur donc – et identifier

---

1. L'Unasur est une organisation intergouvernementale fondée en 2008 qui visait l'intégration politique, sociale, économique et culturelle des douze pays d'Amérique du Sud.

les points de convergence avec d'autres initiatives existantes, principalement le Marché commun du Sud (Mercosur)<sup>1</sup>, la Communauté andine et l'Alliance du Pacifique.

Nous devons modifier notre approche : commencer par définir le programme d'activités, puis organiser le cadre institutionnel le plus adapté, plutôt que de procéder à l'inverse. Ce dernier devra s'appuyer sur une base sociale et politique élargie comprenant les parlements, les autorités locales, les universités, les organisations non gouvernementales, les mouvements sociaux, ainsi que les associations professionnelles, économiques et culturelles.

L'une des principales faiblesses latino-américaines tient à la maigre conscience que l'intégration suppose nécessairement une part de supranationalité acceptée démocratiquement. Dans le monde actuel, cette voie est la seule permettant de garantir l'autonomie politique de la région. À cet égard, malgré ses divergences, l'expérience de l'Union européenne offre de précieux enseignements.

L'arrivée au pouvoir de gouvernements conservateurs dans plusieurs pays d'Amérique du Sud, en Argentine, en Bolivie, en Équateur et au Paraguay, rend difficile la construction d'un consensus politique susceptible de débloquer le processus d'intégration. L'affirmation d'un *leadership* solide du Brésil pourrait favoriser un consensus partagé autour de quelques objectifs communs minimaux, tels que des politiques visant à réduire la dette extérieure excessive, à encourager la transition énergétique ou à financer un vaste programme d'infrastructures destiné à accroître la connectivité régionale.

## **Le non-alignement actif comme point de convergence**

En dépit des diverses expressions en faveur d'un nouvel ordre économique international et des résolutions des Nations unies prises sur sa nécessité, peu ou pas de progrès ont été réalisés dans les dernières décennies. Les relations entre les pays dits du Nord et ceux qui composent ce que l'on nomme désormais le « Sud global »

---

1. Le Mercosur est un bloc d'intégration économique régional sud-américain créé en 1991 par l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay, puis intégré par la Bolivie.

continuent de présenter une forte asymétrie, condamnant une part importante de l'humanité à vivre dans la pauvreté et le sous-développement.

L'ordre international est resté largement dominé par les puissances occidentales, États-Unis en tête. Leur rival, la Chine, ne fonde pas ses relations avec le reste du monde sur l'exportation de son modèle politique et la prolifération de bases militaires, mais privilégie plutôt l'expansion commerciale et la coopération pour faire avancer de grands projets d'infrastructures. Et cela passe par son intégration au Sud global et la création d'un nouvel équilibre des pouvoirs. La mise en place, en son sein, de nouveaux espaces de coordination tels que les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), en 2009, puis les BRICS+, en 2024 et 2025, avec l'ajout de l'Égypte, des Émirats arabes unis, de l'Éthiopie, de l'Iran et de l'Indonésie, a constitué un progrès important dans cette direction. Le Sud global n'est pas une périphérie marginale, mais un espace qui représente près de 80 % de la population et environ 60 % du PIB mondial. Dans la mesure où il parvient à incarner une volonté collective autour d'un objectif commun – bâtir un nouvel ordre international plus représentatif des équilibres actuels du monde –, le Sud global, malgré sa grande hétérogénéité, peut devenir un acteur majeur sur la scène internationale.

La tentative du président Trump de remplacer l'ordre international fondé sur le droit par un ordre fondé sur la force et les décisions unilatérales est vouée à l'échec. Le monde ne peut plus être façonné par des modes d'organisation qui privilégient les intérêts états-uniens au détriment du bien commun de l'humanité. Si le Sud global, très hétérogène, parvient à porter une vision promouvant les principes fondamentaux du droit international et de la défense du multilatéralisme, il peut devenir l'acteur qui accomplira ce que l'ancien « tiers-monde » n'a pas réussi à faire : permettre l'avènement d'un ordre international plus juste et plus équilibré. Toutefois, pour que les pays du Sud puissent jouer un rôle déterminant, il est essentiel qu'ils préservent leur indépendance et ne se laissent pas entraîner dans l'affrontement opposant la Chine aux États-Unis. Dans cette perspec-

tive, l'idée d'un « non-alignement actif » (NAA) pourrait constituer un point de convergence entre ces pays aux profils si divers.

Apparu en 2020, le NAA se présente comme un guide d'action visant à construire, au départ pour les seuls pays latino-américains, une autonomie politique qui s'inscrit dans l'histoire longue du non-alignement. Fondamentalement, le NAA est une doctrine de politique étrangère qui cherche à fournir aux États du Sud une « boîte à outils » leur permettant de naviguer dans le conflit pour l'hégémonie mondiale que se livrent la Chine et les États-Unis. Le NAA privilégie la défense des intérêts nationaux – ou régionaux, le cas échéant – plutôt que l'alignement sur les intérêts d'une puissance ou d'une autre. Concrètement, il cherche le meilleur moyen d'établir une relation franche et prévisible avec Washington et Pékin. Cette doctrine peut également permettre un rapprochement avec l'Europe, si elle trouve le chemin de son autonomie stratégique. Toutefois, à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les idées d'« autonomie stratégique » défendues par le président Macron<sup>1</sup> et par Josep Borrell<sup>2</sup>, ancien haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, ne se sont pas imposées. De plus, dans le contexte de la guerre commerciale déclenchée par le président Trump, l'UE a fini par se soumettre aux exigences états-uniennes. Tout cela limite la possibilité d'établir une alliance plus étroite avec l'Amérique latine.

Quoi qu'il en soit, en peu de temps, la proposition de non-alignement actif a gagné en cohérence et en pertinence. Ce qui n'était au départ qu'une intuition exprimée au travers d'une tribune de presse il y a un peu plus de cinq ans<sup>3</sup> s'est transformée en une proposition dont la densité intellectuelle n'a cessé de se renforcer. Outre de nombreux articles, deux ouvrages fournissent désormais une base solide

---

1. Emmanuel Macron, « Initiative pour l'Europe – Discours d'Emmanuel Macron pour une Europe souveraine, unie, démocratique », Paris, La Sorbonne, 26 septembre 2017.

2. Josep Borrell, « De l'intérêt de l'autonomie stratégique européenne », Service européen d'action extérieure, 3 décembre 2020.

3. Carlos Fortin, Jorge Heine et Carlos Ominami, « El no alineamiento activo: un camino para América Latina », *Nueva Sociedad* (septembre 2020).

à ce concept. Le premier, *Latin American Foreign Policies in the New World Order. The Active Non-Alignment Option* a suscité un large débat, complété par le second, *The Non-Aligned World: Striking Out in an Era of Great Power Competition*<sup>1</sup>, qui propose des pistes pertinentes pour comprendre et analyser l'émergence des pays du Sud global et les fondements du NAA. Cette notion est devenue une référence explicite ou implicite dans les orientations de politique internationale définies par plusieurs pays de poids, comme l'Inde et l'Afrique du Sud. En Amérique latine, la politique étrangère du Brésil est essentiellement guidée par cette doctrine. Ce fait n'est pas un hasard : sous les présidences de Lula (2003-2010 ; 2022-2026), avec Celso Amorim et Marco Aurélio Garcia aux postes de ministre des Affaires étrangères ou de conseiller diplomatique, le Brésil a promu une politique étrangère « active et altière ». Il convient de noter que Celso Amorim est l'un des contributeurs au premier ouvrage consacré au NAA. D'autres personnalités latino-américaines du monde des relations internationales ont également salué cette proposition, notamment Alicia Bárcena et Jorge Castañeda – anciens ministres des Affaires étrangères du Mexique –, José Miguel Insulza – ancien secrétaire général de l'Organisation des États américains – et Heraldo Muñoz – ancien ministre des Affaires étrangères du Chili.

Le NAA est profondément ancré dans l'histoire longue, mais il est essentiel d'en saisir le caractère actuel et concret – « actif » –, qui le distingue de l'attitude latino-américaine dans le contexte de la guerre froide : en effet, en raison de la prédominance de Cuba et de Fidel Castro, la région avait fini par s'aligner sur la politique de l'Union soviétique. Trois aspects de la doctrine permettent de souligner cette distinction. Premièrement, il s'agit de surmonter la subordination historique de l'Amérique latine aux intérêts états-uniens,

---

1. Carlos Fortin, Jorge Heine et Carlos Ominami (dir.), *Latin American Foreign Policies in the New World Order. The Active Non-Alignment Option* (Londres : Anthem Press, 2022 [2021]). En France, cette doctrine a été présentée pour la première fois par Carlos Fortin, Jorge Heine et Carlos Ominami dans le dossier coordonné par Didier Billion et Christophe Ventura intitulé « Vers une désoccidentalisation du monde ? », *La Revue internationale et stratégique* 130, n° 2 (été 2023). Les trois auteurs ont depuis publié *The Non-Aligned World: Striking Out in an Era of Great Power Competition* (Cambridge : Polity Press, 2025).

en affirmant le droit de chaque pays à définir son propre modèle de développement, un droit systématiquement ignoré par Washington. Deuxièmement, il ne s'agit pas de remplacer l'alignement sur les États-Unis par un autre sur la Chine, aussi dynamique soit-elle. Troisièmement, une nouvelle forme de relation avec Pékin doit être négociée avec fermeté. Il faut le dire clairement : sans volonté nationale de développement de la part de nos pays, la Chine reproduira la relation classique centre-périphérie, important des matières premières et exportant des produits manufacturés à valeur ajoutée.

Le NAA ne prône ni la neutralité ni l'équidistance. Au contraire, il adhère aux principes fondamentaux du droit international, tels que l'intégrité territoriale, la non-intervention dans les affaires intérieures d'un autre pays, le règlement pacifique des différends et la défense du multilatéralisme. Cela implique la possibilité de s'exprimer clairement et catégoriquement lorsque l'une des grandes puissances viole de manière flagrante l'un de ces principes.

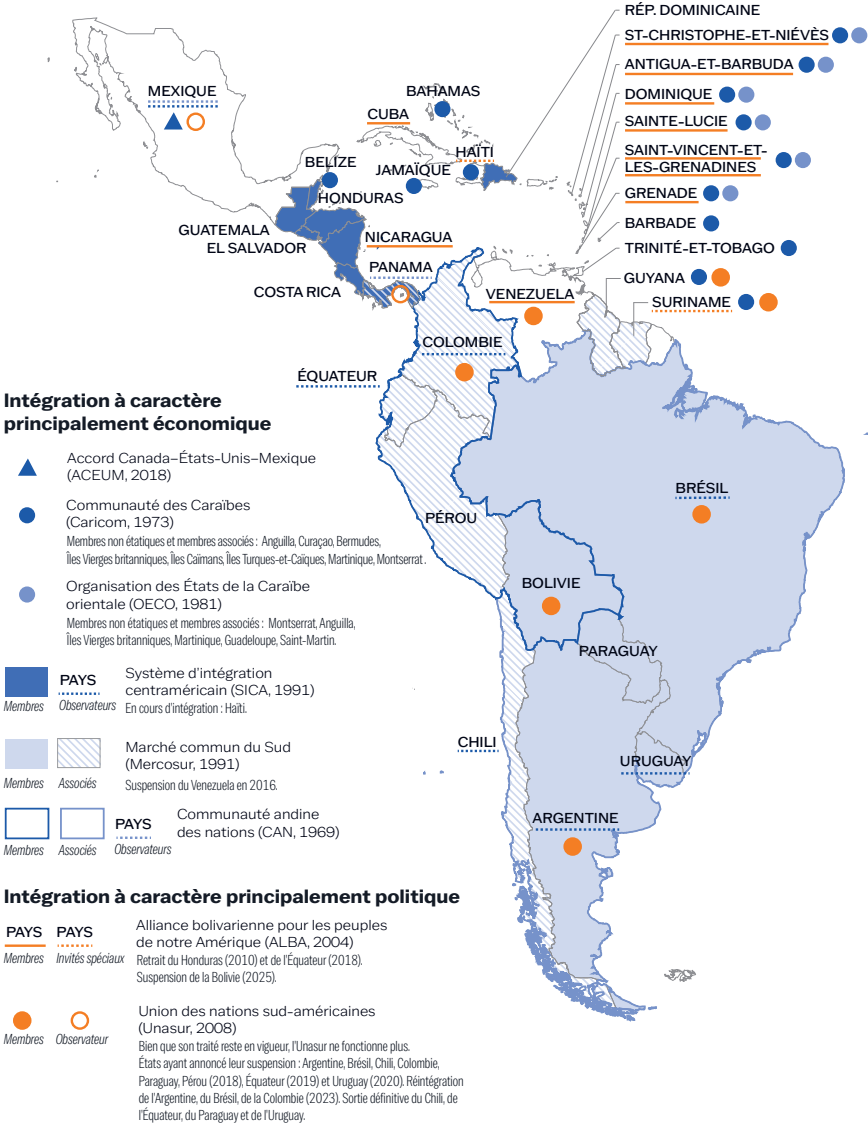
La doctrine du NAA s'articule nécessairement autour d'un principe de géométrie variable. À l'échelle de certains pays d'Amérique latine, la relation est clairement plus étroite avec les États-Unis sur les plans politique, culturel et militaire. À l'inverse, il est indéniable que la Chine est un acteur-clé dans les sphères commerciale et technologique et de plus en plus comme investisseur et financier de grands projets d'infrastructures. Dans ce contexte, la proposition du NAA revêt une importance particulière. La lutte hégémonique entre la Chine et les États-Unis continuera de dominer la scène internationale, y compris latino-américaine, au XXI<sup>e</sup> siècle, même si la Chine est devenue de loin le principal partenaire commercial du Brésil, du Chili et du Pérou.

Sur un sous-continent politiquement très fragmenté, le NAA représente le seul point de convergence possible. Si aujourd'hui ce point de rencontre semble encore inatteignable du fait que des gouvernements, comme ceux de l'Argentine et de l'Équateur, s'alignent ouvertement sur les États-Unis, l'Amérique latine n'adoptera pas, dans sa grande majorité, cette trajectoire. De même, un alignement

sur la Russie, et dans une moindre mesure sur la Chine, comme le pratique le Venezuela, est une alternative qui ne s'étendra pas aux autres pays de la région. Et ce, quand bien même ils entretiennent pour la plupart de bonnes relations avec la Russie, dont ils ont néanmoins condamné l'agression de l'Ukraine en 2022. Mais sans pour autant répondre favorablement aux exigences pressantes des puissances occidentales d'imposer, à leurs côtés, des sanctions à Moscou. Par conséquent, aussi difficile qu'elle puisse actuellement paraître, la stratégie de non-alignement actif est la seule en mesure de forger un consensus de base entre les pays de la région, condition essentielle pour que cette dernière puisse de nouveau faire entendre sa voix dans le grand bouleversement du monde engagé.



# Phénomènes d'intégration régionale et internationale en Amérique latine



Tous les pays représentés sont également membres de la **Communauté d'États latino-américains et caraïbes (Celac)**, du **Système économique latino-américain et caribéen (SELA)** (SELA, sauf Antigua-et-Barbuda, Saint-Christophe-et-Nièves, Dominique, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les-Grenadines), et de l'**Organisation des États américains (OEA)** (OEA, sauf Cuba). Les États d'Amérique centrale, des Caraïbes, ainsi que la Colombie, le Venezuela, le Guyana et le Suriname sont également membres de l'**Association des États de la Caraïbe (AEC)**.

Sources : Sites des organisations concernées



Tous les pays représentés sont également membres des Nations unies et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC, à l'exception des Bahamas qui sont un État observateur).

Sources : Sites des organisations concernées

# **DONALD TRUMP ET L'AMÉRIQUE LATINE : UNE DIPLOMATIE DU RAPPORT DE FORCE**

**Janvier 2025**

**Christophe Ventura**

L'Amérique latine est devenue l'une des principales priorités de politique étrangère de la seconde administration dirigée par Donald Trump. Pour le président républicain, cette région doit désormais servir son principal projet : préserver la suprématie mondiale des États-Unis face à la montée en puissance de la Chine. Dans cette perspective, Washington emploie sa puissance pour réaffirmer son hégémonie dans sa « zone d'influence » historique redevenue centrale pour son redéploiement stratégique. La note analyse et détaille ces orientations, ainsi que la feuille de route de la présidence Trump pour la région. Elle décrit également la position de fragilité et la division dans lesquelles se trouvent les pays latino-américains face à ce retour offensif du voisin nord-américain.

Le 20 janvier 2025, Donald Trump a entamé son second mandat à la tête de la première puissance mondiale, après celui effectué entre 2017 et 2021. Quelques jours auparavant, le 10 janvier, hasard des calendriers, Nicolás Maduro – contre lequel le président républicain avait prôné, sans succès, la mise en œuvre d'une stratégie dite de la « pression maximale » pour l'écartier du pouvoir entre 2017 et 2020 – a lui été investi pour son troisième mandat à la tête du Venezuela, après une élection contestée tenue le 28 juillet 2024<sup>1</sup>.

Quelle sera la politique du 47<sup>e</sup> président des États-Unis en Amérique latine ? À travers un rappel du bilan de ses principales actions réalisées dans la région au cours de son premier mandat et une présentation des équipes chargées des relations avec elle dans sa nouvelle administration, cette note identifiera les priorités latino-américaines de Donald Trump et montrera dans quelle mesure elles s'inscrivent dans son projet de politique étrangère global résumé dans son slogan l'« Amérique d'abord ». Ce projet contient plusieurs objectifs liés : préserver partout la suprématie mondiale des États-Unis face à la Chine ; consolider dans certains secteurs reconstitués les capacités et l'autonomie productives, énergétiques et technologiques du pays ; libérer Washington de ses engagements géopolitiques jugés secondaires – comme l'Ukraine ; soumettre chaque politique d'alliance ou de confrontation stratégiques avec les autres pays – amis et adversaires, indifféremment de leur statut – à la bonne réalisation de ces orientations.

Dans ce contexte, plusieurs sujets composeront la feuille de route de la nouvelle administration Trump sur le sous-continent latino-américain. Deux sont directement liés à des questions de politiques intérieures états-uniennes : les migrations et le narcotraffic. Deux autres touchent à la fois aux questions de politique intérieure et de politique étrangère : le commerce – notamment avec le Mexique – et la Chine. Enfin, la question des relations aux

---

1. Lire Christophe Ventura, « Au Venezuela, une crise sans fin », *Le Monde diplomatique* (octobre 2024).

gouvernements latino-américains récalcitrants – Cuba, Nicaragua, Venezuela – et des alliances affinitaires avec les droites régionales fera partie de ce plan d'action.

## D'UN MANDAT À L'AUTRE : CONTINUITÉ ET RADICALISATION

Contrairement à son prédécesseur démocrate Joe Biden, Donald Trump n'a jamais développé d'intérêt particulier pour l'Amérique latine dans son parcours personnel et politique. Durant son premier mandat, il ne s'est rendu qu'une fois dans la région, en Argentine, à l'occasion d'une réunion du G20 en 2018. Comme candidat à la présidentielle face à Hillary Clinton en 2016, il avait accepté l'invitation de l'ancien président mexicain Enrique Peña Nieto pour une visite éclair à Mexico.

Son premier mandat a donné lieu :

- à la renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna), devenu depuis 2020 l'Accord Canada–États-Unis–Mexique (ACEUM, USMCA en anglais). Dépouillée de ses références au « libre-échange » et à « l'Amérique du Nord » (au profit du nom des États nationaux), cette nouvelle version du traité renforce les marges de manœuvre des États membres pour appliquer leur politique commerciale ou régler leurs différends commerciaux et préserve les protections douanières américaines (acier, minerais). Sa prochaine révision doit intervenir en 2026 et fera partie des priorités de Donald Trump. Il sera décidé lors de cette échéance si l'accord est prolongé de seize nouvelles années au-delà de 2036 (date de son terme actuel prévu), ou non ;
- au lancement inachevé – entravé par la justice, stoppé puis partiellement relancé par Joe Biden en Arizona ou au Texas – de la construction d'un mur frontalier avec le Mexique ;
- à la sévère réduction de l'aide financière des États-Unis aux pays du « Triangle Nord » (El Salvador, Guatemala, Honduras) – notamment de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) – pour les sanctionner vis-à-vis de leur politique migratoire et anticriminalité insatisfaisante du point de vue de Washington ;

- à la mise en place d'une politique de sanctions renforcées contre Cuba (application du titre III de la loi Helms-Burton permettant à la justice américaine de sanctionner des entreprises étrangères ayant des activités ou des investissements à Cuba, inscription du pays sur la liste des États soutenant le terrorisme), le Nicaragua (sanctions contre les dirigeants du gouvernement de Daniel Ortega) et le Venezuela (politique de la « pression maximale », exclusion du pays du marché énergétique mondial, soutien au président par intérim Juan Guaidó, etc.).

Parmi les membres de la nouvelle équipe du président dont les responsabilités concerneront, d'une manière ou d'une autre, l'Amérique latine, nombreux sont ceux qui ont été associés aux politiques de son premier mandat. Tous sont les tenants d'une « ligne dure » sur plusieurs sujets : Chine, protectionnisme, « tolérance zéro » en matière d'immigration, Cuba, Nicaragua, Venezuela.

Marco Rubio est nommé secrétaire d'État. Le sénateur cubano-américain de Floride (élu depuis 2010), membre des commissions des Affaires étrangères et du Renseignement de la Chambre basse, et ancien adversaire de Donald Trump en 2016 lors de primaires du Parti républicain pour la candidature à l'élection présidentielle, est une personnalité influente de la politique latino-américaine des États-Unis depuis une quinzaine d'années. Il est le premier membre de la communauté latino-américaine états-unienne à accéder à un poste aussi élevé au sein d'un gouvernement. Connu pour ses positions radicales et anticommunistes affirmées, M. Rubio est un « faucon » de la politique néoconservatrice américaine. Il est favorable au maintien et au renforcement de l'embargo contre Cuba où il prône un changement de régime, ainsi qu'à une politique de sanctions accrues contre Managua et Caracas, dans ce dernier cas sans négociations avec Nicolás Maduro. Il considère le Venezuela comme une « narco-dictature » et a reconnu Edmundo González comme président légitime après le scrutin du 28 juillet 2024.

D'une manière générale, son anticommunisme vise l'ensemble des gouvernements de gauche, quelle que soit leur orientation,

dans la région. À de multiples reprises, il a critiqué ceux du Brésil, de la Colombie ou du Chili sur divers sujets : Cuba, Venezuela pour les deux premiers, soutien aux Palestiniens contre le gouvernement israélien pour les trois. Ou du Mexique sur les questions migratoires – il est favorable à la politique d'expulsion massive proposée par Donald Trump –, de narcotrafic – il est favorable à l'inscription des cartels sur la liste des organisations terroristes – ou de ses relations avec la Chine – comme Donald Trump, il critique le Mexique pour ses importations de produits chinois réexportés vers les États-Unis *via* l'ACEUM et les chaînes de production et de valeur nord-américaines intégrées. Favorable à une nouvelle renégociation de l'accord, le nouveau secrétaire d'État considère que la Chine constitue la principale menace stratégique – géopolitique et économique – des États-Unis en Amérique latine – et en général – et qu'il convient d'en stopper l'avancée. Comme d'autres responsables américains, il dénonce les investissements chinois dans les infrastructures critiques latino-américaines, comme le port de Chancay au Pérou, situé au nord de Lima, inauguré en novembre 2024. C'est au nom de la priorité chinoise qu'il considère pénalisant l'engagement des États-Unis en Ukraine – guerre contre la Russie qu'il considère perdue – et en Europe. Cette implication doit, selon lui, être réduite afin de remobiliser et concentrer les efforts stratégiques américains vers la Chine et la zone indopacifique. Par ailleurs, M. Rubio plaide également en faveur d'une politique ferme vis-à-vis de l'Iran et en dénonce l'influence grandissante au Venezuela.

Christopher Landau devient secrétaire d'État adjoint. L'ancien ambassadeur des États-Unis au Mexique durant le premier mandat de Donald Trump (2019-2021) a été directement associé à la renégociation de l'Alena. Ses positions publiques rejoignent celles de M. Rubio sur de nombreux sujets (Cuba, Venezuela, immigration, crime organisé).

Pour sa part, l'ancien policier Thomas Homan est nommé à la tête du contrôle de l'immigration et des frontières. Le nouveau « Tsar des frontières », selon l'expression médiatique consacrée, fut, lors du premier mandat du président, à la tête du Service de l'immigration et des

douanes (Immigration and Customs Enforcement, ICE), entre 2017 et 2018. Partisan de la politique « tolérance zéro » en matière migratoire – durant son action au sein du ICE, il avait organisé la séparation controversée de 4 000 enfants migrants de leurs parents placés en détention – et de la relance du programme « Remain in Mexico » – visant à convertir le Mexique en pays tiers sûr pour les États-Unis. Cette personnalité membre du *think tank* conservateur Heritage Foundation et co-auteur de son « Project 2025 » – programme d'action pour le deuxième mandat de Donald Trump – sera chargée de mettre en application la promesse du candidat consistant à réaliser la plus grande opération d'expulsion de migrants illégaux de l'histoire des États-Unis.

Le républicain Richard Grenell – proche de Mitt Romney, l'ancien candidat à la présidentielle de 2012 face à Barack Obama – devient l'« émissaire pour les missions spéciales » du président. L'ancien ambassadeur de Donald Trump en Allemagne (2018-2020) et directeur par intérim du renseignement national en 2020 se voit attribuer deux premiers dossiers : la Corée du Nord et le Venezuela (certaines sources médiatiques évoquent également l'Iran comme autre dossier possible).

Donald Trump a également désigné Mauricio Claver-Carone envoyé spécial du Département d'État pour l'Amérique latine, aux côtés de M. Rubio. Lui aussi cubano-américain, il fut l'un des artisans du renforcement des sanctions contre La Havane et Caracas lorsqu'il était en charge de l'Amérique latine au sein du Conseil de sécurité nationale (2018-2020) de la Maison-Blanche. M. Claver-Carone a également dirigé la Banque interaméricaine de développement (BID), imposé à la tête de l'institution en 2020 par Donald Trump contre sa tradition qui en réserve la présidence à une personnalité latino-américaine. Il en a été limogé en 2022 à la suite d'une affaire de mœurs. Le nouveau président lui a assigné ses premières priorités dans ses nouvelles fonctions toutes dirigées vers le Mexique : immigration clandestine, contrôle de la frontière, lutte contre le narcotrafic (fentanyl en particulier, responsable de 70 000 overdoses en 2022 aux États-Unis<sup>1</sup>).

---

1. National Institute on Drug Abuse, « Drug Overdose Deaths: Facts and Figures », *nida.nih.gov* (août 2024).

Sélectionnées en fonction de leur loyauté au nouveau président et à sa politique générale, ces personnalités agiront aux côtés d'autres membres d'un gouvernement entièrement acquis aux mêmes orientations. Ainsi, Scott Bessent, nommé secrétaire au Trésor, Howard Lutnick, secrétaire au Commerce, Jamieson Greer, nommé lui représentant au Commerce (en charge des négociations des accords multilatéraux), Kristi Noem, nommée secrétaire de la Sécurité intérieure (en charge des douanes et des gardes-frontières) ou l'ancien membre des forces spéciales américaines Mike Waltz, futur conseiller à la sécurité nationale du président, sont également des partisans d'une ligne dure en matière de lutte contre l'immigration, le narcotrafic, et de relations avec le Mexique, Cuba, le Venezuela et la Chine. Kristi Noem évoque une « invasion » pour caractériser la situation migratoire à la frontière avec le Mexique. Mike Waltz s'est régulièrement prononcé en faveur d'une mobilisation des forces armées américaines sur le sol mexicain – en lien avec les autorités locales – pour lutter contre les cartels de la drogue, ainsi que pour des sanctions accrues contre Cuba et le Venezuela. Il milite également pour une préparation des forces armées à un conflit possible avec la Chine en Asie-Pacifique.

Pour leur part, Scott Bessent, Howard Lutnick, Jamieson Greer sont favorables aux politiques protectionnistes unilatérales prônées par Donald Trump (droits de douane, limitation de l'accès au marché national pour les produits étrangers, relocalisation industrielle des filières stratégiques). Jamieson Greer fut l'un des négociateurs de la révision de l'Aléna en 2018 et a participé, à la même époque, à l'élaboration des premières mesures de guerre commerciale contre Pékin. Howard Lutnick est l'un des promoteurs de la relocalisation de l'industrie automobile – notamment présente au Mexique – sur le territoire américain. Comme Donald Trump, ils considèrent que le Mexique accueille trop d'industries américaines stratégiques qui profitent de conditions salariales et fiscales du pays pour y assembler leurs productions au détriment de la maîtrise des capacités productives et de l'emploi aux États-Unis.

Seule Tulsi Gabbard – ancienne élue démocrate –, nommée à la tête des services de renseignement intérieurs, s'inscrit dans le courant anti-interventionniste et a pris des positions contre l'ingérence des États-Unis

et les stratégies de changement de régime en Amérique latine ces dernières années – dans le cas du Venezuela, notamment.

## QUELLES ORIENTATIONS ?

La trajectoire et les positions connues des principaux responsables désignés par le nouveau président pour suivre les relations avec l'Amérique latine constituent une indication de l'orientation que ce dernier souhaite donner à sa politique pour les pays de cette région.

En matière d'immigration – sujet central de la campagne électorale en 2024 –, Donald Trump a promis « la plus grande opération de déportation [d'expulsion] de toute l'histoire américaine ». Dès son premier jour d'investiture, le chef d'État a signé plusieurs décrets présidentiels (« executive orders ») : déclaration d'un état d'urgence national à la frontière avec le Mexique, renforcement des pouvoirs d'interception des agents de l'immigration, suppression de l'acquisition automatique de la citoyenneté américaine pour les enfants d'immigrés illégaux. Il évoque l'envoi de soldats à la frontière avec le Mexique et son entourage annonce l'organisation d'opérations d'arrestations de clandestins dans les villes américaines.

Lors de son premier mandat, il avait organisé l'expulsion de 1,5 million de personnes – contre 5 millions sous les deux mandats de Barack Obama et 1,5 million sous Joe Biden. Selon les estimations des autorités américaines, 11 millions de personnes – certaines évaluations évoquent plutôt le chiffre de 13 millions – vivent aux États-Unis de manière non légale et plus de huit millions de nouveaux migrants sont arrivés depuis le Mexique entre 2021 et 2024<sup>1</sup>.

Parallèlement à cette promesse, le nouveau président prône la relance de la construction du mur avec le Mexique, l'augmentation du nombre des gardes-frontières, la militarisation des politiques migratoires (mobilisation des forces armées sur la frontière, association aux opéra-

---

1. Muzaffar Chishti, Kathleen Bush-Joseph, Colleen Putzel-Kavanaugh et Madeleine Greene, « Biden's Mixed Immigration Legacy: Border Challenges Overshadowed Modernization Advances », Migration Policy Institute, 10 décembre 2024.

tions d'interception, etc.), la construction de nouveaux centres de rétention dans de nombreuses villes du pays – pas uniquement à la frontière. Il souhaite remettre en place le programme « Remain in Mexico » qui oblige les demandeurs d'asile arrêtés et renvoyés au Mexique d'y rester le temps de l'examen de leur demande par les autorités américaines. Il souhaite également développer les contrôles d'identité des migrants directement sur les lieux de travail dans tout le pays et revoir les règles d'obtention de la nationalité américaine pour les enfants de parents étrangers nés sur le territoire national. Si les estimations restent aléatoires, certaines proposées par des groupes d'experts évoquent un coût de près de 1 000 milliards de dollars sur dix ans – près de 90 milliards par an – pour arrêter, juger et pulser un million d'immigrés par an<sup>1</sup>.

En matière de lutte contre le narcotrafic et le crime organisé, Donald Trump propose de déployer les forces militaires maritimes pour imposer un embargo naval aux cartels, de mobiliser tous les moyens cybernétiques, ainsi que les forces spéciales américaines, pour affaiblir leurs infrastructures et leurs chaînes de commandement. Dès son investiture, il a annoncé leur inscription sur une liste des « organisations terroristes étrangères » – permettant, *de facto* et en théorie, une intervention militaire. Le chef de l'État souhaite imposer aux gouvernements latino-américains concernés une coopération avec Washington autour de ces orientations. La Colombie et le Mexique, gouvernés à gauche, sont particulièrement visés par la radicalisation de cette stratégie de « guerre contre les cartels » prônée par le nouveau locataire de la Maison-Blanche.

Donald Trump « géopolitiser » les enjeux de la politique commerciale des États-Unis. Dans son approche, le président américain considère que la rentabilité, ainsi que la liberté du marché, des échanges et des entreprises ne constituent plus les seules règles de l'économie. Désormais, il convient, selon lui, de soumettre l'activité et les décisions économiques aux impératifs politiques et stratégiques de maintien de la suprématie des États-Unis face à ces rivaux, la Chine en premier lieu. Selon lui, il s'agit

---

1. Sur ce sujet, lire American Immigration Council, « Mass Deportation Devastating Costs to America, Its Budget and Economy » (octobre 2024).

d'un impératif absolu, car il considère que la Chine a construit son ascension à travers le libre-échange mondialisé au détriment des États-Unis.

C'est dans cette perspective qu'il menace d'augmenter les droits de douane sur tous les produits chinois, mais également sur ceux provenant d'Amérique latine. Ce faisant, il souhaite imposer à chaque pays les concessions qu'il souhaite obtenir de lui, sur Pékin<sup>1</sup>, mais également sur tous les autres sujets (migrations, drogue, coopération, etc.). Il s'agira pour lui de brandir, chaque fois que nécessaire, la possibilité d'une fermeture de l'accès au marché ou au territoire américains lorsqu'un pays n'accèdera pas à ses exigences.

Le Mexique, en raison des questions commerciales, migratoires et de narcotraffic est d'ores et déjà menacé, dès le 20 janvier 2025, d'une augmentation des droits de douane de 25 % sur tous les produits qu'il exporte sur le marché américain – plus de 80 % des exportations du pays sont dirigées vers les États-Unis. D'autres pays pourraient être visés, dans la Caraïbe, si Donald Trump souhaite actionner un moyen de pression supplémentaire pour obtenir d'eux qu'ils accueillent des migrants expulsés des États-Unis. Selon des sources médiatiques, le président et ses équipes auraient élaboré une liste de tels pays comprenant les Bahamas – qui ont déjà refusé une telle option –, le Panama, la Grenade et les îles Turques-et-Caïques<sup>2</sup>.

Enfin, cette même logique pourrait s'inviter dans d'éventuelles négociations de l'Accord de libre-échange États-Unis-République

---

1. En théorie, cette politique est plus pénalisante pour les pays avec lesquels Washington est en situation de déficit commercial, comme le Mexique. Ce n'est pas le cas avec d'autres, en Amérique du Sud notamment. Ces pays sont moins dépendants du marché américain et disposent de liens commerciaux, financiers et technologiques forts avec la Chine. Washington peut aussi viser chaque État à partir d'une évaluation intégrale de ses relations avec la Chine: niveau de relations commerciales, financières, technologiques, en matière d'infrastructures, mais aussi de participation aux « nouvelles routes de la soie », de reconnaissance de Taïwan, de coopération sécuritaire, etc. Cette approche explique, par exemple, les déclarations de Donald Trump au sujet du canal de Panama évoquant une reprise de contrôle, si nécessaire par la force, du couloir interocéanique si les prix de passage facturés aux bateaux américains ne baissent pas. Panama reconnaît la Chine au détriment de Taïwan depuis 2020 et Donald Trump considère le canal comme une infrastructure stratégique pour les États-Unis. Il dénonce la présence chinoise à plusieurs niveaux : commerciale, financière, politique et stratégique (accusation d'espionnage, de potentiel contrôle du couloir par Pékin en cas de conflit militaire, etc.).

2. Julia Ainsley, « Incoming Trump administration plans to deport some migrants to countries other than their own », NBC News, 5 décembre 2024.

dominicaine-Amérique centrale<sup>1</sup> (CAFTA-DR) autour des questions migratoires, de criminalité organisée, de coopération sécuritaire, de relations avec la Chine.

## RETOUR DE L'AMÉRIQUE LATINE DANS L'ARC DES PRIORITÉS DE WASHINGTON ET CONCLUSION PROVISOIRE

Migrations, questions sécuritaires (narcotrafic, lutte contre le crime organisé), relations avec la Chine constitueront les principaux axes de la politique de la nouvelle administration républicaine ces prochaines années. L'Amérique latine pourrait redevenir une priorité de politique étrangère pour Washington, qui entend réaffirmer son *leadership* continental et mondial. Dans cette région comme ailleurs, Donald Trump entend privilégier une stratégie fondée sur le rapport de force avec chaque pays, partenaire ou adversaire, afin d'obtenir, dans une logique transactionnelle, ce qu'il souhaite de lui sur chaque sujet d'intérêt, en fonction des conjonctures et des nécessités contingentes. Dans cette perspective, il dispose de plusieurs leviers : politique commerciale (droits de douane, accès ou fermeture du marché et du territoire américains aux pays latino-américains, renégociation des accords commerciaux bilatéraux et régionaux), menace de rétorsion financière ou politique. La réponse des pays latino-américains et les choix qu'ils feront – obtempérer ou résister aux pressions du nouveau président américain – préciseront la nature réelle des nouvelles relations entre eux.

Quoi qu'il en soit, l'élection de Donald Trump anime les droites latino-américaines qui, à l'instar de Javier Milei en Argentine, de Daniel Noboa en Équateur ou des forces « bolsonaristes » au Brésil, envisagent un alignement politique, idéologique, économique et géopolitique avec

---

1. Le Costa Rica, le Salvador, le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua font partie de cet accord. Ce cadre pourrait également permettre à Washington de renforcer ses sanctions contre le gouvernement de Daniel Ortega au Nicaragua. Le 11 décembre 2024, le Bureau du représentant américain au commerce (USTR, Office of the United States Trade Representative) a lancé une enquête sur les pratiques de Managua en matière de droit du travail, de droits humains et de respect de l'État de droit. Cette initiative pourrait conduire à une suspension du Nicaragua du CAFTA-RD, tandis que les États-Unis restent le premier partenaire commercial du pays. Il conviendra d'observer si Donald Trump poursuivra cette démarche engagée par son prédécesseur Joe Biden.

Washington qui soit bénéfique pour la consolidation de leur pouvoir. Le président argentin, présent le 20 janvier 2025 à Washington, a proposé la signature d'un accord de libre-échange entre les deux pays, recevant une réponse intéressée de Donald Trump. Ce faisant, Javier Milei fait une entorse aux règles du Marché commun du Sud (Mercosur) qui prévoient que la politique commerciale des États membres soit prioritairement négociée dans le cadre du bloc plutôt que de manière bilatérale entre pays. De plus, cette nouvelle perspective interroge les partenaires de Buenos Aires tandis qu'un nouvel accord vient d'être conclu en décembre 2024 entre le Mercosur et l'Union européenne. Pour sa part, le président équatorien, également présent à Washington le 20 janvier 2025, se représente aux élections prévues dans le pays andin le 9 février et le 13 avril 2025 (en cas de second tour). Il plaide pour une modification de la Constitution nationale permettant le rétablissement de bases militaires étrangères sur le territoire dans le cadre de la coopération sécuritaire (lutte contre le narcotrafic) qu'il souhaite mettre en place avec Washington. À leurs côtés étaient également présents le président salvadorien Nayib Bukele et Edmundo González Urrutia, « président élu » du Venezuela selon Donald Trump. En revanche, le chef d'État brésilien Luiz Inácio Lula da Silva (gauche) et son homologue mexicaine Claudia Sheinbaum (gauche) n'ont pas été invités.

Le président des États-Unis envoie un signal de ralliement aux dirigeants de la droite et de l'extrême droite latino-américaines et exprime à leur endroit un intérêt différent que lors de son premier mandat. Ces derniers peuvent l'aider sur plusieurs dossiers. Tout d'abord, pour freiner la Chine : en s'alignant sur Washington en matière économique, commerciale et technologique, en soutenant les chaînes de valeurs américaines dans les domaines énergétiques et liés aux ressources naturelles en général au détriment de la puissance rivale – et d'autres –, en paralysant les forums d'intégration régionale latino-américains – par exemple, la Communauté des États latino-américains et caraïbes (Celac) – dans lesquels agit le poids des pays gouvernés par la gauche plus favorables à Pékin. Ensuite, pour certains pays, pour collaborer à la politique migratoire et antidrogue souhaitée par la nouvelle administration. Cette politique peut

également se muer en vecteur de présence sécuritaire et militaire utile pour les États-Unis dans la région face à la Chine. Enfin, pour soutenir les positions que prendra le nouveau gouvernement américain sur les pays qu'il considère être des adversaires politiques et idéologiques – Cuba, Nicaragua, Venezuela –, y compris pour leurs liens avec la Chine.

Sur ce dernier point, les intentions précises de Donald Trump ne sont pas encore explicitées. Tout indique une orientation répressive contre eux, mais jusqu'où ? Le président américain pratiquera-t-il une nouvelle politique de la « pression maximale » au Venezuela, comme pourrait le laisser entrevoir sa décision de reconnaître Edmundo González Urrutia « président élu » du pays ? Et d'étouffement de Cuba, comme pourrait le laisser penser sa décision de réinscrire immédiatement le pays sur la liste noire des pays soutenant le terrorisme dès sa prise de fonction, dont il avait été retiré par Joe Biden le 14 janvier 2025 ? Au risque d'entrer dans des logiques d'engrenages incontrôlés ? Sur ces questions, son équipe est favorable à la politique de l'affrontement, et ses membres les plus influents, comme M. Rubio, considèrent qu'il convient d'en finir en même temps avec ces deux pays dont ils lient le sort pour des raisons politiques et idéologiques. Mais le nouveau président souhaite-t-il négocier, notamment avec Caracas, comme pourrait le laisser penser la feuille de route de son nouvel « émissaire pour les missions spéciales », Richard Grenell ?





## POSTFACE

### Marie-Pierre Bourzai

L'Amérique latine et les Caraïbes disposent d'atouts rarement réunis à une telle échelle : ressources naturelles stratégiques, biodiversité décisive pour les équilibres climatiques mondiaux, potentiel énergétique considérable, capacités humaines et institutionnelles en constante consolidation. Pourtant, dans un environnement international profondément reconfiguré, transformer durablement ces richesses en leviers de développement équitable et souverain demeure l'un des défis majeurs auxquels sont confrontés les pays de la région.

Les recompositions de l'ordre mondial confèrent aujourd'hui à l'Amérique latine une centralité nouvelle. La montée en puissance de dynamiques multipolaires, les rivalités accrues autour de l'accès aux matières premières critiques, la fragmentation des chaînes de valeur, le durcissement des conditions de financement et l'accélération des transitions écologiques redessinent les marges de manœuvre des États. Dans ce contexte, les choix de développement deviennent plus complexes, plus stratégiques, et souvent plus coûteux politiquement.

À ces dynamiques globales se superposent des défis structurels persistants : inégalités sociales profondes, vulnérabilités institutionnelles, criminalité organisée, forte exposition aux chocs économiques et climatiques. Autant de facteurs qui rappellent que les trajectoires de transformation ne peuvent être ni uniformes ni importées, mais doivent s'ancrer dans les réalités nationales, territoriales et sociales.

Depuis près de deux décennies, le Groupe AFD accompagne les pays d'Amérique latine et des Caraïbes dans la construction de trajectoires de développement vertes, inclusives et soutenables. Cet engagement s'est progressivement renforcé, faisant aujourd'hui du Groupe AFD le premier investisseur public et la première banque bilatérale de développement de la région. La présence du Groupe AFD sur le terrain constitue ainsi un levier concret pour la France dans la consolidation de partenariats financiers durables, au service de politiques publiques ambitieuses et de stratégies sectorielles adaptées aux contextes nationaux. Elle contribue également à nourrir un dialogue stratégique renouvelé entre l'Europe et l'Amérique latine, dans un environnement géopolitique en mutation rapide.

Le rayonnement de l'Amérique latine en France passe aussi, de manière décisive, par la production, la circulation et la mise en débat des connaissances. Les partenariats noués par l'AFD avec des institutions de recherche et de réflexion, au premier rang desquelles l'IRIS depuis désormais dix ans, participent pleinement de cette ambition : mieux comprendre les trajectoires latino-américaines, éclairer leurs complexités et nourrir un débat public exigeant.

Le présent ouvrage, que j'ai l'honneur de postfacier, s'inscrit pleinement dans cette démarche. En croisant les regards, les disciplines et les échelles d'analyse, il propose des clés de lecture précieuses pour appréhender les transformations en cours. Il invite à penser l'Amérique latine non comme un espace périphérique, mais comme un acteur à part entière des recompositions mondiales, dont les choix pèseront durablement sur les équilibres économiques, sociaux et environnementaux de la planète. Il explore les interactions entre recompositions politiques, trajectoires de développement économique et pressions sur les ressources naturelles, contraintes internationales et mobilisations sociales, donnant à voir toute la richesse et la diversité des trajectoires possibles.

Accompagner les transitions, enfin, c'est d'abord reconnaître que les sociétés latino-américaines sont les premières actrices de leur propre transformation. C'est accepter que le développement ne se

décrète pas, mais se construit dans le temps long, par le dialogue, la confiance et le respect des souverainetés. Notre responsabilité, en tant que partenaires, est de mettre à disposition les moyens financiers, techniques et intellectuels nécessaires pour soutenir ces ambitions. Ce livre y contribue pleinement.





Longtemps perçue comme une région périphérique, relativement stabilisée et peu conflictuelle, l'Amérique latine se trouve aujourd'hui au croisement de dynamiques globales – crise des démocraties libérales, transition écologique, rivalités de puissances, fragmentation du multilatéralisme – qui mettent à l'épreuve ses modèles politiques, économiques et sociaux. À partir de quatre axes complémentaires, ce volume analyse les vulnérabilités structurelles de la région, mais aussi les ressources stratégiques et politiques dont elle dispose pour y répondre, et ainsi peser sur les équilibres régionaux et mondiaux.

Il interroge successivement la déconsolidation démocratique et les recompositions politiques internes ; les impasses et dépendances du modèle de développement extractivo-exportateur ; les défis d'une transition écologique et sociale dans un contexte d'inégalités persistantes ; enfin, les marges de manœuvres de la région face au retour des États-Unis et à l'accroissement de leur rivalité avec la Chine.